

SEANCES DU MERCREDI 30 JUILLET 1986
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 30 JULI 1986ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2106.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens de l'année budgétaire 1986.

Projet de loi contenant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Discussion générale (reprise). — *Orateurs*: MM. Mouton, Luyten, de Clippele, De Wulf, Dehousse, De Smeyter, Hatry, Lafosse, Pataer, M. Eyskens, ministre des Finances, p. 2106.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2106.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Ontwerp van wet houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

Algemene bespreking (hervatting). — *Sprekers*: de heren Mouton, Luyten, de Clippele, De Wulf, Dehousse, De Smeyter, Hatry, Lafosse, Pataer, de heer Eyskens, minister van Financiën, blz. 2106.PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

M. Noerens, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Noerens, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 5 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 5 m.

CONGES — VERLOF

MM. Bourgois, empêché; Friederichs, pour des obligations professionnelles; Somers, pour raisons de santé, demandent d'excuser leur absence à la réunion de cet après-midi.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Bourgois, belet; Friederichs, wegens beroepspligten; Somers, om gezondheidsredenen.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES VOIES ET MOYENS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1986

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSMIDDELENBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE RIJKSSCHULDBEGROTING VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1986

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale des projets de loi relatifs au budget des Voies et Moyens et au budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1986.

Wij hervatten de algemene beraadslaging van de ontwerpen van wet betreffende de Rijksmiddelenbegroting en de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986.

La parole est à M. Mouton.

M. Mouton. — Monsieur le Président, mon intervention portera essentiellement sur le volet « enseignement » du budget des Voies et Moyens de l'année 1986. Mais avant d'examiner dans le détail ce chapitre important, il me paraît indispensable de faire quelques observations préliminaires.

Première observation: voici quelques mois, le Vice-Premier ministre et ministre de la Justice, M. Gol, déclarait que les budgets 1986 et 1987 seraient déposés en même temps. Fort de cet avis, M. Michel, commis à la présidence du PRL, s'était même cru autorisé à le confirmer par force de déclarations tapageuses devant la presse écrite, parlée et télévisée.

Prudent, l'allié social-chrétien a fait la sourde oreille. Nous connaissons la suite. Une fois de plus, M. Michel a connu le sort de la baudruche.

Deuxième observation: au cours de son exposé, repris dans le rapport de la Chambre et du Sénat, le Vice-Premier ministre et ministre du Budget a déclaré que la lutte contre le déficit public ne peut réussir qu'en améliorant profondément la gestion des administrations publiques.

Comment ne pas être d'accord avec M. Verhofstadt qui précise d'ailleurs — et je cite — « cela implique une augmentation de l'efficacité, l'introduction de méthodes de management, la remotivation des responsables dans les administrations, la dépolitisation »? Mais notre jeune Vice-Premier ministre me concédera qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Dois-je lui rappeler que c'est sous la majorité actuelle que l'administration du Fonds national de garantie des bâtiments scolaires a été installée, avec une pléthore de primo-nominations?

Dois-je également rappeler qu'il était parfaitement possible de fusionner le Fonds des bâtiments scolaires, afin de doter cette nouvelle administration de services performants, sans procéder à des recrutements extérieurs?

« Remotiver les responsables des administrations », déclarait le ministre du Budget. J'approuve. Mais comment ne pas dénoncer la décision du ministre francophone de l'Education nationale de retirer toute délégation de signature à ses fonctionnaires généraux? Le moment ne pouvait être plus mal choisi.

Ainsi, même une simple circulaire d'information doit être soumise à sa signature. Bel exemple de remotivation des responsables des administrations!

C'est encore à l'instant précis où le Vice-Premier ministre et ministre du Budget en appelle à la dépolitisation et à l'application de nouvelles règles de recrutement et de sélection que le PRL procède à toute une série de nominations partisans à l'Education nationale.

C'est aussi le moment choisi par les partenaires francophones de la coalition gouvernementale pour tenter de restructurer l'Office de la naissance et de l'enfance, avec des primo-nominations au rang 1 à la clé, après avoir décidé d'une économie spécifique de 248 millions. Si Mme Delruelle était présente, je lui dirais qu'elle est particulièrement bien placée — comme présidente du groupe PRL du Sénat, mais également comme présidente de l'ONE — pour mesurer l'impact de cette économie qui va frapper durement les travailleurs médico-sociaux dont l'action remarquable en faveur de la protection de la mère et de la petite enfance ne pourra plus être assurée avec toute l'efficacité souhaitée.

Cette décision est d'autant plus aberrante quand on sait que le 10 juin dernier les participants au colloque de Lille sur la petite enfance ont unanimement souhaité pouvoir s'organiser sur le modèle de l'ONE. Et pour couronner le paradoxe, voici que chrétiens et libéraux, à la Communauté française, concoctent dans l'ombre et la discrétion des cabinets ministériels, la création d'un troisième ministère, le ministère Wallonie-Bruxelles saupoudré de quelques hautes nominations en dehors des règles statutaires. Le gouvernement croit-il en ce qu'il déclare? Fait-il sienne la formule de Tristan Bernard: « Les hommes sont toujours sincères. Ils changent de sincérité, voilà tout! »

Troisième observation préliminaire: en examinant le tableau relatif à l'application du plan d'assainissement de Sainte-Anne, « Répartition des mesures selon leur incidence sur le budget 1986 », repris en page 113 du rapport, je constate que l'enseignement universitaire est retiré du ministère de l'Education nationale et est repris au chapitre Politique scientifique. Cette intention n'est pas neuve. Devons-nous en conclure que la volonté du gouvernement est de mettre en place, à terme, deux départements distincts, celui de l'Education nationale et celui de la Politique scientifique et de l'enseignement universitaire? Si tel était le cas, je crois opportun de rappeler que les recteurs Welch et Troisfontaines, dans leur excellent rapport, s'étaient très clairement et vigoureusement opposés au retrait de l'enseignement universitaire des autres niveaux d'enseignement.

Quatrième observation préliminaire et qui sera aussi le point de départ de l'analyse des propositions gouvernementales dans le département de l'Education nationale: dans son exposé introductif, le Vice-Premier ministre et ministre du Budget a souligné qu'« afin d'atteindre l'objectif budgétaire escompté, une opération choc de 195 milliards devait être menée. Il s'agit ici — et je cite toujours — d'une opération nette car il a été tenu compte des effets induits. »

Ceci est totalement faux et je le démontrerai en examinant les différentes mesures gouvernementales dans le secteur de l'Education nationale ou, plus exactement, en passant en revue les différentes phases de la pasquinade de l'enseignement.

Au total, des économies doivent être réalisées pour un montant de 21,5 milliards dans le secteur de l'Education nationale.

Si l'on prend pour référence le document émanant de l'administration du budget diffusé après le conclave de Val-Duchesse, le montant de ces économies était de 22 milliards 603 millions. Par ailleurs, l'addition de toutes les mesures arrêtées au cours du Conseil de gouvernement du 23 mai 1986 donne un total de 23 milliards 894 millions 300 mille francs. Alors, quel est le montant exact des économies après l'accord complet intervenu ce dernier week-end?

M. Seeuws. — Pas un franc!

M. Mouton. — J'attends la réponse du gouvernement, monsieur Seeuws.

Les bases sont donc fausses. Encore faut-il y ajouter les divergences de vues relatives au calcul des populations scolaires respectives des deux communautés. Je ne m'attarderai pas sur ce problème car Clochemerle n'a pas sa place dans ce débat.

Voyons maintenant, quant au fond, certaines de ces mesures par niveau d'études.

Je me dois de rappeler qu'à plusieurs reprises, nous avons déclaré que, si des économies s'imposaient, d'autres choix étaient possibles.

J'affirme également que le gouvernement n'atteindra pas son objectif budgétaire sans procéder à quelques manipulations des chiffres, auxquelles il ne se fait pas faute de recourir depuis trop longtemps.

Dans l'enseignement fondamental francophone, la suppression de 500 postes de stagiaires aura lieu sans aucun doute.

En outre, les chefs d'école comptant de 180 à 299 élèves seront obligés de donner 6 heures de cours par semaine en sus de leur direction. L'économie escomptée est de 100 millions pour l'ensemble du pays. Or, ces chefs d'école ne devront plus assurer certains remplacements. Dès lors, le montant de l'économie projetée ne sera pas atteint et devra être revu à la baisse.

La révision de la réglementation en matière d'utilisation des reliquats devrait produire une économie estimée par le gouvernement à 40 millions. Or, les circulaires envoyées aux directions d'école pour l'année scolaire 1986-1987 ne reprennent aucune disposition explicitant ce problème. L'économie est donc nulle dans ce domaine.

Dans l'enseignement secondaire, selon l'accord de Val-Duchesse et les décisions du Conseil de gouvernement du 23 mai 1986, les économies à réaliser en 1986 étaient estimées à 1,876 milliard, réparties comme suit : 893 millions 300 000 francs dans le secteur néerlandophone et 983 millions 300 000 francs dans le secteur francophone.

Quant au montant des économies à réaliser en 1987, il était estimé à 7 956 600 000 francs soit 3,823 300 milliards pour le secteur néerlandophone et 4,133 300 milliards pour le secteur francophone.

Qu'en est-il exactement après la pseudo-concertation et les vaines palabres qui ont prévalu lors des dernières réunions ministérielles ? Quel est le montant exact des économies à réaliser dans chaque communauté linguistique en 1986 et quel sera dès lors le montant desdites économies en 1987 ?

Doit-on s'attendre à des mesures applicables dès janvier 1987 ?

Le gouvernement vient également de décréter la limitation des détachements dans l'enseignement. Une fois encore, c'est l'enseignement officiel francophone, et plus spécialement celui de l'Etat, qui en est la cible. Le ministre francophone de l'Education nationale, en acceptant cette mesure, va porter un coup fatal aux centres de formation continue de l'Etat à Charleroi, à Frameries, à Huy et aux centres de plein air de l'Etat de Han-sur-Lesse, Esneux, Gouvy, Saint-Hubert, Péruwelz et bien d'autres. Ainsi donc, toute l'infrastructure de recyclage des enseignants risque de disparaître d'un seul coup.

J'aimerais encore savoir si cette dernière mesure concerne aussi les enseignants de l'Etat dont les traitements sont remboursés par les organismes auprès desquels ils sont détachés.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur non universitaire, nous ne pouvons que nous perdre en conjectures. Et le flou qui a présidé aux travaux de Val-Duchesse se fait, de jour en jour, plus débilissant. L'opinion publique ne s'y trompe d'ailleurs pas.

Dans l'enseignement supérieur non universitaire, il était prévu d'économiser 161 million 300 mille francs en 1986, soit 78 millions dans le secteur néerlandophone et 83 millions 300 mille francs dans le secteur francophone. En 1987, l'économie supputée serait de 447 millions, soit 197 millions pour les établissements néerlandophones et 250 millions pour les francophones.

Finalement, quelles seront les économies réalisées en 1986 dans le supérieur de type long ? Quelle sera la part contributive de l'enseignement de type court en 1987 ?

Pour l'enseignement de promotion sociale, le Conseil de gouvernement du 23 mai 1986 ne prévoyait aucune économie en 1986. Ce n'était qu'en 1987 que 303 millions d'économies seraient réalisées à raison de 100 millions pour la communauté néerlandophone et de 203 millions pour la communauté francophone.

Aujourd'hui, le gouvernement paraît décidé à exiger un droit d'inscription dès la rentrée de 1986, contrairement à ce qui avait été décidé le 23 mai.

La perception de ce droit d'inscription rapporterait, d'après une estimation tout à fait hypothétique, puisque basée sur un nombre d'élèves inconnu à ce jour, de 115 à 135 millions. Ainsi donc, même cette projection exagérément optimiste s'écarte du montant initial de 203 millions. Où irez-vous trouver la différence ? Le gouvernement va-t-il, sous la pression conjuguée du CVP et du PSC, imposer une rationalisation de ce type d'enseignement dès la prochaine rentrée scolaire ?

J'en viens à l'enseignement universitaire et à la recherche scientifique. Des plans d'assainissement ont été élaborés avec les universités et notamment avec les universités francophones.

Ces plans d'assainissement placent déjà la plupart de nos universités dans des situations très difficiles sur le plan budgétaire. Et c'est à ce moment que le gouvernement décide entre autres de bloquer en 1986 et en 1987 la subvention forfaitaire par étudiant au niveau de 1985 et de réduire de moitié également, en 1986 et en 1987, les allocations sociales.

Voilà la récompense que les universités vont recevoir en compensation sans doute des gros sacrifices consentis depuis 1982.

Quant à la recherche scientifique et malgré les déclarations de M. Maystadt, l'équipe Martens-Gol lui impose en deux ans une ponction de 7,979 400 milliards. Et, dans le même temps, le gouvernement a l'outrecuidance de déclarer que l'avenir de notre économie dépend du développement de notre recherche scientifique. Voilà, me semble-t-il, une preuve supplémentaire d'incohérence !

En matière de subventions de fonctionnement et de transports scolaires, j'avoue ne pas comprendre le tableau de la page 116 du rapport de la Chambre. En effet, il est prévu de réaliser, en 1986, un milliard d'économies par le blocage des crédits et subventions de fonctionnement ainsi que par les mesures décidées dans le secteur des transports scolaires.

L'arrêté royal n° 413 entraînera, en 1986, un milliard d'économies suivant la notification du Conseil de gouvernement du 23 mai 1986.

Dans son exposé « évaluation des pouvoirs spéciaux », aux pages 135 à 140 du rapport de la Chambre, le Premier ministre estime les économies pour 1986, dans le fonctionnement, à 1,900 milliard.

Enfin, toujours selon le Conseil de gouvernement du 23 mai 1986, les économies dans le secteur des transports scolaires viennent s'ajouter à ce milliard dans le fonctionnement des écoles, c'est-à-dire 91 millions en 1986 et 510 millions en 1987. J'aimerais obtenir des précisions en cette matière, compte tenu des estimations tout à fait contradictoires que je viens de relever. Quant aux constructions scolaires, en 1983, le secteur francophone du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat a vu sa dotation annuelle réduite de 2,950 milliards, par suite de la fin du versement de la dotation exceptionnelle. Sur la base de la dotation ordinaire, le secteur francophone du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat aurait dû recevoir une dotation de 4,445 810 milliards.

En réalité, le secteur francophone du Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat a reçu, cette année, 1,845 milliard, soit une nouvelle perte de 2,610 810 milliards.

Certes, il existe un reliquat de 2,312 800 milliards. Ce montant correspond, pour l'essentiel, à des engagements bloqués en 1985. En conclusion, le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat, secteur francophone, dispose, en 1986, de 4,157 800 milliards. Sur ce montant, 3,086 500 milliards représentent des dépenses inéluctables : traitements des agents, frais de fonctionnement, location de bâtiments, révision des prix, honoraires des architectes et avocats. Il restera donc un petit milliard pour les travaux d'aménagement et les nouvelles constructions.

Aucun reliquat n'existera, par conséquent, en 1987, alors que le gouvernement prévoit une dotation nationale de 3,5 milliards, ce qui représente, pour la Communauté française, plus ou moins 1,5 milliard. Ainsi donc, de par les dépenses inéluctables que je viens d'énumérer et qui sont à imputer en 1987, le Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat sera en état de cessation de paiement dès la fin du premier semestre de 1987.

Et c'est aussi à ce moment que le gouvernement décide de transférer au Fonds des bâtiments scolaires de l'Etat les frais d'entretien à charge du propriétaire des écoles de l'Etat mais également des centres PMS.

En outre, le Fonds des bâtiments scolaires provinciaux et communaux ne reçoit aucun crédit pour 1986, ce qui interdit aux communes et aux provinces d'introduire des dossiers de construction auprès du Fonds national de garantie qui, lui, a été réellement et fonctionnera, dès lors, presque exclusivement pour le plus grand bénéfice de l'enseignement subventionné libre.

Bien sûr, le ministre Damseaux pourra se targuer d'avoir porté de 1,25 p.c. à 2,5 p.c. le taux d'intérêt à charge des pouvoirs organisateurs qui feront appel au Fonds national de garantie.

M. Collignon. — C'est un scandale.

M. Mouton. — Toutefois, si mes informations sont exactes, cet accord ne concernerait pas les dossiers de l'enseignement fondamental. Or, les

statistiques démontrent que sept dossiers sur dix examinés par le Fonds national de garantie concernent le fondamental.

En guise de première conclusion, je dirai que le gouvernement a arrêté dans l'improvisation la plus complète toute une série de mesures qui n'auront pas l'impact escompté sur le budget 1986 mais qui compliqueront la situation en 1987 si le montant de 21, 22 ou 23 milliards doit être atteint. Il est clair que le gouvernement devra reporter à l'année prochaine l'essentiel de ses mesures d'assainissement budgétaire.

J'en arrive enfin à certaines dispositions qui sont en contradiction soit avec la loi ou les décrets, soit avec les promesses du ministre francophone de l'Education nationale.

Tout d'abord, en ce qui concerne l'enseignement fondamental et la désignation des stagiaires.

Contrairement aux déclarations du ministre Damseaux, aucune correction n'a été apportée à l'arrêté royal du 30 août 1984 fixant le capital-périodes dans l'enseignement fondamental; 224 stagiaires seraient désignés pour corriger les effets pervers de l'application de ce capital-périodes. Ma question est simple et claire, ces stagiaires seront-ils exclusivement affectés dans l'enseignement officiel?

Le ministre de l'Education nationale a décidé, en sa qualité de pouvoir organisateur de l'enseignement de l'Etat, de rendre obligatoire l'apprentissage du néerlandais au troisième degré de l'enseignement primaire de l'Etat de la Communauté française. Toutefois, un décret autorise le choix entre trois langues germaniques.

M. Collignon. — Pourquoi pas l'espagnol? La moitié d'un continent parle cette langue.

M. Mouton. — Pourquoi le ministre francophone ne respecte-t-il pas un décret voté par le Conseil de la Communauté française?

Quelle devrait être l'attitude d'un chef d'établissement de l'enseignement primaire de l'Etat devant le refus d'un chef de famille de voir son enfant apprendre le néerlandais? Quelle serait l'attitude d'un chef d'établissement de l'enseignement de l'Etat devant des parents exigeant l'anglais comme seconde langue pour leurs enfants?

L'enseignement secondaire, ensuite.

Un décret permet également le choix entre trois langues germaniques dès la première année de l'enseignement secondaire dans la région francophone. Or, la grille horaire de la première année de l'enseignement secondaire de l'Etat impose deux langues étrangères: néerlandais et anglais à raison de trois heures par semaine.

Quelle serait l'attitude d'un chef d'établissement de l'enseignement de l'Etat devant des parents exigeant l'anglais et l'allemand comme langues étrangères dès la première année? Le décret leur permet de choisir. Le ministre francophone de l'Education nationale a-t-il pensé que le passage d'un élève de l'enseignement subventionné officiel vers l'enseignement de l'Etat est devenu impossible avec l'exigence de deux langues étrangères dès la première année de l'enseignement secondaire?

Enfin, et ce sera ma dernière observation, le ministre francophone de l'Education nationale a déclaré à maintes reprises qu'il serait possible à chaque chef d'établissement, même dans l'enseignement de l'Etat, d'opter pour l'enseignement de type I ou de type II.

Dans une interview toute récente au journal *Le Soir*, le ministre Nothomb le confirme également: «Des problèmes se sont indéniablement posés lorsqu'il a fallu donner aux enseignants des explications sur les accords de Val-Duchesse. Comme ceux d'aujourd'hui, pourtant, ils garantissaient la liberté pédagogique de tous les réseaux, ce qui est très important pour le libre, qui en a l'habitude, mais qui est nouveau pour l'enseignement de l'Etat qui ne sera, par exemple, plus obligé de pratiquer partout le type rénové.» C'est totalement faux car la circulaire du 2 juillet 1986 fixant la nouvelle grille horaire de la première année de l'enseignement secondaire de l'Etat, empêche ce choix. C'est donc la fin du rénové dans l'enseignement de l'Etat.

Une nouvelle fois, le ministre Damseaux, et M. Nothomb également, ont berné les enseignants. Il est vrai que, depuis 1982, ceux-ci commencent à s'habituer au «coup des vacances», pour reprendre l'expression de *La Libre Belgique*, qui est, en quelque sorte, la mise sous enveloppe des dernières peaux de bananes et autres vacheries administratives dont MM. Martens et Gol ont le secret.

Mais si la contestation scolaire s'est mise en veilleuse avec les vacances, la rentrée de septembre promet d'être particulièrement agitée au sein de l'ensemble de la communauté éducative francophone.

Si le gouvernement croit avoir franchi l'obstacle de l'enseignement en noyant toutes ses décisions dans un certain flou artistique et «au prix d'on ne sait, mais qu'on devine, quels dérapages et débailages relevant plus du psychodrame politique que de la négociation ponctuelle», dicit l'éditorialiste du journal *Vers l'Avenir* en son numéro d'avant-hier, il se trompe lourdement.

L'heure de vérité approche. Je fixe d'ores et déjà rendez-vous au gouvernement en septembre. Pour terminer, je vous inviterai, monsieur le ministre, à méditer cette phrase extraite de l'excellent article intitulé «Enseignement et économie», signé par le professeur Paul Löwenthal et publié lundi dans *Le Rappel*: «Si nous voulons, pour notre propre bien, et comme le Roi nous y invite, marquer notre considération pour les enseignants, il faudrait peut-être commencer par les traiter dignement en ne brisant pas leur élan pédagogique et en les rémunérant convenablement, surtout en début de carrière. Décevant matérialisme? Vérité économique, en tout cas, et à l'échelle de toute notre société.» C'est, bien sûr, l'opposé de votre politique. (*Aplaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. le Président. — Bien que ce soit peu sympathique, je me vois contraint de signaler que, pour la troisième fois, un orateur dépasse d'un quart d'heure son temps de parole.

Si cela devait se reproduire, nous serions obligés de poursuivre nos travaux vendredi. En effet, dans le but de ménager le personnel, les séances d'aujourd'hui et de demain ne se prolongeront pas au-delà de 22 heures 30. Je prie donc les trente-cinq orateurs encore inscrits de respecter scrupuleusement leur temps de parole.

Het woord is aan de heer Luyten.

De heer Luyten. — Mijnheer de Voorzitter, na deze aanmoediging zal ik pogen het kort te houden.

Ik had van mijn fractievoorzitter de opdracht gekregen mijn toespraak deze keer op vooraf uit te schrijven. Ik heb dat dus geprobeerd, maar ik stel vast dat ik desondanks, zoals de heer Mouton, ook het risico loop mijn spreektijd te overschrijden. De jongste tijd strijd ik nochtans tegen deze misgroei van mij.

Mijnheer de Voorzitter, het onopgeloste nationaliteitsprobleem in dit land en de financiële en sociaal-economische situatie — of moeten wij zeggen: de staatshuishoudkunde — zijn onverbrekkelijk verbonden. Dit adagium — in het woordenboek wordt dat gedefinieerd als zegswijze of les door ondervinding — hebben de Vlaams-nationalisten jarenlang voorgehouden toen na de staatshervorming van 1980 spoedig bleek dat de zoveelste definitieve oplossing van het volkerenprobleem in ons land een misbaksel was dat alras zelfs door zijn eigen vaders werd verloochend.

Hoe er in dit land van scheefgetrokken samenwonen huisgehouden wordt, hebben de feiten van de jongste weken bewezen. Bij het ineenspuzzelen van de Rijksmiddelenbegroting heeft de door cijfers geobsedeerde minister van Begroting gelukkig iets blootgelegd dat wij zonder die geobsedeerdheid niet te weten zouden gekomen zijn in dit Belgische huishouden van Jan Steen. Ik vermeld in dit verband een aantal titels uit regeringsgezinde kranten en vraag mij hierbij af hoe deze aangelegenheid moet overkomen bij de gewone man in Vlaanderen. Het *Laatste Nieuws* titelt: «Franstaligen geven meer schoolgaanden op dan zij hebben. Al jaren leerlingenfraude.» Ik zal u de verdere commentaar besparen. En *De Standaard* schrijft: «Circa 15 000 dark numbers.» Ook hier bespaar ik u verder commentaar. Een andere regeringsgezinde krant schrijft: «De lat ligt in dit land hoegenaamd niet gelijk. Terwijl de Vlamingen de Schatkist voor het grootste deel moeten vullen, wordt er in het onderwijs met dubbel krijt geschreven en meer geld uitgegeven voor Wallonië. Een Vlaams kind is derhalve niet gelijk aan een Waals kind en met de dag wordt het duidelijker dat de Walen deze onrechtvaardige toestand willen bestendigen, zelfs dus met vervalste cijfers.»

In de trage geschiedenis van de opstanding van ons volk hebben een paar schokeffecten bij het blootleggen van wantoestanden een heilzame werking gehad. Voor degenen die onze geschiedenis wat kennen, vernemen ik hier de gerechtelijke dwaling, of moeten we zeggen moord, op Coecke en Goethals in de negentiende eeuw, de zaak van de burgerwacht te Antwerpen, waarbij een Franse bourgeois met zijn sabel nogal los inhakte op Vlamingen die Vlaamse bevelen eisten, het vernietigen van de IJzerzerken na de eerste wereldoorlog, de Borms-verkiezing in 1928, het geval van baron Guillaume, die ons na de tweede wereldoorlog nog in het Frans bedankte voor de milde giften aan het toenmalige Belgische Rode Kruis, om niet te spreken over de houding van de Belgische bisschoppen in de jaren 60.

Ik heb de vorige dagen bij leraars die nog niet aan het Como-meer toevoegen, nagegaan hoe zij reageren op deze schokkende titels. Vlaanderen blijkt inderdaad een braaf en traag reagerend volkje te hebben. Bij de betogingen van de maand mei rond de schoolperikelen heerste er in Vlaanderen nog een sfeer van solidariteit met Wallonië, zoals mevrouw Herman gisteren nog zei. Na dit wederzijds huwelijksbedrog en nu de symptomen van de Belgische ziekte waarover de heer De Bondt sprak, duidelijk naar boven komen, zullen niet veel leraars zich nog geneigd voelen om die zogenaamde solidariteit trouw te blijven. Bij dit pijnlijke verhaal willen we dan verwijzen naar enkele reacties, zoals die van rector Dillemans.

Omdat de regering bij het Franstalig middelbaar onderwijs haar begrotingsslag niet heeft thuisgehaald, pakt zij de universiteiten in heel het land aan, aldus rector Dillemans die toch wel een gezaghebbende figuur is. De verklaringen van de Eerste minister — die hier nu afwezig is — bij de zogeheten Benelux-reclame over het noodzakelijke Benelux-ideaal en de grensoverschrijdende contacten staan in schril contrast met de nieuwe bepalingen betreffende «de niet-ingezetenen in het onderwijs» — om het met een mooi woord te zeggen — waardoor dan vooral Nederlanders worden getroffen die bij ons lessen volgen in grensgemeenten. Zulke bepaling stemt toch tot nadenken als men weet dat Belgische landgenoten onlangs voor het eerst stemrecht kregen bij de Nederlandse verkiezingen en als Belgische hoogleraren bijna aan de lopende band in het rijksonderwijs in Nederland worden benoemd. Al die feiten die ik schokeffecten heb genoemd, zijn het bewijs dat hier geen huis meer te houden is, *quod erat demonstrandum*. De regering heeft opnieuw de onlosmakelijke band tussen het nationaliteitsprobleem en het begrotingsprobleem bevestigd. Het schokeffect in de onderwijssector heeft er het volle licht op geworpen.

In verband met «de lat gelijkleggen» zou ik enkele suggesties aan de Eerste minister en aan minister Verhofstadt willen doen, ook op andere terreinen dan Onderwijs. Terloops gezegd, het verheugt mij, dat ik hiervoor niet meer alleen sta zoals vroeger. Ik heb nog eens een rekensommetje gemaakt en dat zal zeker niet meer verkeerd zijn dan de berekeningen over het aantal Waalse studenten. In de sociale sector krijgt een Franstalige 14 500 frank uitkeringen meer dan een Vlaming. Als men de lat gelijk legt, brengt dit 46,5 miljard op. Bij de dotaties voor de Gemeenschappen en Gewesten zou er bij een gelijke verdeling een besparing van 11,2 miljard zijn. Voor het Gemeentefonds 6,1 miljard, voor het onderwijs 9 miljard, voor het Fonds voor beroepsziekten 5,9 miljard. In Vlaanderen zijn er 87 ambtenaren per duizend inwoners, in Wallonië daarentegen 99,7. Op termijn zou men hier een besparing van 36,7 miljard kunnen realiseren. Voor de nationale sectoren kan 60 miljard worden bespaard.

Wanneer dus niet alleen in Onderwijs aan de Belgische ziekte die er zo welig tiert — aldus de heer De Bondt — zou worden gedokterd, maar ook in andere sectoren, dan zou dit een besparing van 175 miljard opleveren. Ik zeg dit zonder triomfalisme en als oppositielid stemt het mij zelfs niet meer tot leedvermaak vooral als wij weten dat er na de 11 juli-bekleving van collega Gaston Geens een reactie van de heer Wathélet is gekomen met de woorden «u loopt vlugger dan uw schoenen», *vous vous trompez de Wallonie* en dergelijke uitdrukkingen meer, en dit tussen leden van een zelfde politieke familie.

M. Collignon. — Cessez d'insulter la Wallonie.

De heer Luyten. — Deze touwtrekkerij, dit leeghalen van de beurs van anderen is blijkbaar de etiek van het Belgisch huishouden geworden. Na zeven jaar ijskast met de opvolgende Martens-regeringen onder de slogan «absolute prioriteit voor het financieel economische» heeft het verrottingsproces zich overal verder gezet en de achterdocht vergroot bij de aaneengeklusterde volksgemeenschappen. De kranten staan er dagelijks vol van. De heer Olivier die destijds het rapport-Chabert onder de hoofding «ik moet gekozen worden in Wallonië» verwierp, haalt bij ons weer vette titels rond Openbare Werken, zoals: «Dit jaar geen geld voor het grootste knelpunt van de Antwerpse ring, de brug Borgerhout wordt geschrapt, Limburg 30 miljoen te grabbel gegooid bij favoritisme van Nothomb en Olivier bij de aanbesteding van brandweermaterieel.»

Dit Belgisch verhaal is eindeloos. Voor een Vlaams-nationaal oppositielid is het zelfs niet meer aangenaam het te citeren.

Ik kan het samenvatten met de woorden van minister Tindemans, toen hij enkele jaren geleden in een interview met een Engels blad zei: *There could be a revolution in Flanders when they realise how much they would pay for the others*, er kan in Vlaanderen een revolutie losbreken mochten zij in brede kring beseffen wat zij voor de anderen

betalen. Dit was volgens mij een overdreven vrees van minister Tindemans, want in Vlaanderen breken revoluties niet gemakkelijk los.

In de periode van de euforie van het Mexico-tricolorisme, waarbij de Eerste minister zich gelukkig prees dit afleidingsmanoeuvr te hebben, toen hij zijn kwalijke sommen uitdokterde in zijn conclaaf en in de aanloop tot de Rijksmiddelenbegroting, zei de heer Nothomb *Le linguistique est en recul*. Indien hij daarmee de taalkwestie in haar beperkte vorm bedoelt, heeft hij zelfs ongelijk want ik heb hem geciteerd ter gelegenheid van de interpellatie van de heer Didden over de Voerstreek. Het nationaliteitsprobleem is in elk geval niet *en recul*.

Er was ook de vervroegde 11 juli-oproep van de heer Swaelen die reeds eind juni de anderen wilde voor zijn. Ik laat zijn uitspraak voor wat zij is. Er waren reacties uit hoog niveau van alle partijen. Ik heb ze met aandacht gelezen. Ik heb ook enkele bedenkingen bij zijn woorden, geuit in een vooraanstaand weekblad: «De mythe van de Vlaamse eensgezindheid is een leugen.» Daarmee ga ik inderdaad akkoord, mijnheer Swaelen, hoezeer ik dit ook betreurt. U zegt dan ook dat wij op dat vlak niet te ideologisch moeten doen, maar pragmatisch te werk moeten gaan. U heeft in dit verband in uw 11 juli-oproep een opsomming gegeven.

Er waren ook reacties van mevrouw Neyts, de traagste in de «bond». Tot onze verwondering en vreugde hebben wij de uitspraak gehoord — ik hoop dat zij ruimer mag worden geïnterpreteerd dan als een 11 juli-oprissing — van het socialistische jonge boegbeeld Van den Bossche te Erwetegem. Was deze uitspraak uit nogal Vlaams-nationale hoek concurrentieel bedoeld of was zij oprecht gemeend?

Ik was ook verheugd over de reactie van Piet de Buyser in het socialistische blad *Vooruit* — hij was nooit een voorloper op dat vlak — die rond de staatsvorming ideeën naar voren heeft gebracht, waarmee een Vlaams-nationalist — in de fase waarin wij via de uitdaging van de heer Swaelen staan — volledig instemmen. Ik wens dit niet te analyseren, maar vraag dat ook onze senaatscollega's in die richting zouden verder gaan.

Er kan misschien een nieuw beslissend ogenblik aanbreken in de tocht van het Vlaamse volk als, zonder dat zij het volledig eens zijn, Vlamingen van alle partijen een gedeelte van de weg gezamenlijk kunnen afleggen met een visie op uitgebreid zelfbestuur.

Wij beschikken allemaal over een document dat wij hebben gekregen van de Vlaamse verenigingen, waar het Vlaams urgentieprogramma nog eens wordt herhaald. Ik vermeld een paar punten, die sommigen van onze Franstalige landgenoten misschien kunnen doen schrikken. Zij werden toegejuicht op de staten-generaal van de Vlaamse verenigingen, waar vertegenwoordigers van de vier grote Vlaamse partijen aanwezig waren. Er was ook een zeer grote socialistische delegatie; ik hoop niet omwille van een nieuwe oppositiekur na oktober 1985.

Wie kan niet akkoord gaan met het maximale gebruik van de mogelijkheden na de staatsvorming van 1980, op een ogenblik dat door de leden van de oppositie en door de Vlaamse verenigingen, voldoende is aangetoond hoe door de regering-Martens VI de staatsvorming wordt teruggeschoefd.

Collega De Bondt heeft zelfs een plan ter tafel gelegd om de federalisering van het onderwijs, binnen de mogelijkheden geboden door de Grondwet, in een vierjarenplan tot werkelijkheid te maken. Wie kan hier niet mee akkoord gaan?

Minister Nothomb is hier op het ogenblik niet. De splitsing van het ministerie van Binnenlandse Zaken is sinds de kuren van: minister Nothomb in Overijse een eis geworden van tientallen Vlaamse gemeentebesturen, met op kop het CVP-schepencollege van Overijse.

Er werden wetsvoorstellen ingediend, ook door de meerderheidspartijen, voor de overdracht van de vijf nationaal gehouden economische sectoren.

Er is ook de versnelde overschakeling van het dotatiestelsel naar het ristornostelsel.

Ik heb de kwestie-Voeren reeds vermeld, evenals de eerbiediging van een volstrekte gelijkwaardigheid van de Nederlandse en de Franse Gemeenschappen bij het statuut voor het hoofdstedelijk gebied, dat recentelijk weer volop in de politieke belangstelling staat.

Ik zal mij niet in de cijferkermis van de erfenisrechten begeven. Ik meen dat collega Vervaeke hier nog verder zal op ingaan.

Ten aanzien van de traagsten in de Vlaamse trein wil ik graag een paar opmerkingen maken aan de hand van terug bovengehaalde documenten.

Mevrouw Herman heeft hier nogal sterke restricties gemaakt tegen het verder doordrijven van de staatshervorming. Ook in het *La Libre Belgique*-interview van mevrouw Neyts meen ik dezelfde accenten te herkennen.

Vanuit de traditie van een meer Vlaamsgezind liberalisme herinner ik aan een uitspraak van een Vlaamse liberaal uit Kortrijk, Snellaert. Ik hoop dat u die nog kent, Vice-Eerste minister Verhofstadt.

De heer Verhofstadt, Vice-Eerste minister en minister van Begroting, Wetenschapsbeleid en het Plan. — Ja zeker.

De heer Luyten. — Het gaat hier om een liberale geschiedenis die u misschien niet meer hebt gestudeerd.

Snellaert zegde dat individuele vrijheid maar kan bestaan als zij gepaard gaat met de vrijheid van de volksgemeenschap waartoe men behoort.

Bijgevolg betreurt ik de uitspraken van mevrouw Neyts die zich nogal restrictief opstelde. Misschien valt dit te verklaren door de Brusselse situatie waarin zij verkeert of werd haar houding bepaald door de krant waardoor zij werd geïnterviewd, *La Libre Belgique*?

Op het ogenblik van de oproep van de heer Swaelen, waarop werd ingehaakt door mensen uit de verschillende Vlaamse partijen, vraag ik dat de derde keer weer geen gemiste kans zou worden.

De vroegere voorzitter van de Senaat, de heer Vandekerckhove, heeft toen hij minister was, voor de staatshervorming specialisten bij elkaar gebracht rond wat men noemde de professorale blauwdruk voor de hervorming van de Staat.

In het *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen* heb ik met aandacht een tekst herlezen van professor Vermeulen die mij ertoe heeft aangespoord te vragen dat bij de nieuwe reeds aangekondigde grondwetsherziening — die volgens de 11 juli-oproep van de heer Swaelen in 1990 zou plaatsvinden — het uitgangspunt niet zou zijn, redden wat te redden valt van het Belgisch unitarisme, maar dat men zou uitgaan van het zelfbeschikkingsrecht van de twee volkeren in ons land.

In die blauwdruk waarvan ik daarnet sprak, komt professor Vermeulen, die niet tot onze politieke strekking behoort, met de koelheid van de wetenschapsmens, na een zeer indrukwekkende inleiding over de sociologie van het Vlaamse volk in de eerste plaats en tevens van de volkeren die in deze Staat samenwonen, tot de conclusie dat men moet streven naar een confederatie uitgaande van het absolute zelfbeschikkingsrecht van de twee volkeren gebaseerd op hun taal- en cultuurentiteit. Degenen die zich opnieuw in een studiecentrum aan het denken willen zetten, beveel ik deze tekst ten zeerste aan.

In die inleiding van een man die, ik herhaal het, niet in dezelfde richting denkt als wij, heb ik een aantal punten genoteerd die ik de Senaat niet wil onthouden nu ik vaststel dat de tijd het mij nog mogelijk maakt.

Daar men een specialiste inzake Hendrik De Man niet wil benoemen aan de Militaire Hogeschool is wellicht te wijten aan het feit dat zij al te zeer is gaan grasduinen in de fameuze brochure van Hendrik de Man *Nationalisme en Socialisme*, uitgegeven in 1931, waaruit professor Vermeulen uitvoerig citeert.

De heer Seeuws. — Dat is toch een hele tijd geleden.

De heer Luyten. — Inderdaad, maar de ideeën die daarin worden verkondigd zijn nog steeds zeer juist. Ik zal trouwens nog een socialist en oud-senator citeren wiens teksten nog ouder zijn, namelijk August Vermeylen die in 1895 *De Kritiek van de Vlaamse Beweging* schreef. Wij kunnen daaruit voor de huidige Vlaamse beweging, vooral nu een nieuw fundamenteel gesprek wordt aangekondigd, zij het tot onze schade en schande, zo uit citeren zonder dat die ideeën een zweem van veroudering vertonen.

Hendrik de Man, die een halve eeuw later schrijft dan August Vermeylen, maakt een onderscheid tussen het vrijheidsnationalisme en het verdrukkende staatsnationalisme. Dit zijn zeer behartigenswaardige ideeën die, met het recht op zelfbeschikking van de volkeren, beslist aan bod moeten kunnen komen in het debat over de herziening van de Grondwet.

Daar de evolutie zo traag verliep, analyseert professor Vermeulen als volgt: «Het gebrek aan intellectuele bewapening van de Vlaming kan onder meer worden verklaard door het feit dat ondanks de cultuurautonomie, in de scholen niet wordt geleerd wat het is Vlaming te zijn. Geen geschiedenis van de Vlaamse Beweging, geen sociologische studie en

verklaring over de dominantieverschijnselen in de Belgische samenleving. De dominante groepen zijn inderdaad geen voorstander van een dergelijk onderwijs. De Vlaamse leiding van de partijen ook niet.» Professor Vermeulen voegt er nog aan toe dat, zelfs indien wij het triomfalisme dat Gaston Geens rond ons volk verkondigt niet delen — wat ik trouwens niet doe —, het sociologisch feit met het absolute recht op zelfbeschikking van het Vlaamse volk niet te loochenen is en de basis moet zijn voor de verdere uitbouw van het zelfbestuur van de volkeren in deze Staat.

In de sfeer van al die oproepen heb ik, bij het delven in mijn bibliotheek, de brochure *Eenheidsstaat of federalisme* van de heer Kiebooms gevonden die ik, ik wil niet kwaadaardig zijn, zou kunnen bestempelen als zijnde archeologisch. Wanneer men dit, dertig jaar nadat het werd geschreven, opnieuw leest is men als Vlaams-nationalist die in zijn studententijd mede voorloper is geweest van het recht op zelfbeschikking van de volkeren in een federale structuur, geneigd meewarig te glimlachen ware het niet dat de man zo braaf was te citeren uit een boekje waarin als argumenten tegen het federalisme onder meer wordt aangehaald het feit dat België, Kongo had en maar één kardinaal had. Ik catalogeer dit bij politieke archeologie.

Dezer dagen werd in publikaties herinnerd aan wat voor 50 jaar een evenement was in het Vlaamse politieke leven: de concentratiebeweging tussen de Vlaamse-nationalisten en de toen net gesplitste Katholieke Vlaamse Volkspartij na de zware nederlaag van de unionistische staatskatholieken bij de verkiezingen van 1936. De historisch geïnteresseerden kennen deze periode; voor anderen is ze wellicht een vaag begrip.

Ik herinner aan de polemiek tussen doctor Van Haegendoren — toen nog geen senator — en de heer Frans Van Cauwelaert over de gemiste kansen van het *interbellum*. In *De Standaard* van het einde van de jaren 1950 stond: «Hadden toen de katholieke vlaamsgezinden kunnen samenwerken op concreet vlak met de zij het soms wat onrijpe krachten van het Vlaams nationalisme, wat ellende zou ons volk bespaard gebleven zijn.»

Bij een dergelijke terugblik op een ogenblik dat een nieuwe toekomst wordt aangekondigd, bloedt mijn hart van historicus. Het kon bijna niet anders. Ik heb begrip voor de positie van de socialist van nu in verband met de gebeurtenissen van de jaren 1930. Ik ken de opstelling van het ACW ten opzichte van het gebeuren van toen.

De uitspraak van de heer Van den Bossche en de reactie van *Vooruit* hierop verheugden me oprecht. In het Vlaanderen van de jaren 1980 heeft de Volksunie in haar congressen en optreden voldoende blijk gegeven van haar bekommerning voor de geestelijke stromingen van ons volk, die wij trouwens respecteren. Ik hoop dat de socialist, de heer Van den Bossche en anderen met een zelfde opinie niet alleen zullen laten staan. Baserend op beginselen moet voort worden gegaan op de onvoltooide tocht van het Vlaamse ontvoegdingsproces. Dit is een oproep uit mijn diepste overtuiging tot de hier aanwezige socialist.

Ik kijk even over het muurtje bij het opdelvingswerk. Om te scheiden moet men met zijn tweeën zijn, net zoals om te trouwen. Om uit het Belgisch verwrongen keurslijf van 1930 te geraken, moet men eveneens met zijn tweeën zijn. In de oude terminologie van de heer Kiebooms wordt de tweede genoemd «de Waalsche broeder».

Ik heb een zeer interessante brochure teruggevonden.

In de inleiding wordt ze genoemd: «Le travail le plus complet et le plus approfondi qui ait été jusqu'ici consacré à la question wallonne; dans l'avenir, quel que soit son destin, il fera date dans l'histoire des rapports Flamands/Wallons, en ce sens qu'on ne pourra se dispenser de l'étudier ni de s'y reporter.»

En dit is een studie onder de titel: «Projet de l'instauration du fédéralisme en Belgique.»

De hoofdthemaat luidt: «En même temps qu'il sauvera la Wallonie, le fédéralisme est le seul moyen qui s'offre à la Belgique de survivre en donnant, au pays tout entier, une nouvelle impulsion.»

De werkgroep heeft tijdens de oorlog een merkwaardig document opgesteld en het werd onmiddellijk na de oorlog gepubliceerd. De opstellers waren Fernand Dehousse, professor te Luik, Jean Marcy, Léon Troclet, Paul Gruselin en Simon Paque.

Ik heb die merkwaardige brochure met zeer veel aandacht gelezen en kan akkoord gaan met veel ideeën die erin voorkomen. Met het oog op het komende gesprek tussen de twee volksgemeenschappen, waarbij veel stekelige problemen aan bod zullen komen, kan ik verwijzen naar bladzijde 21 van die brochure. De heren Dehousse, Gruselin en Paque zeggen er het volgende in verband met het respect voor elkaars grondgebied:

« En Belgique, plusieurs communes flamandes situées au nord-est de la province de Liège, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Pierre, Fouron-Saint-Martin, Teuven, Remersdael, et quelques communes wallonnes se trouvant au sud d'Ypres, Ploegsteert, Comines, Warneton, Bas-Warneton, Houtem, » — die hele Voergemeenten zeggen dus deze Waalse vooraanstaande figuren — « les premières seront rattachées à la Flandre, les secondes à la Wallonie. Il va de soi que les Etats devront s'accorder réciproquement des facilités pour leurs communications avec ces territoires enclavés. Voilà donc éliminé, par cette solution, un cas de protection des minorités. Les Flamands en Wallonie et les francophones des Flandres ne constituent pas, à proprement parler, des minorités pour lesquelles des règles spéciales de protection devraient être instaurées. Les colonies flamandes de Wallonie sont le fait d'une migration volontaire et accidentelle de leurs membres et, dès lors, il est normal qu'elles se soumettent aux lois de l'Etat de leur résidence.

Quant aux francophones des Flandres, le problème qui se pose à leur égard n'est pas un problème de minorité, mais bien un problème d'emploi des langues qu'il appartient à l'Etat intéressé — donc l'Etat flamand — de résoudre.

En conséquence, dès l'instant où sont admises les diverses solutions qui précèdent, » — dus Voeren naar Vlaanderen en Ploegsteert naar Wallonië — « il ne se pose pratiquement aucun problème de minorité. Ce principe sera indiqué dans le pacte fédéral. »

Soms is het dus wel nuttig eens dieper in te gaan op gebeurtenissen die zich op belangrijke ogenblikken van onze geschiedenis hebben voorgedaan. Ik meen dat wat de auteurs hebben geschreven terecht is en dat aan dit document niet meer zomaar kan worden voorbijgegaan.

Aan de enige aanwezige Waal van de rechterzijde, de heer Sontag, wil ik aanbevelen de brochure te lezen *Les catholiques et la question wallonne* van chanoine Jacques Leclercq, die nooit monseigneur is geworden, misschien wegens de brochure die hij heeft geschreven. De brochure werd uitgegeven in Luik bij *Les Documents wallons* op het einde of vlak na de schoolstrijd. Hij zegt daarin dat, welke de ideologische verhoudingen in Wallonië ook zijn, de Waalse katholieken alleszins de moed van hun overtuiging moeten hebben door mee voorop te gaan staan in de Waalse beweging en dat zij de gevoeligheden die steeds te veel gericht zijn naar de Vlaamse katholieke bondgenoten, eindelijk in dienst moeten stellen van de strijd voor het absoluut rechtvaardig zelfbeschikkingsrecht van het Waalse volk.

Tot mijn verwondering staat er onder het artikel zelfs *imprimi potest*. Ik heb dit citaat aangehaald om te beklemtonen dat dit ideeëngoed de lichtbaken moet zijn voor de voordenkens in ons land, niet voor de touwtrekkers, die alles willen behouden zoals het sinds 1830 nog steeds is. Wij hopen dat naar deze voordenkens uit de twee volksgemeenschappen zal worden teruggegrepen wanneer uiteindelijk werk wordt gemaakt van het echt zelfbeschikkingsrecht en niet van wat ik bij een vorige gelegenheid heb genoemd « het drinkgeld-federalisme van 8 pct. ».

Geen enkele ober zou voor dergelijke fooi werken.

Mijn slot, mijnheer de Voorzitter — ik ben nog maar drie minuten over tijd, wat een buitengewone prestatie is —, wilde ik richten tot de afwezige Eerste minister, en verwijzen naar de tot onze schade en schande bijna honderdste verjaardag van het fameuze werk *Kritiek van de Vlaamse Beweging* van August Vermeylen. Daarin schreef een zeer zelfstandig denkende jonge intellectueel in 1895 over de toestand van het Vlaanderen van toen: « Tussen Belgisch patriotisme en Vlaams nationaal gevoel blijven de leiders van de Vlaamse Beweging hangen. Al wat zij vergen, voert tot vervangen van het tegenwoordig koninkrijk door een statenverbond. Daaraan zal wel niemand twijfelen; zij kunnen niet anders, willen zij hun beginselen volgen. » Mocht men toen die weg gevolgd zijn met de mogelijkheden van het Daensisme en het Waalse socialisme, hoeveel ellende zou het volk in België niet bespaard zijn gebleven.

De Eerste minister met wie ik indertijd in Leuven de droom gedroomd heb van het veroveren van het zelfbeschikkingsrecht voor het Vlaamse volk wou ik een citaat van André Demedts die dit jaar 80 jaar wordt, in herinnering brengen. Ik citeer het uit het hoofd omdat ik het zo vaak heb aangehaald, vanuit die diepere positieve stroming die ons beheerst in de poging tot veroveren van het zelfbestuur van ons volk. Ik zou dit citaat van André Demedts aan de toekomstige arbeiders van de nieuwe staatshervorming willen voorhouden als grote morele bezieling.

« Wij zouden de laatste generatie in Vlaanderen moeten zijn die verplicht is haar tijd en energie te verspillen aan het veroveren van vanzelfsprekende rechten opdat wij eindelijk met alle positieve krachten die in het Vlaamse en het Waalse volk aanwezig zijn zouden kunnen opbouwen

zonder voortdurend te moeten wroeten op alle terreinen waar men ons tegen elkaar heeft opgezet, zonder ons voortdurend te moeten weren voor het leven zelf. »

Dit is de grote droom die ik van mijn studietijd samen met onze huidige Eerste minister in het herbeginnende Vlaamse bewegingsleven van de jaren 60 heb gepoogd tot uiting te brengen.

Ik hoop dat, na de zeven magere jaren in verband met de ontvoogding van de volkeren van ons land waarin discussies à la Geens/Wathelet schering en inslag waren, uiteindelijk zal aanbreken de tijd van de zeven vette Martens-jaren waarin hij terugkeert naar de ideeën van zijn jeugd. Dan mag hij voor mijn part Martens XIV worden, mocht er om het jaar een regering aan bod komen die werkt voor dit doel. Gelet op alle tekenen die wij de voorbije jaren hebben gezien, vrees ik echter dat het met hem niet zal gaan. Deze zogenaamde « unionistische federalist van het drinkgeldfederalisme » wordt voorbijgestreefd door alle opiniemakers in de Vlaamse Beweging, zelfs door een Luc van den Bossche maar vooral door de vele wetenschapslui die zich met het nationaliteitsprobleem in ons land bezighouden. De Eerste minister lijkt mij meer en meer iemand te worden zoals degenen die in 1918 nog blij waren eerste minister te mogen zijn in de ondergaande Habsburgse monarchie omdat ze de tekenen van de tijd niet begrepen en de volkeren in het Habsburgse keurslijf samensnoerden tot alles instortte. Slechts twee Tsjechische parlementsleden stemden in november 1918 in het Parlement in Wenen voor de autonomie van alle Tsjechen.

Gelet op de kwalijke voorgeschiedenis van de jongste jaren zal mijn oud-studiemakker meer de rol vervullen van « de laatste scheve rechthouder van het instortende Belgische habsburgisme ». Maar dit is zijn historische verantwoordelijkheid.

Ik hoop dat de partijen, zowel aan Vlaamse als aan Waalse kant tot wie ik mij vandaag op zachte manier heb gewend, mee zullen helpen, desnoods door het omverlopen van de obstakels, de weg te banen naar het onontkoombare zelfbeschikkingsrecht van de volkeren in dit land. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer de Clippele.

De heer de Clippele. — Mijnheer de Voorzitter, na de toespraak van de heer Luyten, die op zeer uitbundige en interessante manier de geschiedenis van onze taalproblemen uitlegde, zal ik proberen terug te komen naar de budgettaire problemen van ons land.

Le gouvernement a déposé le budget 1986 avec beaucoup de retard. Déjà au mois de mars de cette année, j'avais dénoncé à cette tribune le fait qu'il avait demandé une deuxième fois les douzièmes provisoires. A la fin de mon intervention, j'avais dit que j'envisagerais de réserver mon vote, au cas où il les demanderait une troisième fois.

Maintenant que je vois les choses avec un certain recul, je réalise que ce dépôt tardif était en quelque sorte imposé au gouvernement par diverses circonstances: les élections législatives qui ont eu lieu à la fin de l'année dernière — le gouvernement a, dès lors, été perturbé dans la confection du budget —, le fait que la politique menée en 1986 ne correspond pas nécessairement à celle de 1985 — compte tenu du contexte national et international sur le plan économique et financier — mais surtout, parce que le gouvernement a enfin décidé de prendre des mesures d'assainissement en profondeur. Dès lors, il fallait inscrire ces mesures au budget de 1986. En effet, monsieur le ministre, si vous aviez déposé le budget au début de l'année, vous n'auriez pu y inscrire ces mesures d'assainissement, ce qui vous aurait contraint à opérer des corrections.

Sous le gouvernement Martens V, des mesures d'assainissement avaient également été prises, mais elles étaient timides, ce que j'avais dénoncé à cette tribune. Les assainissements représentaient annuellement 40 ou 50 milliards et, comme le déficit répété de chaque année s'élevait à quelque 500 milliards, de telles mesures n'auraient pu suffire à l'arrêter. D'autant plus que le déficit, qui était de 16 p.c. par rapport au PNB en 1981, était resté à peu près au même palier dans les années qui ont suivi, soit 14 p.c., 13 p.c. et aujourd'hui 12,6 p.c.

Dans les pays voisins, le déficit n'est cependant que de 5 p.c. Aux Etats-Unis, où des voix autorisées dénoncent l'importance du déficit, celui-ci ne s'élève qu'à 5 p.c. Chez nous, le manque de mesures efficaces, sous le gouvernement Martens V, a donc produit un effet déflationnaire.

En commission, monsieur le ministre, vous avez énuméré les conséquences suivantes: la hausse des taux d'intérêt, due au fait que les pouvoirs publics épongent les liquidités du pays, la fuite des capitaux, l'inflation des coûts de production, la hausse du chômage, le déficit de

la balance commerciale et, enfin, la hausse de la fiscalité. Je souhaite m'étendre un peu sur ce dernier point car je me rends compte que l'opinion publique ignore que la fiscalité belge a doublé en vingt ans.

Voici quelques chiffres éloquentes. La pression fiscale et parafiscale, qui était de 25 p.c. par rapport au produit national brut en 1960, est passée à près de 45 p.c. ces jours-ci. En 1964, le prélèvement fiscal moyen par contribuable était de 14 p.c.; il atteint aujourd'hui 29 p.c. Le prélèvement de l'Etat sur l'ensemble des revenus du pays se monte à 61 p.c., ce qui signifie que l'Etat prend, consomme et redistribue la majeure partie du revenu de la collectivité. Par contre, ce pourcentage est de 33 p.c. en Suisse et au Japon, et de 35 p.c. aux Etats-Unis.

J'aimerais m'attarder un moment à la Suisse. Dans ce pays, le niveau de vie par habitant est le plus élevé du monde, exception faite des Emirats arabes, le Koweït, le Qatar, etc. En Suisse, le chômage est réduit à moins de 1 p.c. de la population active. Les grèves n'existent pas dans ce pays. Le taux marginal maximum de fiscalité n'y est que de 36 p.c. Si l'on compare avec la Belgique, on constate que, bien que le niveau de vie soit encore plus élevé en Suisse, la fiscalité y est deux fois moins importante que chez nous.

M. de Wasseige. — En Suisse, existe un impôt sur la fortune.

M. de Clippele. — Si l'on ajoute l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur la fortune, qui est d'application dans quelques cantons, le taux maximum atteint, en Suisse, 36 p.c. et, en Allemagne, 55 p.c. En Belgique, le taux de taxation s'élève à 80 voire à 90 p.c.

La population ne réalise pas que nous sommes actuellement arrivés à un socialisme « rampant », ce qui n'est pas prévu dans la Constitution. Je suis d'ailleurs certain — et cela découle des chiffres électoraux — que la population, si elle était consultée, rejetterait la façon de vivre socialisée que nous connaissons actuellement en Belgique.

M. Seeuws. — On rejette tout en Suisse; c'est simple!

M. de Clippele. — Cette situation a pour cause la puissance des groupes de pression, pas uniquement celle des organisations syndicales ouvrières, mais également celle des organisations d'agriculteurs, des classes moyennes, etc. Ces groupes de pression ont une telle influence auprès des pouvoirs politiques qu'ils sont parvenus à arracher des avantages sociaux au détriment d'autres parties de la population. Je pense, par exemple, au quart monde qui vit dans la misère et également à l'ensemble des contribuables qui doivent payer tous ces avantages sociaux.

Trois solutions existent: un assainissement en profondeur, une croissance économique importante ou une diminution de la fiscalité. M. Reagan a choisi la troisième solution puisqu'il a proposé trois taux différents — 0, 15 et 27 p.c. — concernant l'impôt des personnes physiques. C'est ainsi qu'il espère remotiver l'ensemble des Américains, de façon à revitaliser l'économie de son pays.

M. Seeuws. — Exception faite des misérables!

M. de Clippele. — Le gouvernement Martens VI a choisi la première solution, l'assainissement en profondeur, accompagné d'une certaine croissance économique. On peut qualifier cet assainissement d'opération de choc puisqu'il s'agit de réaliser une économie de 195 milliards de façon à briser l'effet « boule de neige » de la répétition des déficits des finances publiques.

Le problème ne réside pas tellement dans le chiffre absolu de 195 milliards mais bien dans la possibilité de réexaminer, d'aménager ou de ralentir les mécanismes structurels des dépenses publiques. Si l'on considère le déficit des finances publiques, on constate que, sans la charge des intérêts, qui correspond à un peu plus de 400 milliards, les recettes fiscales et les dépenses fiscales seraient à peu près équilibrées. Le vrai problème se situe donc au niveau de la charge des intérêts, puisque l'accroissement du produit national brut s'élèvera à 2,2 p.c. en 1987, alors que le déficit des finances publiques, hormis les intérêts, ne sera que de 2,8 p.c.

M. de Wasseige. — Même pas.

M. de Clippele. — Mais si, les chiffres sont là. Tout le problème se situe à ce niveau.

Ces 195 milliards vont faire l'objet de mesures qui seront pénibles, mais il ne faut pas oublier, et je souhaiterais que l'opinion publique en

soit consciente, que le gouvernement a fait une promesse, qu'il a tenue jusqu'à ce jour, de ne pas augmenter la fiscalité. Je pense principalement à l'essence et au fuel de chauffage. Le prix de l'essence super qui se situait à 35 francs le litre, il y a peu de temps, est descendu actuellement à 24 francs le litre. Ainsi, un automobiliste qui roule 20 000 kilomètres par an et consomme dix litres aux cent kilomètres réalise actuellement une économie de 20 000 francs par an.

M. de Wasseige. — Et le pensionné qui n'a pas de voiture?

M. de Clippele. — Quant au chauffage, qui concerne aussi le pensionné dont vous parlez, il connaît également une diminution de prix sensible. Si l'on faisait un calcul comparable à celui de l'essence, on atteindrait à peu près le même chiffre d'économies. D'une part, les mesures prévues sont pénibles, et je le concède, mais nous enregistrons, d'autre part, un certain soulagement, aussi bien pour l'essence que pour le fuel de chauffage et dans d'autres domaines tels la baisse de l'intérêt. Il est indispensable d'établir la compensation pour se rendre compte de la différence.

M. Seeuws. — Le pensionné n'a pas le chauffage central; il se chauffe au charbon.

M. de Clippele. — Je soutiens ce gouvernement et je voterai ce budget qui prévoit une diminution du déficit des finances publiques.

Je désire vous poser une question plus spécifique, monsieur le ministre, sur la cotisation spéciale Onem de sécurité sociale mise à charge des revenus de plus de trois millions.

M. de Wasseige. — C'est terrible, cela!

M. de Clippele. — En 1982, 11 500 ménages disposaient de revenus dépassant le plafond de trois millions et devaient payer la cotisation Onem, qui rapportait au Trésor une somme globale de 3,7 milliards. Chaque année, le nombre de ces ménages diminue. En 1985, 7 500 ménages seulement ont déclaré de tels revenus et ont donc versé la cotisation Onem pour un montant global de 2 milliards.

M. Seeuws. — Ce n'est pas le fait des travailleurs.

M. de Clippele. — Si ce rythme se maintient, dans quelques années, plus aucun ménage ne déclarera des revenus supérieurs à 3 millions, de manière à éviter la cotisation Onem. La plupart des dirigeants d'entreprises dynamiques se trouvent dans cette catégorie. Ceci signifie que les contribuables qui atteindront ce plafond de 3 millions ne travailleront plus et seront démotivés; certains s'expatrieront, et je pense spécialement aux auteurs de brevets; s'ils les déposent en Belgique, ils seront taxés à 80 ou 90 p.c.; s'ils s'expatrient en Suisse ou aux Etats-Unis, ils ne seront taxés qu'à concurrence de 27 ou 30 p.c. Dans leur cas, il faudrait être un imbécile pour rester en Belgique. D'autres encore pratiqueront la fraude.

La question précise que je voudrais poser au ministre est la suivante: à partir du moment où le nombre de ces contribuables diminue, la base imposable diminue également. Je souhaiterais dès lors que vos services fassent les calculs. J'ai effectué moi-même certains calculs, mais j'ignore s'ils sont corrects. Que cette base imposable disparaisse, suppose une diminution des rentrées fiscales, en d'autres termes, de l'impôt des personnes physiques.

Il faut être pragmatique dans la vie et faire preuve de bon sens. J'ai dit que la Belgique était pratiquement un pays socialisé, à près de 61 p.c. Ou bien nous sommes sociaux-démocrates, et, comme Felipe Gonzalez en Espagne, comme les dirigeants de la RFA qui ont compris qu'une telle mesure était défavorable aux rentrées fiscales, nous la supprimons; ou alors nous sommes marxistes, comme certains d'entre vous, et nous appliquons cette mesure, mais nous le faisons pour des raisons idéologiques.

Je souhaiterais donc, monsieur le ministre, que vous apportiez des éléments chiffrés dans votre réponse à ma question. (*Applaudissements sur les bancs du PRL.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Wulf.

De heer De Wulf. — Mijnheer de Voorzitter, het is reeds afgezaagd, maar ik ga het toch nog eens herhalen. Eindelijk is dit halfrond in het bezit gesteld van de ontwerp-begroting 1986. Het is onaanvaardbaar dat een begroting wordt behandeld terwijl het betrokken begrotingsjaar

reeds meer dan de helft verstreken is en dat wij aankijken tegen een rijksschuld die de 5 500 miljard overschrijdt.

Er liggen derhalve redenen voor om de stijging van de schuldenlast onder controle te houden, meer zelfs, alle hens moeten aan dek worden geroepen om deze schulden terug te dringen. Drie middelen kunnen worden aangewend om dat doel te bereiken: ofwel poogt men de staatsuitgaven te drukken; ofwel probeert men in te werken op de ontvangsten; ofwel, en dat lijkt mij het meest aangewezen, streeft men naar meer evenwicht tussen ontvangsten en uitgaven door maatregelen die én de uitgaven én de ontvangsten beïnvloeden.

Ik kan mij niet van de indruk ontdoen dat de huidige regering alleen aandacht besteedt aan een poging om de uitgaven te beheersen waarbij de inspanningen op een zeer ongelijkmatige en derhalve onrechtvaardige manier worden gespreid over de verschillende economische en sociale groepen. De enen worden tot inleveringen gedwongen en de anderen krijgen nog voordelen toegeschoven, bovenop de voordelen die zij voordien reeds genoten.

Hoe dan ook, er zou meer dan ooit — en deze begroting had daartoe een eerste stap moeten zijn — moeten worden gestreefd naar een combinatie van inkomsten- en uitgavenbeïnvloedende maatregelen.

In een aantal acties die op zeer lange termijn vruchten zouden afwerpen, maar waarvan zelfs op middellange termijn geen gunstig effect te verwachten vallen, geloof ik niet zozeer, mij aansluitend bij een boutade van Keynes, *In the long run we are all dead*.

Een en ander impliceert dat een stijging van het BNP zou moeten worden geambieerd die merklijk hoger ligt dan de geraamde 1,3 pct. Deze stijging zou zich minstens moeten situeren binnen het Europese gemiddelde van 2 à 3 pct. waardoor België eindelijk van de staart van de rangschikking zou weggeraken en qua groei ergens in de middenmoot van de Europese economieën zou zijn terug te vinden. Deze ambitie is niet eens zo denderend indien we rekening houden met het feit dat de streefcijfers van de Westduitse, Engelse en Franse economieën respectievelijk 3,7, 2,6 en 2,3 pct. bedragen.

Wanneer ik het heb over een verhoging van de inkomsten wil ik duidelijk en vooraf stellen, dat die aangroei moet gebeuren zonder verhoging van de fiscale en parafiscale druk. De toename van de inkomsten dient dus te worden gegenereerd via een stijging van de economische activiteit. Een grotere toename van economische activiteit betekent immers meer tewerkstelling, meer inkomen voor de burger, meer inkomen voor de Staat via belastingen en bijdragen voor sociale zekerheid, en minder uitgaven voor de Staat in de sector van de werkloosheid en elders.

Voor de daling van de werkloosheid, die toch onze grootste zorg is, boven alle partijpolitieke overwegingen, blijft een toename van de economische groei, één van de hoofdvoorwaarden. Want zelfs indien ik wat graag de zeer optimistische juni-projectie van het Planbureau zou volgen, die een toename van de tewerkstelling voorziet voor de jaren 1986 tot 1990 met 40 000 eenheden, dan nog stelt hetzelfde Planbureau dat deze toename zal worden tenietgedaan op 10 000 eenheden na, door de natuurlijke aangroei van de bevolking op actieve leeftijd.

Bij de bespreking van het pinksterplan raamde ik het aantal banen die door dit plan verloren gaan, op 60 000. Een plan dat wat meer sociaal getint zou zijn, zou niet moeten starten met dergelijk, bijna catastrofaal uitgangspunt. Met een gunstige internationale conjunctuur voor de boeg, zoals het Planbureau vooropstelt, zouden wij in 1990 niet staan voor een stagnering van het aantal werklozen op het huidige peil, maar zouden wij een serieuze vermindering van onze werkloosheidscijfers kunnen bereiken.

Bij dit somber perspectief moet ik dus blijven hameren op een verhoging van de economische activiteit. Deze verhoging is perfect denkbaar als men rekening houdt met vier belangrijke elementen.

Ten eerste, is er de onderbezetting van het productieapparaat. Het is bekend dat de bezettingsgraad thans 75 à 80 pct. bedraagt; er is dus nog enige ruimte om in afwachting van nieuwe investeringen de groeiende vraag op te vangen.

Ten tweede, kan er niet worden ontkend dat talrijke potentiële afzetmarkten nog niet of onvoldoende werden aangeboord.

Ten derde, zijn de disponibiteiten en mogelijkheden in de bedrijfswereld zeer aanzienlijk.

Tenslotte, is er als laatste element, het mag worden onderstreept, de aanzienlijke beschikbare arbeidskrachtenreserve. Zonder in herhaling te willen vervallen, moet ik de hoge scholingsgraad van de Belgische werknemers benadrukken. Indien ik even de indeling der werklozen naar scholingsgraad in ogenschouw neem, dan stel ik vast dat de werkloosheid in hoge mate de ongeschoolden treft en in mindere mate de geschoolden, zij het dan dat ook deze laatste categorie niet gespaard wordt door de tanende economische activiteit.

Uitgaande van deze elementen stel ik een aantal acties voor.

Er moet worden gestreefd naar het behoud en de verbetering van de nu reeds bestaande scholingsgraad en er moeten maatregelen worden getroffen ter verbetering van de beroepsopleiding en -vervolmaking van ongeschoolden. Het baart mij evenwel zorgen dat de middelen inzake onderwijs aanzienlijk worden teruggeschoefd. De middelen van Gemeenschappen en Gewesten worden insgelijks ingeperkt en, vermits de gemeenschappen bevoegd zijn voor de beroepsopleiding, kan het nauwelijks anders dan dat zij ingevolge de nationale regeringsmaatregelen, hun inspanningen inzake beroepsopleiding moeten inkrimpen. Zij verdienen beter.

Het maximaal benutten van de mogelijkheden van de binnenlandse markt komt uiteraard ook aan bod. De exportmogelijkheden moeten optimaal worden aangewend. De werking van een aantal instellingen moet worden gevrijwaard in plaats van verminderd. Ik bedoel *in concreto* de middelen van de Belgische Dienst voor buitenlandse handel, Copromex, Delcredere, uiteraard in een gecombineerde inspanning door overheid en bedrijven. Heeft men in het verleden niet vastgesteld dat de gezamenlijke aanpak van bedrijven en overheid tot verheugende resultaten leidt? Er is geen reden om aan te nemen dat een gezamenlijke aanpak thans niet tot resultaten zou leiden.

Het spijt mij dan ook te moeten vaststellen dat de regering ingevolge een aantal bepalingen van het pinksterplan, de neiging vertoont om op dit terrein af te haken. De regering verwerpt de indruk haar beleid ter zake om te buigen, daar waar zij over de nodige instrumenten beschikt om een exportbevorderend klimaat te creëren.

Export bevorderen houdt onder meer in: een aangepaste industriële politiek, nieuwe produkten, samenwerking tussen bedrijven, samenwerking tussen bedrijven en onderzoekscentra, technologie transfers.

Al te lang heeft men in tal van sectoren produkten voortgebracht met produktieprocedures en technieken die achterhaald zijn, terwijl tegelijkertijd onvoldoende aandacht werd besteed aan onderzoek en ontwikkeling waardoor men, enerzijds, al te afhankelijk werd van andere westerse industrielanden, en waardoor, anderzijds, de binnenlandse markt werd veroverd door Japanse produkten en deze van zogeheten nieuwe industrielanden als Taiwan, Korea en Hongkong.

In deze domeinen is dus heel wat te ondernemen. Maar er is meer. Het kan inderdaad niet volstaan nieuwe produkten voort te brengen; zij moeten ook nog worden verkocht. Cijfermateriaal leert dat grosso modo 80 pct. van onze export zich op het Europese continent situeert. Van het saldo gaat het overgrote deel naar de Verenigde Staten en slechts een zeer klein aandeel naar andere landen. Deze gegevens leren ons dat er potentiële markten voorhanden zijn, maar dat zij moeten worden aangeboord en bewerkt. Ik denk bijvoorbeeld aan de landen van Zuid-oost-Azië, aan Afrika en de landen van het Nabije-Oosten. Ik denk aan de Comecon-landen.

Als ik de zaken zo voorstel, houdt zulks in dat onder meer alles in het werk dient te worden gesteld opdat de Noord-Zuiddialoog tot tastbare resultaten zou leiden. In dit kader dient extra aandacht te gaan naar de mogelijkheden van de compensatiehandel, waarbij grondstoffen geruild worden tegen afgewerkte produkten en « sleutel-op-de-deur »-projecten.

Men mag evenmin uit het oog verliezen dat de banken over ettelijke miljarden « steriele » fondsen beschikken die ook kunnen worden aangewend voor exportbevorderende initiatieven. Ik heb bewust de registers van het exportaccordeon opengetrokken en geplaatst op wereldschaal, rekening houdend met de alom bekende vaststelling dat België reilt en zeilt én met de export én met de internationalisatie van de handel.

Indien men gelooft in voldoende economische groei door uitbreiding van afzetmarkten, onder meer door middel van verruiming van onze handel met landen die tot dusver niet waren betrokken in onze handelsrelaties, staat het buiten kijf dat die factoren quasi automatisch een investeringsimpuls zullen genereren.

Flanders' Technology, een initiatief van de Vlaamse Gemeenschap, heeft onze technologische visie verscherpt. Het Waalse Gewest heeft een gelijkaardig initiatief genomen. De nationale regering lijkt aan die dynamische aanpak voorbij te gaan. Indien de nationale regering zich niet bij machte voelt om de export aan te wakkeren, export die theoretisch grotendeels een regionale aangelegenheid is, dat zij dan het geheel van die activiteit aan de gewesten toevertrouwt, inclusief de volledige financiële en structurele middelen.

Uit wat voorafgaat, kan worden gesteld dat nu de kans moet worden gegrepen om het roer om te gooien, vooral wegens het bestaan van een aantal positieve externe factoren.

De energieprijzen. De verlaging van de energieprijzen is een feit en zelfs indien een stabilisatie op de wereldmarkt zich zou vertalen door een bepaalde hausse tendens van de prijs van de ruwe olie, zal de prijs van deze grondstof wellicht nooit meer de exuberante hoogten van 1984-1985 kennen.

De dollarkoers. Het terugbrengen van de waarde van de dollar tot een normaal peil, na overwaardering, opent onverwachte perspectieven.

De rentevoet. De daling van de rentevoet is een andere stimulans die de ondernemingen moet aanzetten tot investeren.

En *last but not least* denk ik aan het aanpassingsvermogen van onze bedrijven, dat tal van mogelijkheden biedt. Zij hebben immers in het verleden zoveel flexibiliteit en soepelheid aan den dag gelegd, dat het geen twijfel lijdt dat zij dat in de toekomst ook kunnen en zullen doen, met andere woorden, dat zij de wisselvalligheden van het internationaal economisch gebeuren in een niet-geringe mate kunnen opvangen.

Rekening houdend met deze gunstige elementen moet het voor de bedrijfsweld niet moeilijk zijn te kiezen tussen « sociale bewogenheid » en « optimale opbrengst » want investeren zal opnieuw gaan primeren op beleggen. In deze gedachtengang zullen de kapitalen die nu op een passieve wijze en quasi zonder risico worden belegd, opnieuw actief worden ingezet voor risicodragende investeringen, die opnieuw hogere winsten zullen afwerpen dan de beleggingen en tegelijkertijd zullen bijdragen tot een gevoelige vermeerdering van de tewerkstelling.

Uit dit betoog zou verkeerdelijk de indruk kunnen ontstaan dat op de uitgavenzijde niet moet worden ingespeeld, met andere woorden dat de uitgavenstijging niet zou moeten worden afgeremd. Ik ga thans geen pleidooi houden tegen bepaalde besparingen, anderen zullen daar uitvoerig op ingaan; ik pleit niettemin voor een rechtvaardiger spreiding van de besparingen over alle economisch-sociale groepen waarbij degenen met de grootste draagkracht ook de meeste inspanningen leveren en waarbij de minst-gegoeden worden ontzien.

Ik besluit derhalve dat al te overdreven besparingen hadden kunnen worden vermeden, indien voldoende op de ontvangstenzijde was ingewerkt. Nu heeft men zich ermee vergenoegd uitsluitend de uitgavenzijde te viseren. De regering schijnt daarmee vrede te nemen, wel wetend nochtans dat haar deflatoir beleid negatief effect sorteert op de werkgelegenheid.

Wij beschikken toch nog over andere troeven, zoals ten overvloede werd aangetoond, in de wetenschap dat België een « small open economy » is, spreekt het voor zichzelf dat naar een betere, Europese samenwerking moet worden gezocht, meer zelfs, dat naar samenwerkingsverbanden op wereldvlak moet worden gestreefd. Ik ben ervan overtuigd dat deze samenwerkingsverbanden een « must » zijn en tevens een waarborg dat daaruit resultaten zullen voortspruiten, verondersteld zijnde dat de overheid en de bedrijfsweld de problematiek hand in hand aanpakken.

Ik bedoel derhalve dat de betrekkingen met de westerse landen moeten worden behouden en uitgebreid, en dat veel betere betrekkingen moeten worden aangeknoopt met Oostbloklanden, met derde-wereldlanden. Kortom, een wisselwerking en een uitwisseling van goederen en diensten tegen competitieve voorwaarden op wereldvlak.

Heren ministers, sommigen hebben lof voor de vastberadenheid waarmee u het spaarplan tracht uit te voeren en het is duidelijk dat kordaatheid in veel gevallen en zeker in moeilijke tijden, aangewezen is. Wanneer vastberadenheid nochtans evolueert naar een blinde en bijgevolg een eenzijdige obsessie, wordt ze gevaarlijk en zou het zoeken naar een beter evenwicht, zoals aangetoond, een nieuwe kans moeten krijgen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Dehousse.

M. Dehousse. — Monsieur le Président, messieurs les ministres, en cet été 1986, la tâche des parlementaires n'est pas particulièrement simple. Mais j'ai éprouvé des craintes supplémentaires, il y a quelques instants, lorsque M. Luyten a terminé une évocation, du reste intéressante, par des considérations sur la politique des Habsbourg. Il nous est déjà très difficile d'examiner le budget des Voies et Moyens de 1986; s'il nous faut, en outre, le faire à la lumière de la politique d'une famille impériale, prestigieuse certes, mais quelque peu dépassée, je m'en sens tout à fait incapable.

Je ne suis pas indifférent aux rappels de M. Luyten, encore qu'ils ne changent rien à la première exigence en pareille matière: le respect de la volonté des populations.

Par ailleurs, il est exact que mon collègue Gaston Paque et moi-même sommes exposés à entendre citer, de temps à autre, des textes qui ont été écrits par nos pères respectifs; M. Eyskens doit particulièrement bien comprendre le sentiment que nous éprouvons alors.

Je dirai toutefois à M. Luyten que, dans l'histoire du Mouvement wallon, on peut faire mieux, car on en arrive maintenant à la troisième génération, et que sa rétrospective, pour intéressante qu'elle soit, était encore incomplète. Le père du sénateur Troclet, par exemple, a écrit dès 1919 un des premiers projets d'instauration d'un fédéralisme en Wallonie, projet qui, pour n'avoir pas été soumis à la réflexion parlementaire à l'époque, n'en est pas moins intéressant, lui aussi.

D'ailleurs, nous avançons à grands pas vers le centenaire du premier congrès wallon, ceci étant dit pour le cas où vous l'ignorerez. C'est du reste une des raisons pour lesquelles nous avons tendance à sourire lorsqu'un gouvernement, quel qu'il soit, nous invite à participer aux travaux d'un centre d'études de la réforme de l'Etat en nous disant que toute autre mesure serait précipitée. A une réflexion qui date d'un siècle, on peut reprocher beaucoup, mais certainement pas la précipitation.

En fait de précipitation, le mot s'impose à propos de la discussion du budget des Voies et Moyens, comme s'impose aussi celui de « retard », car un effort psychologique est à faire par un parlementaire en ce mois de juillet, durant ce débat, pour se convaincre que c'est bien du budget des Voies et Moyens de 1986 qu'il est question, c'est-à-dire d'un budget, par définition, déjà exécuté pour plus de la moitié. Du reste, nous nous souvenons de la discussion intervenue, voici quelques semaines, lorsque le gouvernement avait demandé dix douzièmes provisoires pour couvrir les dépenses jusqu'au mois d'octobre inclus. C'est de ce budget qu'on nous expose maintenant les fortes lignes politiques; il s'ensuit que le mot « retard » est un mot faible pour situer la façon dont le gouvernement se situe dans la procédure parlementaire.

De plus, nous lisons dans le rapport intéressant de MM. Desmarests et Van houte, que ce retard, en dépit des explications fournies chaque fois que le problème est évoqué, tend à se prolonger. En effet, selon la page 77 du rapport, le ministre des Finances a précisé que le gouvernement avait l'intention de prendre pour le budget de 1987 les décisions définitives en septembre prochain. Monsieur le ministre, sans vouloir remonter dans la nuit des siècles, il fut un temps où c'était au mois d'août que tombaient les décisions essentielles pour le budget de l'année à venir. Je constate dès lors non seulement un retard passé, et un retard présent, mais aussi un retard à venir.

Par la force des choses, ce retard entraîne une précipitation dont les signes les plus évidents sont que le gouvernement tient encore presque chaque jour des discussions, dont nous avons connaissance par la presse, et qui portent sur certaines des options majeures, telles que l'enseignement, alors que le gouvernement a demandé à la Chambre d'approuver ces options dans le cadre du budget des Voies et Moyens et que vous les soumettez au Sénat sans que celui-ci soit mieux éclairé.

Mon collègue, M. Mouton, a du reste montré en début d'après-midi combien ce propos général s'appliquait de façon particulière au domaine de l'enseignement. Je démontrerai dans un instant que ce dernier est loin d'être le seul.

Enfin, nous travaillons dans des circonstances matérielles qui, quel que soit le bon vouloir de chacun, sont étonnantes pour ceux d'entre nous qui ont l'avantage ou le défaut de l'expérience. La semaine dernière, par exemple, nous avons eu droit à une suspension de séance parce que M. Hansenne devait quitter le Sénat et que M. Nothomb n'avait pas encore eu l'occasion d'y arriver. Les réunions du Sénat ont donc désormais lieu sur rendez-vous, ce qui est intéressant par rapport à la pratique parlementaire. Mais cela ne facilite pas la réflexion sur des sujets qui présentent pourtant une importance fondamentale.

Chose plus grave, j'ai la conviction que la situation anormale que je dénonce ne provient pas simplement de la convergence de différents

éléments. Du côté de la majorité et notamment du gouvernement, on sent que se dessine une volonté d'éroder le contrôle parlementaire. On en voit des traces dans les recours de plus en plus systématiques aux pouvoirs spéciaux — notamment la semaine dernière dans le cadre de la loi portant des dispositions fiscales, en dépit des promesses formelles qui avaient été faites — ainsi que dans les inconnues qui demeurent dans certains problèmes fondamentaux, comme je le rappelais il y a un instant, malgré les discussions successives de la portée des accords de Val-Duchesse, de certains ajustements budgétaires et des douzièmes provisoires.

Cette considération m'amène à me réjouir tout particulièrement de la présence parmi nous du Vice-Premier ministre et ministre du Budget, M. Verhofstadt.

En effet, dans le cadre de l'ajustement du budget de la Défense nationale, je me suis permis d'interroger le ministre de la Défense nationale sur la compatibilité des documents remis aux parlementaires: d'une part, monsieur le ministre, la copieuse annexe que vous avez distribuée pour expliquer la portée budgétaire des accords de Val-Duchesse, d'autre part, l'ajustement du budget de 1985 de la Défense nationale, et les crédits provisoires. J'ai posé une série de questions au ministre de la Défense nationale qui, à six milliards près, était incapable d'y répondre, ce que je regrette. Par ailleurs, en séance publique, il nous a dit que la matière était tellement budgétaire que nous devions nous adresser à vous. Ma question sera donc la suivante et vous voudrez bien compléter les défaillances éventuelles du souvenir que j'ai des textes qui nous ont été soumis.

L'annexe remise aux parlementaires comme traduction budgétaire des accords de Val-Duchesse se divise, en ce qui concerne la Défense nationale, en deux grandes parties. La première concerne des réductions de dépenses en matière d'investissements; la deuxième, une réduction résultant de la transformation des conditions du service militaire, notamment de son allongement. Dans ce domaine, pour la deuxième partie, on parle d'une économie de 2 milliards; pour la première, d'une économie de l'ordre de 3 milliards. Je n'indique pas les centaines de millions, le fond de ma question ne porte pas sur ce point.

A la lecture de la première partie du texte que j'ai évoqué, on constate que dans le cadre du budget de la Défense nationale, et si l'on veut traduire en français le texte qui nous a été remis, l'ensemble des dépenses d'investissement énumérées dans votre note pour les années 1986 et 1987 sont plafonnées à 9 milliards, étant entendu qu'on admet pour 1987 la possibilité du début d'un nouveau programme décennal d'investissement. Dès lors, je demandais confirmation au ministre de la Défense nationale de la limitation à neuf milliards des dépenses pour l'ensemble des deux exercices. Le ministre m'a confirmé ce point en insistant, et je le comprends, sur l'échappatoire possible (au point de vue budgétaire) du plan décennal. Nous n'avons cependant pu comprendre et nous vous demandons, dès lors, d'expliquer, monsieur le ministre, comment vous pouvez décider de plafonner ces dépenses à 9 milliards.

En effet, quand on considère le budget de 1985 et l'énumération des articles figurant dans votre annexe, qui visent à la fois les VBCI, les Mystère, les Mirage, et le titre II, on atteint, pour cette année 1985, un total de 21 milliards. Je vous fais toujours grâce des centaines de millions. Or, il nous a été demandé de voter 10/12 de ce budget, ce que la majorité a fait. En votant 10/12 de 21 milliards, elle a évidemment mis à la disposition du ministre de la Défense nationale un montant de loin supérieur à 9 milliards pour 1986; si mes calculs sont exacts, le montant doit se situer aux environs de 17 milliards et demi.

Dès lors, voici ma question: Comment peut-on, à la fois, demander 10/12, ce qui, réserve faite de novembre et de décembre, donne un disponible de 17,5 milliards, et approuver le principe du plafonnement des dépenses à 9 milliards? La juxtaposition des documents ne permet pas d'élucider ce problème. J'espère que M. le ministre voudra bien le faire.

M. Verhofstadt, Vice-Premier ministre et ministre du Budget, de la Politique scientifique et du Plan. — Il faut, monsieur Dehousse, faire la distinction entre les crédits d'ordonnancement et les crédits d'engagement. Les douzièmes provisoires visent en premier lieu la libération des crédits pour les dix premiers mois.

Par contre, les 9,6 milliards sont relatifs au niveau des engagements à réaliser en 1986. Le niveau d'engagement pour cette année a donc été limité. Au cours des premiers mois de 1986 un montant d'environ 6,6 milliards a servi aux engagements durant la période de 18 mois qui reste pour 1986 et 1987.

Le contrôleur des engagements a reçu des directives à ce propos; il n'acceptera des engagements et des programmes qu'à concurrence de cette somme pour la période indiquée. Je ne pense pas que des difficultés puissent survenir à ce sujet.

Je vous rappelle qu'il faut donc faire la distinction entre l'ordonnancement pour l'année 1986, ainsi que pour l'année 1987, d'un montant de plus de 20 milliards pour faire face aux engagements du passé et le niveau des engagements pour les 18 mois à venir.

M. Dehousse. — Je vous remercie, monsieur le ministre, de votre réponse que j'étudierai avec toute l'attention qu'elle mérite. Je comprends bien la logique de ce qui vient d'être dit, mais vous savez mieux que moi sans nul doute que la technique des crédits provisoires n'est pas limitée aux crédits d'ordonnancement; elle porte d'ailleurs aussi sur des crédits non dissociés.

J'étudierai volontiers votre réponse, mais considérez que celle-ci n'est pas tout à fait conforme aux documents qui ont été distribués en ce qui concerne l'ajustement budgétaire de 1985. C'est à partir de là que se pose le problème de la transposition par le jeu des crédits provisoires. Je vous remercie néanmoins de la précision que vous nous avez fournie et qui nous servira de repère, car il n'est pas simple de comparer un certain nombre de documents émanant de sources diverses. Du moins, pouvez-vous constater que ceux-ci ne sont pas distribués en vain puisqu'ils nous servent à essayer de comprendre la réalité de votre politique.

M. Henrion, vice-président, prend la présidence de l'assemblée

J'aborde brièvement un deuxième domaine où existe une large incertitude: celui des communications.

La dernière fois que nous avons entendu, longuement d'ailleurs, M. De Croo, il nous a donné l'impression que le problème du TGV était à l'étude et serait résolu progressivement dans le calme et la réflexion — c'est ce que souhaitaient la plupart des interpellateurs — au sein du comité quadripartite créé à son initiative. Or, voici deux jours, la presse a fait état d'une déclaration du ministre des Transports de la République fédérale d'Allemagne, déclaration précisant que tant la France que la République fédérale étaient prêts, mais qu'ils attendaient la réponse de la Belgique. Messieurs les représentants du gouvernement, cette déclaration paraît contredire les propos de M. De Croo en ce qui concerne le TGV. Qu'en est-il exactement? La discussion qui a eu lieu en commission au sujet des différents axes de politique générale ne nous éclaire pas sur ce point.

Je m'attarderai, par ailleurs, de manière plus précise sur un sujet que M. Eyskens en tout cas connaît particulièrement bien: le Fonds de rénovation industrielle.

Ce matin, nous avons appris, par *La Libre Belgique*, que le Conseil des ministres de vendredi serait saisi d'une note du ministre des Affaires économiques, M. Maystadt, note portant précisément sur la nouvelle organisation du Fonds de rénovation industrielle.

Je ne cacherai pas l'amusement que j'ai éprouvé à lire que les ministres n'étaient appelés à faire que « quelques aménagements mineurs ». A mon sens, il ne s'agit pas, en ce domaine, d'opérer quelques aménagements mineurs, mais bien de régler des questions fondamentales.

Puis-je me permettre, pour me faire comprendre, de revenir quelque peu en arrière? En mai dernier, la Société régionale d'investissement pour la Wallonie adoptait, conformément aux règles en vigueur, une série de projets à soumettre au Fonds de rénovation industrielle. Ces projets concernaient des entreprises des divers bassins industriels wallons: La Brugeoise et Nivelles, La cellulose des Ardennes pour le Luxembourg, Coldstream pour le Hainaut occidental, les Fonderies Magotteaux pour Liège, Philips pour Wavre et Wiggins Teape pour le Brabant wallon. Cet ensemble de projets présente donc l'avantage de n'être pas centré sur une province ou sur un bassin, mais de concerner une partie importante, sinon la totalité de la Wallonie.

Je le répète, en mai dernier, une négociation est engagée par la Société régionale d'investissement avec les entreprises et le département concerné du ministère de la Région wallonne, conformément aux directives adoptées après que M. Eyskens eut, comme ministre des Affaires économiques, gelé une première fois le Fonds de rénovation industrielle.

Dès lors, c'est avec surprise, que nous apprenons — cette surprise, le mot est faible, n'est d'ailleurs pas limitée à mon groupe — que M. Maystadt, en date du 9 juin, a saisi de l'affaire M. Praats, président dudit fonds, et lui a demandé de « suspendre toute nouvelle décision

quant à l'affectation des moyens du FRI tant que les nouvelles modalités de fonctionnement prévues par la déclaration gouvernementale n'auront pas été précisées ».

Lors de la discussion du budget de la Région wallonne au Conseil régional wallon, nous avons exprimé notre étonnement et notre désapprobation. M. Decléty, titulaire du département de l'Economie wallonne, a lui aussi, exprimé en séance plénière, ses regrets. Il a, en outre, porté à la connaissance du Conseil régional wallon qu'il avait protesté auprès de M. Maystadt. On peut aisément le comprendre puisqu'une fois de plus, il s'agit d'une politique de deux poids, deux mesures.

Nul n'ignore la technique du droit de tirage reconnu aux Régions sur le FRI et M. Eyskens moins que quiconque puisqu'il a eu l'occasion, au fil des années, de participer aux discussions serrées qui, chaque fois, ont porté sur les clés de répartition ainsi que sur la masse accordée à chacune des Régions.

Alors que la Région wallonne peut encore — ce qui n'est pas le cas de la Flandre — avoir recours au Fonds de rénovation industrielle, voilà qu'au moment même où elle utilise ce droit de tirage, le ministre des Affaires économiques, en l'occurrence M. Maystadt, intervient, gèle à nouveau la situation et menace d'appliquer la nouvelle réglementation aux dossiers déjà introduits, ce qui implique, monsieur le ministre — vous ne l'ignorez pas —, une renégociation complète avec l'ensemble des entreprises.

Je comprends, dès lors, que le titulaire du département de l'Economie wallonne ait non seulement exprimé sa désapprobation, mais ait également protesté.

Je crois pouvoir déduire de ce qui précède que l'inquiétude que j'exprime est davantage celle d'une région que celle d'un groupe politique.

Un vent favorable — *La Libre Belgique*, vous le constaterez, n'en a pas le monopole — a porté à ma connaissance une note, destinée au Conseil des ministres et provenant du cabinet de M. Maystadt. Cette note renforce mon inquiétude; elle contient, en effet, plusieurs dispositions qui me paraissent mériter de sérieuses explications que je me permets de vous demander, monsieur le ministre.

A la page 3, il est précisé que « le caractère novateur des projets ainsi que le respect des réglementations en usage au sein de la CEE seront vérifiés, pour chaque Région en ce qui la concerne, par l'Exécutif régional concerné ou son délégué ». Je ferai remarquer que le rôle dévolu aux Exécutifs régionaux ou à leurs délégués ne peut, en principe, être fixé par le gouvernement central. Nous nous trouvons donc, en l'occurrence, au moins à la limite d'un conflit de compétence. Plus grave encore: selon le texte de l'arrêté royal numéroté proposé au Conseil des ministres, et annexé à la note, l'Exécutif régional wallon ne serait plus appelé à vérifier le caractère novateur, mais bien l'administration régionale compétente. Nous sommes ici en plein conflit de compétence. Il n'appartient pas au pouvoir central, agissant ou non sur la base de pouvoirs spéciaux, de modaliser et moins encore de modifier les compétences que détiennent les Régions, notamment en matière d'expansion régionale. Il ne lui appartient moins encore de déterminer, au sein de chaque Région, quelle est l'administration régionale qui doit être amenée à exprimer un avis ou une opinion. Cela relève évidemment de l'autonomie régionale.

Un troisième problème se pose du reste à cet égard. En effet, des avis successifs et nombreux du Conseil d'Etat donnent à la disposition de la loi qui fixe le caractère collégial de l'Exécutif une portée qui interdit même au législateur régional d'identifier le membre de l'Exécutif auquel on attribue une fonction. Le Conseil régional ne peut donc pas préciser que c'est le ministre de l'Economie wallonne ou son collègue responsable de l'Aménagement du Territoire qui sera chargé de telle ou telle tâche. Le Conseil d'Etat a systématiquement demandé qu'on indique, d'une façon plus générale, la compétence globale de l'Exécutif. A fortiori, on ne peut évidemment pas accepter qu'une disposition — et encore moins une disposition prise par le gouvernement central — fixe la compétence d'une administration régionale. Par ailleurs, la même note stipule que la contribution des sociétés publiques d'investissement doit se faire — et c'est une nouveauté — soit pour le tiers, soit pour la moitié de ce qui incombe à la Région, sur les fonds propres des sociétés régionales. Ce point mérite une explication.

Vous connaissez le mécanisme du FRI aussi bien que moi. Pour chaque projet, deux tiers viennent d'un financement dit national — c'est le financement fourni par le FRI — et un tiers du financement est assuré par la Région. Et voilà soudain un texte qui précise que ce qui est régional — la moitié dans un cas, un tiers dans un autre — doit provenir des fonds propres de la Société régionale d'investissement à l'exclusion de toute autre source. Il n'appartient évidemment pas au gouvernement

central de dire que les fonds régionaux, en tout cas pour la Flandre et la Wallonie et ce pour des raisons d'autonomie, doivent provenir pour partie des fonds propres des sociétés régionales d'investissement. Si une telle règle doit exister, elle ne peut être fixée que par les autorités régionales, en raison de leur autonomie. La disposition proposée par le ministre des Affaires économiques est donc totalement anormale, et je tiens à le souligner à nouveau.

Autre élément, qui apparaît à la page 5 de la note: on crée au sein du comité de gestion du FRI un commissaire du gouvernement, commissaire bien entendu désigné par le ministre des Affaires économiques, en vertu sans doute du principe selon lequel on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même. Ce commissaire serait chargé de veiller à la régularité budgétaire des décisions prises par le comité de gestion du Fonds de rénovation industrielle. Puisqu'il s'agit en apparence de régularité budgétaire, soit dit en passant, on se demande pourquoi ce n'est pas plutôt le ministre du Budget qui est concerné, mais ceci est une autre affaire.

Le texte va plus loin: « Le ministre des Affaires économiques approuvera les adaptations apportées au protocole conclu entre le FRI et les sociétés publiques d'investissement, en exécution des présentes dispositions. » Cela signifie en clair que, par le truchement d'un commissaire du gouvernement, le ministre des Affaires économiques se réserve désormais un droit de veto — ou si l'on préfère un droit de tutelle — sur une matière qui relève clairement de l'expansion régionale. Cela n'est pas compatible avec la loi de 1980 et ceux qui ont participé à la rédaction et au vote de cette loi le savent ou devraient le savoir aussi bien que moi.

Messieurs les ministres, selon *La Libre Belgique* — je peux d'ailleurs comprendre la plupart des raisons qui ont fait écrire cela à ce journal —, le ministre des Affaires économiques ne doit s'attendre qu'à des objections mineures. Ce n'est pas mon avis. Le gel tel qu'il a été pratiqué, c'est-à-dire unilatéralement, est indéfendable et les mesures prises pour en sortir ne sont pas acceptables, à moins que vous ne parveniez à me fournir les éclaircissements que je demande.

Je vous rappelle, en outre, que tout le problème de la compétence régionale en matière d'expansion régionale a été récemment précisé, sur le plan juridique, par un arrêt de la Cour d'arbitrage, arrêt qui ne laisse aucun doute quant au rôle que les Régions doivent jouer dans ce domaine.

Je demande donc avec insistance des explications sur ce point car les propositions contiennent, à mon avis, des anomalies.

J'en arrive à ma conclusion. Le budget des Voies et Moyens dont nous discutons actuellement, s'il fournit un certain nombre d'informations, au demeurant intéressantes et nécessaires, sur l'orientation fondamentale de la politique que compte suivre le gouvernement, s'inspire de toute évidence des préoccupations exprimées à l'occasion du conclave de Val-Duchesse.

Nous sommes intervenus lors de la discussion de la communication gouvernementale à propos du contenu exact — pour autant qu'on puisse utiliser ce terme en la matière — des propositions issues de Val-Duchesse.

A ce moment, le ministre du Budget avait répondu au Sénat, comme il l'avait d'ailleurs fait à la Chambre, par une déclaration qui ne manquait pas, elle non plus, d'intérêt, mais dont la portée essentielle était qu'on ne pouvait pas tolérer la situation actuelle. Vous aviez alors fait allusion, monsieur le ministre, au poids important des dettes qui frappent dès sa naissance tout nouveau-né dans le royaume de Belgique.

Je souhaite émettre à cet égard deux remarques, en vérité partiellement contradictoires. Tout d'abord, bien que passionné et pour compréhensible qu'il soit, votre argument a des limites: un bébé qui naît en Belgique en 1986 ne se retrouve pas dans la savane ni dans un désert, mais dans un milieu, hospitalier de préférence, qui a nécessité des investissements importants. Il n'est dès lors ni criminel, ni obscène, ni anormal que ce nouveau-né subisse le poids d'une certaine dette. Néanmoins — et c'est ce qui rend mes remarques un peu contradictoires —, je partage votre sentiment sur un point, au moins, à savoir que le poids actuel de la dette est devenu insupportable et que la perspective de voir cette charge augmenter par un effet dit de « boule de neige » est encore plus inacceptable.

Je ne voudrais pas que vous déduisiez de ma première remarque que je ne suis pas partisan d'une politique comprenant un certain nombre d'économies. Du reste, les différents orateurs qui sont intervenus au nom de mon groupe ont, pour la plupart, exprimé le même point de vue. Cette question me tient d'autant plus à cœur que, lorsque j'exerçais des responsabilités au sein de l'Exécutif régional wallon, j'ai mené une politique inspirée par la volonté bien arrêtée d'éviter la création au

niveau régional d'une dette publique qui n'aurait pas tardé à se révéler, elle aussi, insupportable.

En vérité, monsieur le Vice-Premier ministre, je souhaite que votre souci louable de réduire la dette publique et son poids ne fasse pas fi de trois éléments qui me paraissent fondamentaux dans toute discussion de ce problème. Le premier a été rappelé ce matin par M. de Wasseige. Si vous vous exclamez, à la Chambre ou au Sénat, que, pour tout nouveau-né, le poids de la dette est insupportable — et je vous ai dit que mon sentiment différerait relativement peu du vôtre —, il faudrait aussi se rappeler que ce poids insupportable a été doublé par le gouvernement dont vous assumez la continuité! Le poids de la dette publique, chacun le sait dans cette assemblée, est deux fois plus important en 1986 qu'il ne l'était en 1981. C'est bien la preuve que la politique menée depuis n'a pas donné les résultats espérés, et l'on comprend dès lors les parlementaires et la population qui éprouvent des doutes très sérieux quant aux effets de la prolongation de la même politique, que vous ne modifiez pas, mais que vous vous bornez à aggraver. Il y a là un premier devoir de clarification et de réserve.

Quant au deuxième devoir de réserve qui devrait être le vôtre, il est moins fréquemment rappelé; je tiens à combler cette lacune. Le ministre des Finances était, comme moi, membre du gouvernement central. Lorsque le parti du Vice-Premier ministre et ministre du Budget est entré au gouvernement en 1980, il tenait alors un tout autre langage qu'aujourd'hui. C'est à une politique de dépenses largement incontrôlées que ce parti, comme celui de M. Gol d'ailleurs, conditionnait sa participation au gouvernement et, en l'occurrence, à la réforme de l'Etat.

Je sais qu'il est de bon ton de crier d'autant plus qu'on a contribué à allumer l'incendie. Je sais aussi que les braconniers font les meilleurs gardes-chasses. Mais certaines vérités n'en doivent pas moins être rappelées de temps en temps.

L'une de ces vérités, la troisième que j'évoquerai, est que le problème des finances publiques n'est pas tombé du ciel en 1980. Je fais appel une fois encore au témoignage de M. Eyskens: il se souviendra, comme moi, de l'étude qui fut demandée à l'époque par M. Harmel, Premier ministre, et à laquelle il ne put donner suite, étude un peu oubliée par les gouvernements qui ont suivi et où il était déjà question d'«un train fou lancé dans le brouillard». Cela aussi, il faut le rappeler pour éviter certaines simplifications qui, loin de faciliter le règlement du problème, ne font que le compliquer.

M. Desmarets. — Depuis lors, le brouillard s'est épaissi considérablement, monsieur Dehousse.

M. Dehousse. — Ce n'est pas parce que M. Verhofstadt sort frais émoulu de son parti pour tomber dans un brouillard épaissi qu'il doit oublier que ce brouillard existait auparavant!

M. Desmarets. — Raison de plus pour agir!

M. Dehousse. — J'ai commencé par dire que je ne mettais pas en doute la nécessité d'agir — je l'avais déjà souligné lors de nos discussions sur Val-Duchesse —, mais bien les moyens choisis pour ce faire.

Quant au brouillard, vous m'amenez à dire que, dans son exposé introductif aux mesures présentées comme étant celles de Val-Duchesse — on sait aujourd'hui beaucoup moins bien ce qu'il en est —, le Vice-Premier ministre et ministre du Budget s'est référé à une situation économique qui, depuis, a été obscurcie par de gros nuages. Du reste, on trouve des traces de cette dégradation dans l'exposé fait par M. Eyskens devant la commission et notamment à la page 31 du rapport.

Tout d'abord, des éléments qui étaient présentés voici deux mois comme des éléments entièrement positifs, notamment la baisse du dollar, la baisse des matières premières ainsi que celle du pétrole, doivent faire aujourd'hui l'objet d'une approche plus nuancée. Aussi bien le ministre des Finances, dans son exposé, relève que ces effets bénéfiques ont aussi des répercussions perverses à un certain nombre d'égards et dans un certain nombre de secteurs. Ils ne peuvent donc pas être simplement inscrits à l'actif; ils doivent apparaître au passif si l'on veut dresser un bilan réel.

De plus, des éléments plus préoccupants à mes yeux sont apparus récemment. Connaissant M. Eyskens, je suis persuadé qu'il a été attentif au récent discours de M. Volcker devant le Congrès des Etats-Unis et au fait que les experts commencent à parler de récession aux Etats-Unis, aux signaux de détresse qui sont envoyés par le gouvernement du président Reagan, ainsi qu'aux pressions exercées sur la République

fédérale d'Allemagne et sur le Japon pour que ces deux Etats — j'utilise le vocabulaire, sinon la terminologie, de M. Volcker — prennent le relais des Etats-Unis dans le support de l'économie mondiale. M. Eyskens est mieux placé que moi pour savoir que la République fédérale d'Allemagne refuse de jouer ce rôle — ce qui est son droit, mais c'est un autre débat —, et que le Japon n'est pas disposé à l'accepter, puisque nous savons qu'après sa réélection triomphale, M. Nakasone vient également de déposer, malgré la situation très différente de la nôtre que connaît le Japon, un budget d'austérité.

Comment ne pas percevoir que ces éléments internationaux introduisent de nouveaux nuages non seulement dans la discussion, mais dans la réalité économique?

En fait, la seule chose certaine aujourd'hui, c'est que les mesures de Val-Duchesse vont produire sur l'économie de l'ensemble de la Belgique un effet déflatoire que personne ne songe aujourd'hui à mettre en doute, mais qui est au contraire confirmé par tous les instituts d'études économiques, à quelque obédience qu'ils appartiennent. Vous savez très bien que cet effet déflatoire va provoquer 60 à 65 000 chômeurs supplémentaires au moins, ceci sans tenir compte des effets indirects, notamment les restrictions qui atteignent les pouvoirs locaux et les centres d'aide sociale qui dépendent de ceux-ci.

Pour terminer, je répète que les socialistes ne s'opposent en rien, monsieur Desmarets, au fait de mener une politique de maîtrise des finances publiques, ni à l'idée que des économies sont nécessaires pour y parvenir, mais sur le fait que les économies que vous avez choisies — et nous ne sommes pas les seuls à le dire — ne sont ni bonnes, ni justes.

Elles ne sont pas bonnes parce qu'elles ne produiront pas les résultats escomptés; elles ne sont pas justes parce qu'elles ne frappent pas les uns et les autres avec la même rigueur. Il est patent que, dans le domaine communautaire, par exemple, ce sont les francophones qui vont subir les conséquences des réductions des subsides à l'ancienne Œuvre nationale de l'enfance et que, dans l'enseignement, quelles que soient les contorsions auxquelles nous assistons, c'est à nouveau la Communauté française qui sera victime de l'impact le plus lourd.

Mais il est plus grave encore, de manière générale, alors que des membres éminents du parti de M. Eyskens — que vous devez bien connaître, monsieur Desmarets — parlent depuis longtemps de la Belgique à deux vitesses économiques, que le gouvernement s'obstine à appliquer uniformément une seule et même politique économique en laissant croire, ou en faisant semblant de croire, que cette politique aura les mêmes effets sur les deux réalités économiques — et peut-être les trois — qui existent dans le royaume. Cela n'a pas de sens et, si ce fut le cas naguère, ce ne l'est plus aujourd'hui. Il est évident que c'est du côté wallon, dans une économie difficile et enserrée, que le poids le plus lourd de l'effet économique de Val-Duchesse se fera sentir. Les mesures sont profondément injustes et visent les faibles bien plus que les forts. Nous nous y opposons en tant que socialistes car nous sommes convaincus qu'elles frappent les faibles en ménageant les forts; en tant que socialistes wallons, le fait que les mesures proposées visent bien plus le Sud que le Nord constitue une raison supplémentaire pour nous y opposer. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

M. Toussaint. — Nous allons offrir un vélo à double plateau à M. Desmarets.

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Smeyter.

De heer De Smeyter. — Mijnheer de Voorzitter, ik lees in *Krachtlijnen voor een vierjarig regeerprogramma* van 21 oktober 1985: «De nieuwe regering zal voortbouwen op de doelstellingen en resultaten van de vorige. Driekwart van de weg in de strijd tegen de sociaal-economische crisis werd afgelegd. Deze regering moet het werk voltooien. De werkgelegenheid, vooral van jongeren, blijft de voornaamste zorg.»

U kent de repliek hierop van het Verbond van Belgische ondernemingen. In plaats van driekwart zou, volgens het VBO, slechts 5 pct. van de weg zijn afgelegd, en voor de werkgelegenheid van de jongeren wil het VBO zich niet engageren.

Onder punt D, Overheidsfinanciën, van het regeerprogramma lezen wij in paragraaf C dat het volledig uitvoeren van het spaarplan van maart 1984, meer bepaald van de schijf 1986 en het meerjarenplan vanaf het begrotingsjaar 1987 een vermindering van de interestlasten met 30 miljard op jaarbasis zal opleveren. In paragraaf D spreekt men over het nemen van aanvullende maatregelen ten belope van 70 miljard, te verwezenlijken over twee jaar. Bedoeld wordt hier 1986 en 1987. Verder

lezen wij dat bijzonder aandacht zal worden besteed aan de bezuinigingen, onder meer door het verminderen van de interestlasten op volledig marktconforme wijze.

Voor de sanering van de rijksschuld, wat de interestlasten betreft, is dit duidelijk van het goede teveel. Dit roept vraagtekens op vermits de regering haar intenties op dit vlak te veel moet herhalen. Ze wil tegen einde 1987 de interestlasten verminderen met 100 miljard, zoals reeds werd gezegd, te verwezenlijken via het spaarplan van maart 1984 dat een vermindering met 30 miljard zou opleveren in 1986 en door aanvullende maatregelen die in 1986 en 1987 tot een vermindering van de interestlasten met 70 miljard moeten leiden.

Wat is hiervan geworden? Wat vinden wij daarvan terug in 1986? Op 23 mei 1986 legde de regering voor het Parlement volgende verklaring af: «Toen de regering op het einde van vorig jaar voor het Parlement verscheen en om uw vertrouwen vroeg, besefte zij ten volle dat haar bestaan volledig zou beheerst worden door een reusachtige uitdaging: snelle bewijsoverlevering dat zij bekwaam was ons land te verlossen van het kwellende probleem van zijn zieke overheidsfinanciën.» Dit waren dus goede intenties. Ik citeer verder uit die verklaring: «... Maar het was duidelijk geworden dat het herstel van ons land slechts definitief zou verworven worden de dag dat het tekort van de Schatkist door een forse en snelle ingreep zou teruggedrongen worden tot op het peil van onze partners uit de Europese Gemeenschap. Gezonde en evenwichtige overheidsfinanciën zijn immers een absolute voorwaarde voor een hoopgevende economische toekomst.»

Dit was weeral van het goede teveel, maar alles zou nu snel, veel sneller, gebeuren. Daarom werd de begroting voor 1986 bijna overgeslagen. Ze werd immers negen maanden te laat ingediend en wij vinden, noch in de Rijksschuldbegroting, noch in de fiscale programmawet 1986, maatregelen terug om de sanering van de interestlast aan te pakken en toe te laten de voorziene 100 miljard in 1986 en 1987 te verwezenlijken.

In de regeringsverklaring van 23 mei 1986 lezen wij dat alle geleidingen van de Staat, en dus ook de sociale zekerheid, in deze inspanning zullen worden betrokken en dat de rentelasten op de rijksschuld 30 miljard zullen bedragen. Dit is ver van de vroeger vooropgestelde 100 miljard. De regering begint opnieuw zoals in maart 1984 maar voegt er een bladzijde aan toe om duidelijk te maken dat 1987 inderdaad het begin is. Het begin van deze bladzijde luidt: «Op het totaal van 195 miljard wordt dus 30 miljard, en niets meer, bekomen ingevolge autonome marktconforme maatregelen ter vermindering van de lasten van de rijksschuld.» Met andere woorden, van maart 1984 tot eind 1986 wordt niets meer gedaan. Alle goeie intenties van de honderd miljard worden kwijtgescholden.

Bij de bespreking van het ontwerp houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1986 wil ik mij tot deze onderwerpen beperken.

De budgettaire obsessie van Martens VI blijkt meer en meer uit te gaan van een deflatoire ideologie waartoe noch wetenschappelijke noch economische dwingende redenen zijn. Het begrotingstekort vormt geen acuut monetair en macro-economisch onevenwicht. Ingevolge het grote financieringsoverschot van de privé-sector, onder andere door de inzinking van de bouw en de kleine investeringsneiging van de bedrijven, wordt het financieringstekort van de overheid volkomen door de binnenlandse markt gedekt. De buitenlandse rekening vertoont een overschot. Het begrotingstekort is eerder een structureel probleem dat zich via de enorme rentelasten aan het voeden is. De vicieuze cirkel van de rentelasten, die de normale overheidstaken ontwrichten, vormt voor de socialistische een belangrijke en doorslaggevende reden om het tekort grondig te saneren. Dat kan gradueel gebeuren en op basis van een echt economische herstel. De internationale conjunctuur biedt vandaag voor dergelijke strategie enorme kansen.

De SP staat niet alleen in haar pleidooi voor een graduele aanpak die van deze gunstige context maximaal gebruik maakt. Een recente studie van de Nationale Bank besluit dat de «onmiddellijke 195 miljard» niet noodzakelijk zijn om de budgettaire norm van Martens VI te halen. Het Franstalig Instituut Ires schrijft hieromtrent: «Tegenover deze algemene aanval op alle fronten zullen ook nu de «sociale correcties» waartoe de regering zal beslissen weinig of geen soelaas bieden. Net als de geplande belastingverminderingen voor de komende jaren, gaan ze de verarmde bevolkingsgroepen volledig voorbij.»

Het ongenadig snoeien en hakken in de reeds zo beperkte inkomsten van langdurig werklozen, zieken, invaliden en gepensioneerden steekt schril af tegen de voorzichtige, vriendelijke benadering van de financiële sector en de vermogens. Nochtans is iedereen overtuigd van wat dient te gebeuren op het vlak van de schuldenlast. Dat hierover met de

financiële sector overleg zou worden gepleegd, is niet verwerpelijk, zeker niet indien ook voor andere besparingen overleg zou worden gepleegd.

In schril contrast hiermee staat dan de zo voorzichtig aangebrachte marktconforme consolidatie op vrijwillige basis binnen de overheids-schuld en de nieuwe voordelen voor meer gegoeden via de PPR. Men zou echter ook hier nu wel met concrete maatregelen moeten tevoorschijn durven komen, concrete maatregelen, die dan moeten bewijzen dat deze consolidatieoefening ook op termijn geen zwaardere lasten voor de overheid met zich brengt. Een van die zwaardere lasten is er reeds. Om de financiële sector gunstig te stemmen en ondanks de bezuinigingen in de pensioensector, zal de regering toch reeds van dit jaar af de vorming van een particuliere pensioenrekening fiscaal ondersteunen. Ook hier kan men moeilijk spreken van een «rechtvaardige verdeling» van de lasten over alle bevolkingsgroepen omdat deze schandalige situatie, op een moment van algemene inlevering, de aandelenbeurs doet uitgroeien tot één van de meest gesubsidieerde instellingen van de hele Belgische economie. Ontbreekt het de regering aan moed om ook eens de banken, verzekeringsinstellingen en bedrijfspensioenfondsen samen rond de tafel te brengen of kan dit niet, omdat men deze partijen, in afwachting van de consolidatieoperatie van de interestlasten van de rijksschuld, niet voor het hoofd mag stoten? De onduidelijkheid, die momenteel in deze sector heerst en de ongelijke behandeling die men er vindt, zijn factoren waarop moet worden ingegrepen vooraleer ze in het nadeel zullen worden geregeld.

Fiscaliteit is niet alleen meer de belangrijkste bron van inkomsten voor de overheid. Het is — in stijgende mate — een instrument van beleid geworden, een instrument waarmee bepaalde situaties kunnen worden gestimuleerd of bestraft. Martens V heeft het fiscale instrument zwaar benut, en langs de fiscaliteit sterk ingegrepen bij de bevolking. Waarom wordt het niet gehanteerd ten opzichte van de financiële sector? Tekennend voor het cynisme waarmee de economisch en financieel sterken in ons land kunnen blijven sollen met het algemeen belang, is de recente afwijzing door de banken van de aangekondigde staatslening. Stank voor dank, noemt men dit. De banken en de institutionele beleggers bleven tot nu toe geheel buiten schot. Onder het mom van de marktconformiteit werd en wordt opnieuw van de financiële sector geen enkele inspanning gevraagd. Integendeel zelfs: de zogenaamde besparingen op de rentelasten van 30 miljard, zullen hun op een later tijdstip en zonder enig verlies worden terugbetaald. Maar dit volstaat blijkbaar niet voor de banken.

Mijn conclusie op het ogenblik is dat de hele geschiedenis van de besparingen op de rentelasten alleen dienstig was om de sociale achterban van de christen-democraten te paaien, maar in werkelijkheid is het nu een bespottelijke karikatuur geworden. In plaats van een besparing, hebben wij een bijzonder kostelijke serie van «uitsteloperaties» gekregen, waarbij in een periode van dalende rentevoeten, de vlottende schuld met variabele rentevoeten werd omgezet in schuld op halflange termijn met vaste rentevoeten. Ik heb kunnen vaststellen dat niemand nog betwistte, dat deze *window-dressing* voor de begrotingen 1984 en 1985 ons vandaag heel wat kost op onze Rijksschuldbegroting. Zowat 240 miljard frank vlottende schuld, waarop wij vandaag ongeveer 7,25 pct. zouden betalen, werd omgezet in schuldtitels waarop wij dit jaar gemiddeld nog meer dan 11 pct. betaald hebben. Kostprijs voor de Schatkist en winst voor de financiële wereld: 8 miljard frank. De financiële wereld wacht van in januari op een nieuwe en grondige herschikking van de schuld die 30 miljard moet opleveren. Bij de bespreking van de jongste voorlopige kredieten hebben wij vernomen dat een nogal sibillijnse lezing van het regeerakkoord toelaat deze besparing voor 1986 even «over te slagen» en ze pas op 1987 te projecteren.

Als u werkelijk op een efficiënte manier wilde onderhandelen met de financiële sector, mijnheer de minister, dan is de politieke show, waarbij u een half jaar vooraf met veel tamtam aankondigt dat een ingreep volgt, het domste wat u kon doen. Uiteindelijk is het niet meer dan show. Door deze aankondiging betaalt u nu een rente, die naar schatting zowat een half procent hoger is dan ze zou moeten zijn. Bovendien staat u in onderhandelingen met de rug tegen de muur.

De regering is erin geslaagd zichzelf ten opzichte van de bankwereld, die nochtans liquiditeiten heeft, volkomen te ontwapenen. Veel stokken achter de deur hebt u ongetwijfeld niet, integendeel. In een dossier, waarin de Belgische banken bijzonder moeilijk zaten, en waarin ze uw «clementie» broodnodig hadden, hebt u ze reeds laten gaan: FBB — forfaitaire gedeelte van de buitenlandse belasting —, waar u zich in 1984 beperkt heeft tot een mini-hervorming. In een ander dossier, waar er voor de bankwereld geen nood is, maar wel vraag, namelijk de PPR, geeft u ook reeds alles.

Natuurlijk weet u goed dat de bankwereld zelf wel een stevige stok heeft klaarzitten. Ik neem aan dat tegen ten laatste half augustus de

eerste voorstellen moeten komen voor de plaatsing van de eerstkomende grote staatslening die, gezien de « onderbreking » in mei, van uitzonderlijk belang wordt. Ik meen dus niet dat ik bij de krachtverhoudingen, waarin u de volgende dagen gaat onderhandelen, een tekeningetje moet maken.

Wat is nu eigenlijk uw bedoeling? De verwarring stijgt ten top. De minister van Financiën en de minister van Begroting hebben ons tijdens de debatten in de commissie met zeer veel nadruk gezegd dat het niet om een besparing gaat maar om een herschikking. De bedoeling is een reeks van betalingen uit te stellen naar een periode waarin men beter bij kas is. Deze herschikking moet in hoofde van de houders van de schuld volgens de tekst van de programmawet fiscaal « aanvaardbaar » of « aantrekkelijk » worden gemaakt. De minister van Economische Zaken heeft daarover het diametraal tegengestelde verklaard. Ik ga die verklaring niet herhalen, u kent beter dan wie ook zijn zienswijze hierover. Wat is precies de optie van de regering? Het Parlement mag die toch kennen.

Ik kan me vele formules van uitstel van betaling indenken, zoals een omruiling van bestaande obligaties tegen andere obligaties, met een belangrijke uitgiftepremie en lagere couponrente; een omruiling van bestaande obligaties tegen andere obligaties, met dezelfde nominale waarde, maar met een belangrijke terugbetalingspremie, die compenseert voor de lagere couponrente; een onmiddellijke uitbetaling van de kapitalisatie van het interestdifferential, of de uitbetaling binnen een jaar, twee jaar, enzovoort.

Ik kan me vele formules indenken waarin u dit fiscaal aanvaardbaar of aantrekkelijk maakt. De vraag is hoeveel de volgende minister van Financiën voor dit soort politiek beheer zal bijbetalen. Dat hij zal betalen, is duidelijk, want elke vorm van kapitalisatie komt vroeg of laat ten laste van het netto te financieren saldo. Dertig miljard renteopbrengsten gedurende vijf jaar kapitaliseren vergt een uitbetaling, na die vijf jaar, van 175,9 miljard, als we rekening houden met een actuair rendement van 8 pct. Vroeg of laat komt die 175,9 miljard terug in het netto te financieren saldo.

Maar bovendien is elke vorm van kapitalisatie een vastlegging, een consolidatie, van een welbepaald actuair rendement van de leningsopbrengsten voor de financiers voor de volgende jaren. Gezien de bijzonder zwakke onderhandelingspositie waarin u zichzelf gemanoeuvreerd heeft, zullen de financiers deze situatie ongetwijfeld aangrijpen om zich in de mate van het mogelijke in te dekken tegen de verwachte daling van de rentevoeten. Als men een daling van de rente verwacht, is het natuurlijk interessant uit het oogpunt van de belegger een rente-uitkering van 30 miljard per jaar nu reeds te kunnen kapitaliseren tegen het huidige marktdrendement. Men schijnt dit niet erg goed te begrijpen.

Ik heb de oefening gemaakt voor alle staatsleningen en voor deze van het Wegenfonds, de lening-Vandeputte echter buiten beschouwing gelaten. Wat zien we als resultaat? In 1987 zal de verschuiving minus 45,430 miljard bedragen, in 1988 minus 45,530 miljard, in 1989 minus 12,197 miljard en in 1990 minus 20,019 miljard. Met ingang van 1991 is het feest echter uit en komt de terugslag met plus 29,812 miljard, in 1992 plus 24,006 miljard, in 1993 plus 65,891 miljard en in 1994 plus 58,549 miljard. Samengevat: de regering belast de toekomst. Mocht dit haar bedoeling zijn dan kan de regering dit beter vrijuit op deze tribune zeggen opdat haar meerderheid weet waar dit beleid heen wil. Het is nu nog tijd om de ogen te openen. Het hoeft geen betoog dat in deze discussie mijn sympathie uitgaat naar de minister van Economische Zaken. Het gaat erom in onze samenleving een echte inspanning te vragen van de factor « vermogen » in de ruimste zin.

Tot slot wijs ik nog op twee nuchtere realiteiten.

Enerzijds, heeft de openbare schuld een meer « vlottend » karakter dan men op het eerste gezicht zou denken. De schuld is een verzameling van contracten die relatief snel vervallen: in 1990 zal ten hoogste één vierde, en waarschijnlijk minder, van de dan nog uitstaande overheidsschuld volgens een vaste rentevoet « gecontracteerd » zijn vóór 31 december 1985. Dit betekent dat het geen zin heeft op de nu uitstaande geconsolideerde schuld een ingreep te doen die een rentewinst van 1,5 pct. punt oplevert, als daardoor de marktrente de komende jaren met 0,5 pct. punt hoger komt te liggen. Dit pleit tegen een ondoordachte ingreep, die slechts berekend zou zijn op een politiek showeffect.

Anderzijds is het gewicht van de uitstaande contracten in de schuld, en vooral die welke zijn aangegaan tussen 1980 en 1984, toch zo groot dat binnen de eerste drie tot vier jaar de gemiddelde rentevoet op de openbare schuld een vrij inert gegeven is. Zelfs wanneer u erin zou slagen de rentevoeten verder te verlagen, dan nog zal de impliciete gemiddelde rentevoet op de openbare schuld blijven schommelen rond 9 pct. Wij staan daarbij voor een nieuw fenomeen, dat nu optreedt en dat niet

alleen economische maar ook verdelingspolitieke en morele dimensies heeft: de reële rentevoet op de overheidsschuld, die jarenlang geschommeld heeft om de 2 pct., klom in 1985 naar 4,7 pct., stijgt nu reeds boven 7 pct. Het ziet er niet naar uit dat dit de eerstkomende jaren gaat veranderen.

Het is een oude wetmatigheid die zich opnieuw bevestigt. De desinflatie of deflatie leidt tot een belangrijke transfer van rijkdom van de productieve krachten in onze samenleving naar de bezitters van financiële activa. En inderdaad, het aandeel van de inkomens uit vermogen is in het totale beschikbare inkomen van de particulieren toegenomen van 15 pct. in 1980 tot reeds 22 pct. vandaag. Dit zijn cijfers van de Nationale Bank. Deze laatste vaststelling pleit voor een ingreep die een reële inspanning vergt, maar die tegelijk doordacht en overlegd is. Een reële inspanning vragen, mijnheer de minister, dat zal u niet doen. U bedriegt daarmee, niet alleen de publieke opinie, maar ook de toekomstige ministers van Begroting en van Financiën die de rekening zullen mogen betalen.

U rekent erop uw verantwoordelijkheid ten aanzien van de financiële sector te kunnen ontlopen omdat de overheidsfinanciën met of zonder spaarplannen de gunstige invloed zullen ondergaan van de markante opklaring van het economisch en monetair klimaat. Zowel aan de uitgaven- als aan de inkomstenzijde tekent zich een verbetering af die op middellange termijn het mechanisme van de autonome schuldenaam afremt bij ongewijzigd beleid.

De Vlaamse socialisten veroordelen zulk beleid als onwaardig. Het bedriegt de bevolking. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, permettez-moi, tout d'abord, devant les attaques dont notre assemblée est l'objet de me réjouir de voir que le Sénat fut saisi le premier du projet de loi portant des dispositions fiscales, et qu'il examine aujourd'hui le budget de 1986, qu'il veuille en ce moment à traiter de façon efficace, sereine et, j'espère, rapide. Mais il faudra attendre, pour utiliser ce dernier terme, la séance de demain soir.

En effet, notre travail sérieux se déroulant dans un climat constructif, caractéristique de notre assemblée, est le meilleur démenti que nous puissions infliger à d'aucuns qui, ailleurs, voudraient, prenant leur désir pour des réalités, dessaisir le Sénat de ses compétences budgétaires.

Sans nier la nécessité de certaines réformes, ses compétences sont, à l'heure actuelle, parfaitement identiques à celles de la deuxième assemblée, comme en témoigne, par ailleurs, l'alternance dans le traitement des budgets des différents ministères.

Monsieur le Président, d'aucuns ont laissé entendre que le groupe réformateur libéral aurait préféré que ces budgets des Voies et Moyens et de la Dette publique de 1986 ne soient pas votés avant les vacances, et ce avec l'argument qu'il s'agirait de mauvais budgets, n'incorporant pas les économies indispensables dans la voie du redressement programmé pour 1987.

Or, non seulement le groupe réformateur libéral votera ce budget, mais il le votera avec beaucoup de satisfaction, comme j'aurai l'honneur de le démontrer, malgré le dépôt tardif et l'absence du budget de 1987 que nous aurions voulu voir traiter en même temps.

En effet, ce budget s'inscrit dans la stratégie d'ensemble du gouvernement qui, s'il persévère dans la voie qu'il s'est tracée — et si le Parlement lui fait confiance pour toute la législature —, aura, à l'issue de celle-ci, redressé le pays dans tous les domaines auxquels il se sera attelé. La Belgique de 1989 sera un pays plus moderne, plus dynamique et plus efficace, renouant avec la tradition qui était la sienne jusqu'au début des sombres années 70.

Après avoir rétabli sous Martens V, au cours de la période allant de 1981 à 1985, les grands équilibres économiques, tels que la compétitivité des entreprises, le rééquilibre des prix, des salaires et de la balance des paiements, après avoir obtenu la confiance des épargnants et des investisseurs, et ce, nous le pensons, de façon durable, le gouvernement s'attelle à présent à deux autres problèmes fondamentaux de notre pays, le rétablissement des finances publiques et l'amélioration de l'emploi qui seront les grands thèmes de son action des toutes prochaines années.

Le budget de 1986 est, dans cette optique, un jalon fondamental, comme j'aurai l'occasion de le démontrer. Même si Martens V avait déjà réussi à maîtriser à moins d'un demi-pour cent près, dans l'ensemble, les dépenses budgétaires du gouvernement, à l'exception de certains départements ministériels comme l'Éducation nationale, mais n'avait pu

éviter les déconvenues du côté des recettes affectées par des facteurs étrangers à l'économie belge, le budget de 1986, lui, vise à améliorer encore cette maîtrise des finances publiques par un effort conjugué d'économies et d'amélioration des techniques budgétaires. C'est ainsi que les exposés présentés par le ministre du Budget témoignent que le gouvernement a sérieusement renforcé le contrôle des dépenses par la limitation des transferts et des dépassements des crédits budgétaires et par un meilleur contrôle des opérations de trésorerie, une surveillance conjointe des deux ministres des Finances et du Budget, d'éventuels soldes débiteurs dans les départements ministériels, et également par l'établissement d'un budget « bridé » qui ne doit rien à des ficelles ou à des artifices et qui incorpore tout ce qui doit y être incorporé en matière de dépenses.

Par ailleurs, le budget de 1986 est déjà marqué par les premières étapes du plan de Val-Duchesse et permet, par conséquent, de bien augurer la réussite de celui-ci.

Rappelons qu'il s'agit de faire un effort d'économie considérable, mais non insupportable qu'on peut synthétiser sous la forme de la réduction du solde net à financer, puisque, venant d'un déficit budgétaire du pouvoir central qui a fluctué entre 1982 et 1986 entre 11,4 et 13,2 p.c. du PNB, l'objectif consiste à réduire ce déficit, en 1987, à 8 p.c. et, en 1989, à 7 p.c. du PNB. Cette opération n'est pourtant, comparativement, pas satisfaisante — n'hésitons pas à le dire — puisqu'elle nous situera encore sensiblement au-dessus de la moyenne européenne actuelle de 5,5 p.c. qui sera vraisemblablement beaucoup plus faible à ce moment.

Mais l'opération aura pour effet d'arrêter l'effet « boule de neige » qui se produit chaque année, en raison de ce que le solde net à financer de l'Etat dépasse la croissance nominale du produit national brut. Aussi longtemps que le montant de l'intérêt à payer par l'Etat est plus élevé que la croissance nominale du PNB, la dette publique du passé alimentera le déficit public du présent et de l'avenir. Ce n'est qu'avec un solde net à financer de 4 p.c. qu'on peut espérer vaincre le cercle infernal qui, année après année, engendre la croissance explosive de notre dette, parce que la croissance nominale du PNB sera à ce moment inférieure aux montants des intérêts et inférieure au déficit de l'Etat.

Ne crions pas non plus au miracle, car des pays dont nous critiquons, à l'heure actuelle, la politique financière et budgétaire, comme les Etats-Unis, n'ont pas un solde net à financer supérieur à ces 4 p.c. La France et l'Allemagne ont des chiffres inférieurs à 3 p.c. dès à présent.

Nous voterons aussi ce budget, parce que le gouvernement a strictement respecté ses engagements dans le blocage de la pression fiscale et parafiscale, parce que l'action déjà entamée comporte la réforme de mécanismes structurels de dépenses dont les effets seront durables, parce que, enfin, nous estimons que le Parlement doit adopter le budget après la longue indécision qui a précédé et après ce septième mois de l'exercice 1986. Il s'impose de refuser de céder à ceux qui nous pressaient de reporter ce vote en octobre.

Trouvons-nous pour autant ce budget hautement satisfaisant? Certainement pas.

En effet, la pression fiscale et parafiscale reste absolument excessive, 46,2 p.c. en 1986, ce qui la situe à un palier maximum de l'histoire économique de notre pays, puisque, de 1981 à 1985, au cours des cinq dernières années, la pression fiscale avait fluctué de 43,4 à 46 p.c. Si l'on y ajoute le solde net à financer, l'ensemble des pouvoirs publics s'attribue près de 60 p.c. du PNB contre 48 p.c. à peine pour l'ensemble des pays européens. C'est dire que les économies qui ont été décidées à Val-Duchesse ne sont, en aucune façon, excessives et ne devraient certes pas être considérées comme un maximum, mais bien comme un minimum essentiel si le gouvernement veut conserver sa crédibilité.

Les comparaisons internationales révèlent d'ailleurs un certain nombre de phénomènes intéressants en ce qui concerne les composantes de la dépense publique. Ce ne sont pas les investissements publics qui sont cause des excès, puisqu'ils sont inférieurs à ceux des autres pays de la Communauté européenne — 2,3 p.c. au lieu de 2,7 p.c. —, mais bien les autres postes de dépense. Dans la mesure la plus faible, c'est la consommation publique composée de la masse des traitements des agents des services publics, notamment, qui représentent en Belgique 16,7 p.c. au lieu de 16,4 p.c. pour les pays de la Communauté. Les agents des services publics sont proportionnellement plus nombreux que dans d'autres pays, mais leurs revenus bruts et, à fortiori, leurs revenus nets sont moindres que la moyenne des pays européens.

Deux autres postes sont responsables du dépassement majeur que nous enregistrons par rapport aux autres pays de la CEE : les transferts et les charges d'intérêt.

En ce qui concerne les transferts, l'Etat belge transfère 5,1 p.c. du PNB de plus que la moyenne des pays de la CEE — 29,6 p.c. au lieu de 24,5 p.c. — : subventions à la sécurité sociale, aux soins de santé, aux entreprises publiques, notamment dans le domaine des communications, aux secteurs nationaux et aux entreprises privées qui émanent à des subventions diverses.

Enfin, les charges brutes d'intérêt sont de 6 p.c. plus élevées que les 5 p.c. qui forment la moyenne de la CEE.

M. de Wasseige. — Voilà !

M. Hatry. — C'est le fruit d'un endettement cumulatif aggravé par le manque de confiance des prêteurs à l'égard de notre monnaie et la volonté d'assainissement des gouvernements précédents.

Dans la place occupée par les transferts en 1985, il convient d'ailleurs de remarquer que ceux-ci représentent aujourd'hui 28,1 p.c. du PNB au lieu de 26 p.c. en 1979 et les charges d'intérêts nettes 8,25 p.c. au lieu de 3,6 p.c., ce qui témoigne éloquentement de la progression de notre dette.

En ce qui concerne la gestion de la dette publique, le groupe PRL trouve un autre motif de satisfaction dans la constatation qu'elle semble être, pour la première fois, véritablement gérée et que cette gestion n'est plus laissée au hasard et aux circonstances, comme on en avait fréquemment l'impression dans le passé. En témoignent le refus d'emprunter à des conditions paraissant au ministre des Finances excessives par rapport aux données du marché, l'introduction de formules d'emprunts plus originales et audacieuses et, à la Trésorerie, l'attribution de responsabilités à des économistes formés aux méthodes modernes de financement international. Tout cela indique, me semble-t-il, une amélioration de l'approche du problème, par rapport à un passé récent.

L'endettement des pouvoirs publics et le problème des finances publiques, en général, a connu, dans la doctrine, trois stades.

La doctrine classique, qu'on qualifiait encore récemment d'orthodoxe, consistait à utiliser les emprunts exclusivement à des tâches productives consistant en investissements durables susceptibles d'être amortis pendant la durée de vie des emprunts contractés. Ceux-ci étaient remboursés à terme. L'endettement de l'Etat devait rester à l'image de celui d'un ménage, soit limité aux biens durables et ne devant pas servir à payer les déficits du fonctionnement de l'Etat.

Cette conception classique a reçu un rude coup durant la crise de 1929 à 1939. Le caractère neutre de la politique monétaire et budgétaire a été de plus en plus contesté avec la découverte des miracles que permettait de réaliser le keynésianisme : la monnaie et le budget cessaient d'être neutres en matière de politique économique, mais devenaient un puissant instrument d'intervention économique de l'Etat.

Cette nouvelle conception des finances publiques est apparue comme universellement valable en tant que solution dans la lutte contre le chômage et la dépression économique. La déclaration des économistes des années 50, voire 60, « nous sommes tous des keynésiens », est le reflet du concept économique de toute une époque qui ne s'est terminée qu'au début des années 70 avec la crise. Ce n'est qu'à ce moment qu'on s'est rendu compte que le keynésianisme correspondait bien à une solution pour une période donnée et pour certain nombre de pays, mais ne représentait pas un concept valable de façon permanente et universelle.

L'accumulation de déficits publics, le *deficit spending*, accompagnée d'une aggravation du chômage et d'une inflation majeure, a fait changer fondamentalement les concepts depuis une dizaine d'années.

D'autres modes de pensée occupent l'avant-plan aujourd'hui. Les monétaristes règnent aux Etats-Unis dans le système monétaire fédéral. Aux Etats-Unis, mais aussi en Allemagne — à la *Bundesbank* — et en Grande-Bretagne, les économistes de l'offre, qui basent les perspectives de progrès économique et de croissance sur la rentabilité de l'entreprise et le niveau des rémunérations, avec comme instrument de politique économique, la diminution des charges fiscales ou parafiscales, occupent des positions importantes.

Enfin, le keynésianisme reste présent en tant que mode de pensée, attachant la plus grande importance à l'action de la demande et non plus de l'offre, pour lutter contre la déflation et la crise.

Il ne m'appartient pas de trancher à quel mode de pensée les membres du gouvernement se rattachent. Je considère qu'ils sont avant tout des pragmatiques. Ce n'est d'ailleurs pas ce qui compte ici, mais bien un fait : un déficit public de 13 p.c. du PNB — 16 p.c. pour tous les pouvoirs publics — en 1986 et une dette publique déjà actuellement supérieure de

10 p.c. au PNB et qui augmente encore, ne permettent plus aucun degré d'autonomie à une politique gouvernementale, quelle qu'elle soit et quel que soit le mode de pensée qui l'inspire. Quelles que soient les conceptions de nos dirigeants, qu'ils soient keynésiens ou partisans de la relance par la demande ou de l'économie de l'offre ou des thèses monétaristes, rien n'est possible aussi longtemps que le carcan du déficit et de la dette ne permet plus de pratiquer une politique autonome et volontariste, dans aucun domaine.

Dans le contexte actuel, il n'est possible ni de diminuer les impôts — ce que nous souhaitons —, ni de relancer la demande intérieure — ce que nous souhaitons également —, ni de contrôler, de façon autonome, la masse monétaire: le gouvernement ne dispose d'aucun degré de liberté financière et il doit sortir de ce dilemme.

J'en viens à l'opération de conversion d'une partie de cette dette, dont on a parlé relativement peu en commission et à la tribune, et pour cause.

Le gouvernement souhaite procéder à une conversion et à une consolidation de la dette publique pouvant réduire les charges «en rendant la participation à ces opérations acceptable ou attrayante par l'immunisation de gains spécifiques». «L'impôt et la pression fiscale ne peuvent, en aucun cas, être augmentés.» Enfin, «l'allègement des charges financières de la dette publique se fera en respectant les mécanismes des marchés financiers et s'opérera de manière librement consentie».

Ces termes sont repris textuellement dans le projet de loi portant des dispositions fiscales, pour lequel j'ai eu l'honneur d'être le rapporteur de votre commission des Finances. Ces termes sont bien le reflet de la situation d'un pays qui ne saurait agir avec superbe et autorité en la matière, mais qui doit, bien sûr, négocier.

Pendant de nombreuses années, disons-le franchement, l'Etat belge devra encore emprunter de l'ordre de 800 milliards par an, dont grosso-modo la moitié pour rembourser des dettes arrivant à échéance et l'autre moitié, pour servir les intérêts de la dette accumulée. Soyons-en conscients. Dans ces conditions, s'il est un avantage que l'Etat belge ne peut, en aucun cas, perdre, c'est bien la confiance de ses prêteurs qui ont notamment, sur le marché américain, donné à nos emprunts le critère du triple A.

Les risques sont pourtant considérables: qu'on se souvienne d'ailleurs de ce que, lors de la négociation de l'emprunt qui devait voir le jour au mois de mai 1986, le ministre des Finances se trouvait confronté avec les effets des rumeurs qui entouraient l'intention du gouvernement de restructurer sa dette, non encore coulée en forme de loi. Du coup, le taux brut de cet emprunt a flambé vers 8,25 p.c. alors que, il y a un peu plus d'un mois, la Banque européenne d'investissement réussissait à placer, sur le marché belge, un emprunt à 7,25 p.c.

Pour réussir l'opération et éviter que les avatars de la dette belge risquent de nous faire considérer comme certains pays latino-américains par les prêteurs internationaux, il faut tenir compte de la diversité considérable des détenteurs de la dette qui sont, bien entendu, des intermédiaires financiers — on en a beaucoup parlé — belges ou étrangers, mais aussi des placeurs institutionnels belges, des prêteurs étrangers, des particuliers, etc.

Le régime fiscal de tous ces groupes est, de toute évidence, très différent de cas en cas et le caractère volontaire de la conversion et de la consolidation implique que le gouvernement prenne en considération les différentes situations, ce qui est particulièrement délicat. Le gouvernement ne dispose d'ailleurs, tout au moins sur le plan belge, d'aucun précédent significatif récent, puisque les dernières opérations de conversion remontent à 1935.

La consolidation récente, pour des montants non négligeables de certificats à court terme en obligations et en certificats à moyen terme, n'est d'ailleurs pas en soi — d'autres orateurs l'ont souligné — une opération heureuse puisqu'elle s'est faite sur la base de taux élevés à un moment où ceux-ci déclinaient fortement. Il convient, par conséquent, de ne pas voir uniquement l'avantage à court terme mais, bien sûr, l'ensemble du problème, et je suis certain que le gouvernement le fera.

Des formules à l'emporte-pièce et assez naïves, selon lesquelles il ne serait pas nécessairement indispensable d'agir de façon volontaire et conforme au marché, ne tiennent pas compte des réalités. Il suffit parfois de peu de choses pour déclencher une fuite des capitaux. De plus, la discussion l'a révélé, ce n'est pas dans le secteur des intermédiaires financiers, dont les profits bruts avant impôts s'élèvent à une trentaine

de milliards, et nets, après impôts, à 17 milliards, qu'on peut récupérer les 30 milliards espérés par le gouvernement.

Souvenons-nous aussi que, dans la mesure où des assureurs et des banquiers sont détenteurs de fonds publics, 98 p.c. des passifs, contrepartie de ces fonds publics, sont des fonds de tiers déposants, épargnants ou assurés, qui sont, eux, les véritables détenteurs de cette dette et qui paieraient, eux aussi, les pots cassés d'une opération mal réussie.

Il serait illusoire de croire qu'on peut établir, même à court terme, une disparité entre les intérêts débiteurs et les intérêts créditeurs de telles institutions; l'écart entre les deux est affecté, dans des secteurs comme ceux dont nous parlons et qui ne sont certes pas entièrement automatisés — à 80 p.c. — à des charges sociales et de personnel.

Enfin, une grave erreur consisterait à sacrifier l'avenir au présent. La politique budgétaire critiquable du passé a consisté, pendant de nombreuses années, à repousser systématiquement les charges vers l'avenir, en comblant par l'emprunt un écart excessif entre recettes et dépenses.

Les 30 milliards d'économies que veut réaliser le gouvernement sur les charges d'intérêts de la dette publique ne peuvent le dispenser en aucune façon de son effort d'équilibre budgétaire. La conversion ou la consolidation n'est pas une solution; elle n'est qu'une mesure d'accompagnement, dont d'ailleurs l'impact devrait être strictement limité par rapport aux économies structurelles qui forment l'essentiel du plan de Val-Duchesse.

Plutôt que de relâcher son effort, si l'opération de consolidation et de conversion que est une réussite — et elle doit l'être —, elle devrait être un stimulant pour un assainissement supplémentaire structurel pour l'avenir.

Je dirai un mot également de l'épargne-pension, notion dont on nous rebat les oreilles depuis près de deux ans, et ce malgré l'imprécision de cette notion. Il suffit de se rendre compte que, pour les uns, à savoir, la communauté financière, cette épargne-pension est appelée de tous les vœux, puisqu'elle servirait de relais aux arrêts n^{os} 15 et 150 qui ont permis l'opération Monory-De Clercq; la communauté financière juge ce relais indispensable pour éviter une désaffection vis-à-vis du capital à risque, suite à l'expiration de l'opération I au 31 décembre 1985.

Pour d'autres, au contraire — et les travaux de votre commission des Finances dans le contexte de la loi portant des dispositions fiscales en témoignent —, l'épargne-pension a été considérée comme une véritable menace sur les pensions légales et a même été critiquée par les tenants de la pension de groupe, trop faible en Belgique à l'heure actuelle.

Pourtant les tenants de la pension légale et même ceux des assurances-groupe ne devraient pas avoir beaucoup d'inquiétudes, puisque l'exposé des motifs du projet annonce que le gouvernement n'envisage pas de consacrer plus de 1,2 milliard à ce régime en 1986 — pour l'exercice d'imposition 1987 —, par rapport au montant de 15 milliards que comportait, bon an, mal an, l'opération Monory-De Clercq. C'est dire que si cette troisième «colonne» devait supporter le fardeau des pensions, elle serait bien rachitique et ne résisterait pas longtemps à la pression du poids des pensions. On peut espérer néanmoins que le 1,2 milliard ne représente qu'un début et que, progressivement, le montant pourra être augmenté pour atteindre un niveau qui présente une certaine signification.

Dans un contexte moins axé sur les pensions que sur le capital à risque et dont le but serait, en fait, la constitution d'une certaine somme mise en réserve, «une poire pour la soif» comme le disait le ministre des Finances, il convient d'utiliser un système aussi souple, simple et compréhensible que possible, englobant, par exemple, une possibilité d'investissements immobiliers autant que mobiliers et donnant également le choix à ceux qui désirent se prévaloir du système, d'englober aussi ce qui a été appelé le Monory bis, à savoir la possibilité pour les employés, ouvriers et cadres, de participer au capital de leur entreprise.

De nombreux avantages seront retirés de l'opération. Elle se justifie d'autant plus que les problèmes fondamentaux du capital à risque et de la rentabilité des entreprises ne sont pas définitivement résolus; que la confiance en la Bourse n'est pas définitivement rétablie; qu'un relais doit être trouvé pour les épargnants belges ayant utilisé les arrêts n^{os} 15 et 150 — et cela représente des centaines de milliers d'épargnants; qu'il faut éviter que l'Etat prenne, avec ses emprunts, un poids démesuré dans le marché financier belge.

Il convient en tout cas de se réjouir de la mise en œuvre du système, significatif quant à ses montants, clair et compréhensible quant à ses avantages, qui devrait absolument voir le jour avant la fin de l'année.

Il conviendrait également que, pour éviter la critique du *stop and go* si caractéristique de la politique économique et financière belge, le texte qui sera adopté par le gouvernement permette de voir une progression des sommes qui peuvent être utilisées dans ce cadre, au cours des années à venir. Le montant de départ est, en effet, tellement minime qu'il frise le négligeable si l'on se fonde sur le montant que veut y affecter le gouvernement.

La problématique des droits de succession en Région bruxelloise a, tant au Sénat qu'à la Chambre, retenu l'attention, notamment suite à des amendements qui ont été déposés. Les débats ont permis heureusement d'éclaircir la portée des engagements qui ont été pris à ce sujet.

Les déclarations qui ont été faites font apparaître que les conditions mises par le gouvernement à la libération des droits de succession sont strictement celles qui sont prévues dans la déclaration gouvernementale, à savoir, un assainissement financier des communes bruxelloises et la restructuration de certaines activités à un niveau qui dépasse les frontières communales.

C'est avec satisfaction que le groupe PRL note à ce sujet que le ministre du budget est d'accord sur ce que ses collègues des Réformes institutionnelles ont déclaré en commission de la Chambre.

Il a déjà été stipulé dans l'exposé général, en page 122, que le revenu des droits de succession est dû à la Région bruxelloise à partir de 1986. Il sera libéré dès que les conditions relatives aux plans d'assainissement et de restructuration seront remplies. Ce n'est que dans le cas où il n'y aurait pas de consensus au sein de l'Exécutif bruxellois que le gouvernement se prononcerait sur ce problème. Quant à l'inscription des droits de succession dans le budget, il attend la proposition du ministre de l'Exécutif bruxellois pour la soumettre à un examen technique.

Si les conditions étaient remplies en 1986, la libération ferait l'objet d'une délibération immédiate du Conseil des ministres. Le groupe PRL note également avec satisfaction que, dans la mesure où l'accomplissement de l'opération ne sera pas achevée et peut-être même pas entamée en 1986, le montant sera intégralement reporté et pourra être liquidé en 1987, si les conditions requises sont réunies. C'est dans cette optique que le groupe PRL ne croit pas approprié d'approuver notamment les amendements qui ont été introduits sur ce point.

M. Dehousse. — Vous êtes en train de vous satisfaire à nouveau d'un «délai raisonnable», pour reprendre la terminologie du Conseil d'Etat!

M. Hatry. — Pas du tout. Je constate simplement que, sous la législature précédente, le budget bruxellois a été augmenté de 80 p.c. Il le sera encore, sous la présente législature, du montant des droits de succession, nous en sommes persuadés, si les conditions posées et négociées lors de la formation du gouvernement sont réunies.

M. Dehousse. — Ces conditions ne sont pas celles que vous avez rappelées, vous le savez bien.

M. Hatry. — Les conditions seront celles qui ont été négociées. Il n'y en a pas d'autres. Cela correspond d'ailleurs aux déclarations faites à la Chambre et au Sénat.

M. de Wasseige. — Le gouvernement n'a jamais répondu sur ce point.

M. Hatry. — Je ne suis pas le représentant du gouvernement.

M. Dehousse. — Vous parlez au nom du groupe libéral, qui se satisfait de peu.

M. Hatry. — Nous accordons notre confiance au gouvernement et les déclarations qui ont été faites nous paraissent mériter cette confiance.

Martens VI doit avoir en vue pour l'avenir de garder les acquis de Martens V et de réaliser ses propres promesses. Le budget de 1986, le plan de Val-Duchesse en sont les garants, de même que le programme de résorption du chômage, notamment des jeunes, dont on n'a pas assez parlé.

D'autres échéances se profilent à l'horizon, qui pourront être réglées aussi si le gouvernement reste fort et uni. Il s'agit des accords interprofessionnels et sectoriels de la fin de l'année 1986, qui ne peuvent mettre en

danger la compétitivité. Ils peuvent néanmoins donner aux interlocuteurs sociaux un certain degré de liberté dont ils ont été privés depuis 1982. Il n'est pas concevable, dans un concept d'économie de marché, que la négociation sociale ne puisse pas bénéficier d'un minimum de liberté, même si cette liberté doit être surveillée.

Des négociations sociales réalistes, qui tiennent compte du modeste redressement conjoncturel qu'on a constaté dans certaines entreprises, doivent permettre à l'économie belge de confirmer la citation d'Helmut Schmidt selon laquelle les profits d'aujourd'hui constituent les investissements de demain et les emplois d'après-demain.

A ce sujet, j'aimerais signaler qu'au moins dans les dix-neuf communes bruxelloises, j'ai eu le plaisir de constater qu'en 1985, les investissements étrangers signalés à la Région ont représenté 21 milliards en 1985 contre 6 milliards en 1983. Cette évolution mérite d'être notée.

Martens VI n'est pas qu'un gouvernement comptable, même si savoir compter est une qualité précieuse, bien rare en politique, qu'il faut lui reconnaître. Il doit s'atteler à de nouvelles tâches, notamment celle d'une modification du fonctionnement de l'Etat belge, et plus généralement des administrations publiques de ce pays.

Je ne vise pas une nouvelle réforme fondamentale de la régionalisation ou de la communautarisation, mais bien le rôle de l'Etat belge comme employeur d'environ un quart de la population active du pays. Mais c'est malheureusement un employeur dont on a tendance à dire qu'il ne respecte pas ses collaborateurs et qu'il n'en est pas respecté.

Ce n'est pas faire injure à l'administration que de signaler qu'une proportion limitée des fonctionnaires — et ce sont toujours les mêmes — effectue la plus grande partie du travail que réalisent les administrations. Nous avons plus de fonctionnaires que les Pays-Bas, qui ont pourtant une population de près de 50 p.c. supérieure à la nôtre.

De 1971 à 1981, le nombre d'agents des administrations publiques, au sens large, a augmenté de 40 p.c., passant de 600 000 à 850 000 unités. Pourtant, personne n'osera dire que le pays et ses communautés, locales ou régionales, ou les corps spéciaux, comme l'enseignement, sont mieux gérés et plus au service du public aujourd'hui qu'ils ne l'étaient il y a quinze ans.

C'est vraiment dire que le problème n'est pas un problème quantitatif, mais un problème qualitatif qu'avec les méthodes actuelles, l'Etat ne semble pas être à même de maîtriser.

Il convient de renverser les priorités: non plus d'avoir davantage de fonctionnaires, mais essentiellement de meilleurs fonctionnaires en plus petit nombre, et de mieux rémunérer ceux qui portent réellement le fardeau de la gestion des communautés publiques. C'est devenu une tâche essentielle de tout gouvernement.

Je souhaite à ce sujet évoquer un problème particulièrement grave dans la gestion des pouvoirs publics. La population a supporté avec un stoïcisme tout à fait remarquable les interruptions de travail, effectuées à de nombreuses reprises, et, en particulier, dans certaines villes comme Bruxelles, Liège et Charleroi durant des semaines entières. Les conséquences pour les activités économiques qui dépendent des services publics ont été dramatiques: le petit commerce des centres urbains, le secteur de la distribution, le commerce extérieur, principalement dans le cas des PME, ont été lourdement affectés.

Il apparaît clairement que le gouvernement est légalement, juridiquement et administrativement désarmé face à ce phénomène néfaste des grèves politiques. Aucune mesure n'a été prise pour remédier activement à cette situation, notamment dans le domaine des transports urbains, élément essentiel du service public.

L'absence d'autorité sur le personnel de l'Etat constitue un dérapage auquel il faut porter remède si l'on veut encore qu'un gouvernement jouisse de l'autorité requise pour maîtriser lui-même ses dépenses de personnel, qui sont les dépenses de tous les citoyens. De plus, les travailleurs opérant dans les services publics sont convaincus qu'ils font la grève pour défendre ceux-ci, alors qu'ils sont en réalité responsables, du fait de ces grèves, d'une désaffection croissante à l'égard de ces services publics qu'ils souhaitent défendre.

Dans ce domaine aussi, le gouvernement devra, avec souplesse mais avec fermeté, trouver des solutions qui permettent d'éviter que la Belgique remonte, comme ce fut malheureusement le cas dans le passé, au deuxième rang européen, après l'Italie et la France, des pays frappés par des grèves.

J'en arrive à ma conclusion.

Le budget de 1986 est une étape importante dans le redressement du pays. Sa réalisation intégrale ainsi que celle du plan de Val-Duchesse et du budget 1987 devront se concrétiser par le retour non pas à l'équilibre budgétaire, mais à une situation moins dramatique et couronneront cette partie de l'activité du gouvernement. Mais Martens VI ne réussira sa tâche que s'il poursuit l'effort d'économie requis après 1987 et s'attelle en même temps aux autres problèmes que j'ai évoqués dans mon intervention.

C'est sur la base de cette constatation que le groupe réformateur libéral votera le budget, et il est particulièrement heureux de pouvoir le faire avant les vacances d'été. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

M. de Wasseige. — M. Hatry est bien meilleur quand il est ministre. Il est le seul à avoir fait voter, en quatre mois, une loi sur la fraude fiscale.

M. le Président. — La parole est à M. Lafosse.

M. Lafosse. — Monsieur le Président, à lire le projet de budget 1986, on est de plus en plus convaincu que, dans ce pays, on fait de la politique budgétaire pour faire de la politique budgétaire et qu'on a complètement oublié que celle-ci ne devrait être que le support d'une véritable politique économique, sociale et industrielle.

En effet, plusieurs objectifs plus ou moins bien chiffrés nous sont présentés, qu'il s'agisse de ce sacro-saint solde net à financer, du montant de la dette publique, pour n'en citer que deux, comme si ces cibles à atteindre constituaient en elles-mêmes des objectifs.

Certes, je ne nie pas l'importance du délabrement de nos finances publiques et qu'il faille donc y remédier de la manière la plus efficace possible, mais je dois bien constater que cet état de fait vous est largement imputable, messieurs les ministres.

En effet, votre accord de gouvernement de 1981 prévoyait un déficit de 332 milliards pour 1985; or, en réalité, celui-ci a atteint 571 milliards, soit près de 240 milliards de plus.

Votre plan d'austérité de mars 1984 prévoyait un déficit de 358 milliards de francs pour 1987, soit 7 p.c. du PNB. Or, vous reconnaissez aujourd'hui qu'en 1987, à politique inchangée, le déficit s'élèvera à 624 milliards de francs, soit 266 milliards de plus.

Le gouvernement avait prédit en 1982 que le solde net à financer serait ramené à 6,9 p.c. du PNB en 1985. Aujourd'hui, il atteint toujours 11,5 p.c. et vous annoncez un solde de 7 p.c. pour 1989!

Vous avez donc imaginé le plan de Val-Duchesse et ses mesures d'austérité, de régression, d'injustice. Pourtant, selon une étude de l'Université de l'Etat de Mons il appert — et M. Hatry en a parlé voici quelques instants — que si l'on consolidait tous les emprunts de l'Etat en francs belges, c'est-à-dire 2 338 milliards sur les 5 000 milliards que représente la totalité de la dette publique, en ramenant le taux d'intérêt à 7 p.c., ce serait quelque 100 milliards que votre gouvernement pourrait récupérer.

En d'autres termes, toutes les économies drastiques demandées à la population, en particulier au secteur de l'enseignement, auraient pu être adoucies de manière à permettre à ceux qui vivent de leur travail de poursuivre une existence digne.

C'est qu'à force de faire de la politique budgétaire pour faire de la politique budgétaire — c'est-à-dire, selon vous, pratiquer uniquement une politique d'austérité —, vous ne parvenez pas à maîtriser et encore moins à assainir nos finances publiques.

A force d'avoir l'œil perpétuellement rivé sur le solde net à financer, celui-ci est devenu le seul critère qui guide vos décisions en matière budgétaire et vous en venez tout naturellement à ne plus voir l'enjeu primordial, qui est de doter le pays d'une véritable politique économique de relance et de reconversion.

S'il importe effectivement d'assainir nos finances publiques, ceci ne doit pas se faire au détriment de la croissance, mais cette contrainte suppose que vous ayez une politique industrielle et une politique de l'emploi. Or, ces deux aspects sont tout à fait relégués aux oubliettes par votre gouvernement. J'y reviendrai à la fin de mon intervention.

Vous vous êtes donc enfermés progressivement dans une politique d'austérité dont les effets déflationnistes ne vous apparaissent pas encore clairement. Quand allez-vous donc comprendre les effets pernicieux des recettes néo-libérales que vous soufflent vos partenaires gouvernementaux?

En ce qui concerne le budget 1986 qui nous est enfin proposé — en passant, je me pose la question de savoir quelle serait la réaction des pouvoirs de tutelle si les conseils municipaux présentaient leur budget 1986 en juillet de la même année —, vous commettez à nouveau la même erreur en sous-estimant les effets déflationnistes des mesures de Val-Duchesse sur les recettes escomptées. En effet, vos calculs ne tiennent pas compte, par exemple, des effets négatifs suivants.

La baisse de la consommation et des investissements, tant publics que privés, ne peut que provoquer un ralentissement de l'activité économique. Ainsi, par exemple, lorsque vous évaluez à 3,4 milliards pour le dernier semestre 1986 le produit de relèvement de la TVA dans le secteur de la construction, vous sous-estimez le découragement qu'une telle mesure entraînera au niveau de la demande.

L'accroissement du chômage, confirmé par les études du Bureau du Plan, lui aussi, provoque une baisse considérable des recettes fiscales et parafiscales.

Les mesures en matière sociale résultant de Val-Duchesse iront inévitablement dans le même sens.

M. Leemans reprend la présidence de l'assemblée

Enfin, la Charte du contribuable et la mise sous l'éteignoir de l'ISI qui l'accompagne, tout en restaurant la liberté de frauder pour les plus nantis, ne manquera pas de réduire également les recettes escomptées.

La seule évaluation des données disponibles pour les cinq premiers mois de 1986 devrait cependant vous inciter à davantage de prudence dans vos estimations puisque vous prévoyez une hausse des recettes de 5 p.c. alors que celles-ci n'ont à peine augmenté que de 3 p.c. et ce avant Val-Duchesse, bien entendu. Un nouveau dérapage est donc déjà bien amorcé.

Cependant, pour tenter de parvenir à vos fins, vous n'avez pas manqué de subterfuges. Ainsi, vous avez progressivement reporté sur les pouvoirs décentralisés une grande partie des économies que vous ne vouliez ou ne pouviez réaliser au plan national. Par exemple, la Région wallonne ne dispose plus, pour 1986, que de 26 milliards de francs alors qu'en 1981, ses ressources s'élevaient à 38 milliards.

La décision de lier l'évolution des dotations à celle des dépenses courantes de l'Etat, exception faite des dépenses relatives à la dette publique, est une agression perpétrée contre la Région mais aussi contre les communes. Dès à présent, je prétends que cette perte pèsera lourdement sur un budget wallon déjà misérable.

J'y reviendrai car il sera grevé par d'autres mesures. Comment notre Région wallonne, dont il est indispensable d'accroître les compétences et les moyens, pourra-t-elle survivre?

Au-delà d'un préjudice matériel grave, la décision du gouvernement central revêt une nouvelle et lourde signification: elle porte atteinte aux lois d'août 1980. Pour autant que je puisse le comprendre, le système prévu pour les dotations implique une modification — une de plus! — de la loi du 9 août 1980. Celle-ci, vous le savez, prévoit en son article premier que le financement des Régions et des Communautés est assuré par les dotations, les ristournes ainsi que les moyens non fiscaux propres, une fiscalité propre et des emprunts.

L'article 3 de cette même loi de 1980, quant à lui, adapte l'évolution des dotations au taux de l'indice des prix à la consommation. Il faudra donc modifier cet article.

Cette réduction aura des répercussions néfastes pour les communes, les CPAS. Il paraît évident, en effet, que les Exécutifs régionaux et communautaires, afin de régler leurs propres problèmes budgétaires, limiteront les subsides qu'ils accordaient à ceux-ci dans la mesure où ces subsides sont parmi les seuls postes réellement compressibles au sein de leurs budgets.

Et ce n'est, hélas, pas la seule réduction. Votre budget comporte d'autres mesures ayant des influences tout aussi néfastes sur les finances communales.

Ainsi, le Fonds des communes s'amenuise d'année en année. La réduction prévue en 1986 n'est-elle pas de 370 millions de francs? Les communes ont déjà fourni des efforts considérables pour atteindre l'équilibre budgétaire que vous leur imposez pour 1988. A cet effet, elles ont fortement réduit leur personnel, leurs dépenses, leurs investissements et augmenté leur fiscalité.

Cette réduction du Fonds des communes sape tous ces efforts de redressement financier que villes et communes poursuivaient avec difficulté mais volonté. Comme le précisait déjà M. Henry, vice-président de l'Union des villes et des communes belges, à Namur en juin dernier, «... il n'est pas possible de taxer plus et de servir moins».

Servir moins, voilà le triste résultat de toute votre politique de régression tous azimuts.

Vous placez les pouvoirs locaux devant l'obligation de mettre fin à une série de services qu'ils avaient montés grâce aux circuits parallèles de travail et à d'autres actions sociales novatrices, car le social est, lui aussi, victime des décisions de Val-Duchesse que votre budget concrétise.

Je ne citerai pas ces mesures de Val-Duchesse. Elles sont connues et ont fait l'objet en son temps de larges débats. Néanmoins, elles existent et ont le caractère particulier d'être des mesures à incidence sociale négative entraînant des effets néfastes dont les CPAS devront en contrepartie supporter les frais. Or, le principal pourvoyeur d'argent des CPAS est le Fonds spécial d'aide sociale lui-même alimenté par un prélèvement sur le Fonds des communes!

La réduction de ce dernier entraînera donc automatiquement une diminution de l'aide sociale de plusieurs millions. Les communes wallonnes ont d'ailleurs déjà reçu la circulaire du ministre de tutelle M. Dalem, disant qu'il fallait prévoir pour 1987 93,5 p.c. des dotations initialement prévues pour 1986. Dès lors, comment les CPAS, concilieront-ils les nouvelles restrictions financières limitant leur action et ces nouvelles demandes d'aide que votre politique de régression sociale va nécessairement engendrer?

Le premier subterfuge était donc le transfert de vos charges vers les pouvoirs locaux. Un autre subterfuge consiste à alourdir la pression fiscale et parafiscale, même si ceci va à l'encontre des déclarations gouvernementales successives.

En effet, plus personne ne nie aujourd'hui que les prélèvements obligatoires ont augmenté entre 1981 et 1986. Et la tendance n'est pas prête à s'inverser: les calculs du Bureau du Plan prévoient d'ailleurs que s'il y a réduction du déficit public, celle-ci sera imputable par 20 p.c. à l'augmentation de la pression fiscale et parafiscale. D'ailleurs, le ministre des Finances lui-même n'a-t-il pas reconnu que celle-ci allait augmenter en 1986?

Cela est-il bien conforme aux intentions et déclarations de vos partenaires libéraux?

Etant donné la répétition des dérapages budgétaires depuis 1981, étant donné les informations optimistes que vous n'avez cessé de nous donner depuis 1981, comment voulez-vous qu'on puisse encore vous suivre sur la voie aveugle, injuste et inefficace que vous avez choisie depuis cinq ans?

Le véritable problème de ce pays, messieurs les ministres, n'est pas tant un problème budgétaire; c'est avant tout un problème de nature économique et industrielle et donc d'emplois.

A ce titre, force est de constater, à la lecture du budget 1986, que rien de très concret n'est envisagé pour sortir le pays d'une régression et d'une récession qui ne font que s'aggraver.

En effet, mis à part quelques indicateurs économiques qui sont en fait, davantage influencés par l'environnement international, comme l'inflation, les taux d'intérêt, les prix énergétiques, les résultats demeurent dramatiquement éloignés de vos espérances.

La relance de l'investissement et de l'emploi que vous escomptiez par une politique d'allègement fiscal ne se produit toujours pas.

Certes, vous avez réussi à gonfler artificiellement les bénéfices des entreprises, mais ceux-ci ne se traduisent toujours pas par de nouveaux investissements entraînant la création d'emplois.

Il serait temps, messieurs les ministres, de demander des comptes à vos conseillers au sujet de ces recettes néo-libérales.

Notre structure industrielle demeure vieille par rapport à nos principaux concurrents, nos produits sont de plus en plus périmés sur les marchés extérieurs. Alors que le secteur privé a démontré son incapacité à mettre en œuvre les mutations industrielles qu'impose la crise et alors que l'Etat devrait être à même d'encourager financièrement ces mutations, il n'y a plus de moyens disponibles pour entreprendre une véritable politique industrielle porteuse d'avenir.

A force de cadeaux aveuglés accordés au capital, à force de soutenir à bras-le-corps des industries moribondes, à force d'aider certains secteurs qui n'en n'ont pas besoin, comme le nucléaire par exemple, vous êtes aujourd'hui à court de moyens. C'est ainsi que vous êtes

amenés à sacrifier le FRI et la recherche scientifique, alors que ce sont précisément ces instruments qui peuvent le mieux préparer le tissu industriel nouveau et qu'en ces matières, notre retard par rapport à nos concurrents est exorbitant.

Ce budget 1986 reflète bien le démantèlement progressif des instruments permettant de mener une politique industrielle.

A ces freins dangereux pour l'avenir économique du pays, vous ajoutez des coupes sombres arbitraires dans le programme des investissements publics qui se voit ainsi réduit de quelque 36 p.c.

Messieurs les ministres, quand allez-vous essayer de comprendre que nos difficultés budgétaires ne pourront se résoudre que lorsque le pays aura retrouvé un régime de croissance soutenue, que le budgétaire pour le budgétaire ne peut conduire qu'à l'impasse, que ce dont le pays a le plus besoin, c'est d'une politique économique et sociale volontariste?

Les recettes néo-libérales ont fait leur temps. Puissiez-vous le comprendre avant qu'il soit trop tard! Il y a des générations actuelles, mais davantage encore de l'avenir de nos enfants. (*Applaudissements sur les bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Alvorens deze vergadering te sluiten, zal ik eerst nog het woord geven aan de heer Pataer en vervolgens aan de minister van Financiën.

Daar vele sprekers de opgegeven spreektijd hebben overschreden, hebben wij deze namiddag al één uur vertraging opgelopen. Sommigen beweren dat ik te goed ben. In dit geval is dat zeker geen compliment.

Bien que le règlement prévoit dix minutes de temps de parole, j'accorde néanmoins quinze minutes à chaque orateur.

Au-delà de ce temps, j'utiliserai, lors de la séance de ce soir, les moyens qui sont à ma disposition, à savoir les clignotants.

J'espère toutefois que le sentiment de collégialité l'emportera sur mon autorité.

Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, ik hoop uw goedheid niet op de proef te stellen.

Ik zou het willen hebben over een onderwerp dat weinig of niets te maken heeft met de Rijksmiddelenbegroting 1986, namelijk dat van de ziekenhuizen. Ik bedoel hiermee dat de door de regering besliste ingrepen met besparingseffect pas vanaf 1987 in deze sector hun weerslag zullen vinden. 1987 is echter niet ver meer en wat kunnen we nog voor politiek zinnigs vertellen over een begrotingsjaar dat reeds voor twee derde verleden tijd is?

Ik vind het overigens wel vervelend dat ik voor dit onderwerp betreffende de ziekenhuizen geen aanknopingspunt in het verslag van de commissie voor de Financiën heb gevonden. De ziekenhuizen zijn er op geen enkel moment ter sprake gekomen. Ik kan dat nog begrijpen ook, aangezien de meerderheid in de commissie het niet nodig vond de bevoegde minister uit te nodigen om hem te horen over zijn beleid, in tegenstelling met de Kamer waar minister Dehaene in de bevoegde commissie wel aan de tand werd gevoeld. Er is hier in deze openbare vergadering evenmin een minister van Sociale Zaken, die ook senator is, te bespeuren. Maar, mijnheer de minister van Financiën, ik laat mij niet ontmoedigen. U zult wellicht zo vriendelijk zijn de pertinente opmerkingen, die hier worden geformuleerd, door te seinen naar de Wetstraat 56.

De persconferentie van minister Dehaene begin deze week over de vermindering van het aantal ziekenhuisbedden biedt mij in elk geval een ideale springplank of afstootbalk voor mijn betoog.

Eerst nog een zeer korte historische terugblik. De ziekenhuizen zijn al sinds vele jaren in vele bedjes ziek. Tien jaar geleden reeds werd het rapport gepubliceerd van de koninklijke commissaris Petit over de kostenvermindering in de ziekenhuisverzekering. Hij besteedde toen veel aandacht aan de explosieve groei van het aantal acute ziekenhuisbedden en waarschuwde ervoor dat de uitbreiding van het aantal universitaire ziekenhuisbedden onbetaalbaar zou worden. Ondanks deze becijferde waarschuwing is men gewoon nieuwe ziekenhuisbedden blijven openen naar rata van 1 000 tot 1 500 per jaar. Van 50 000 acute bedden in 1975 is men opgeklommen tot 70 000 in 1982. De oorzaken zijn bekend. Elke universiteit leidde haar belangrijkheid af van het aantal academische ziekenhuisbedden. Steden en gemeenten voerden een onderlinge strijd en het particulier « caritatief » initiatief liet zich zeker niet onbetuigd.

Daar bovenop kwam nog het touwtrekken tussen de regio's. De programmatiecriteria kenden een geduldig papieren bestaan. Met onze

7 400 universitaire bedden slaan wij, naar verluidt, een wereldrecord, namelijk 750 bedden per miljoen inwoners. De huidige minister van Sociale Zaken probeert daar iets aan te doen. Ik moet toegeven dat hij daarin gedeeltelijk geslaagd is, maar dan ook zeer gedeeltelijk. Het aantal bedden in algemene ziekenhuizen is sedert 1982 tot 1985 met 667 eenheden gedaald, dit wil zeggen met 0,96 pct. De vermindering van het aantal uitbetaalde ligdagen met 3 pct. in 1983 en 5 pct. in 1984 heeft alleszins niet geleid tot de verwachte beddenvermindering. Het is geen geheim dat de ziekenhuizen kost wat kost hun beddenbestand willen beschermen. Het voornemen van de minister — en dus van de regering — om in 1987 2 000 bedden te doen verdwijnen « op vrijwillige basis » en met toediening van stimulerende middelen, en om in 1988 nogmaals 4 000 bedden te doen verdwijnen, maar dan « dwangmatig », moet derhalve met een korrel zout worden genomen.

Trouwens, het financiële effect van een beddenvermindering is zeer onzeker. Meestal gaat het om bedden met een geringe bezetting, zodat de vermindering wordt gecompenseerd door een hogere bezetting van de overblijvende bedden. Het aantal gefinancierde ligdagen blijft dan ongeveer stabiel. Bovendien wordt een beddenvermindering doorgaans vertaald in een lager gemiddelde verblijfsduur. De verzorgingsintensieve ligdagen, in het begin van de opname, blijven immers behouden. Dit geldt ook voor de kosten. Dat betekent dat uiteindelijk een beddenvermindering resulteert in een opwaartse druk op de ligdagprijzen.

In het koninklijk besluit nr. 407, waarover de minister een mooie, glanzende en gratis brochure heeft uitgegeven, konden wij dan ook lezen dat « in geval van beddenvermindering een bijzonder bedrag kan worden voorzien om de werking te verbeteren ». Als er dan toch financiële effecten komen, zullen ze voor het grootste deel het gevolg van het verminderd of te verminderen personeelsbestand. Voor één bed is immers ongeveer gemiddeld één personeelslid beschikbaar. Hier knijpt het sociale schoentje het meest. Ik kom daar zo dadelijk op terug.

Naar besparingen toe moet ook dit effect trouwens worden gerelativeerd, vermits werkloos ziekenhuispersoneel naar de RVA wordt doorgestuurd, terwijl het netto financieel resultaat van een beddenvermindering ook wordt beperkt door de uitbouw van de rust- en verzorgingstehuizen en de thuisgezondheidszorg.

Verder wordt er ook gerekend op een vermindering van de medische prestaties als gevolg van de beddenafbouw. Zolang de ziekenhuizen echter op een dubbele manier worden gefinancierd — enerzijds, via de verpleegdagprijzen en, anderzijds, via de honoraria —, zolang het forfaitair bezoldigen van de geneesheren als een taboe wordt gehanteerd, zal, mijns inziens, een financiële rantsoenering via de verpleegdagprijzen bijna vanzelf gepaard gaan met een toename van de medische prestaties.

Er dienen gelijkaardige vraagtekens te worden geplaatst bij de vooropgestelde financiering van 33 pct. van de academische ziekenhuisbedden als bedden in gewone ziekenhuizen. Wij gaan hoe dan ook akkoord dat in de ziekenhuizen de kosten worden beheerst, maar wij voegen er onmiddellijk aan toe dat, ten eerste, een drastische vermindering van het personeelsbestand voorbijgaat aan de noodzaak om de personeelsomkadering te verbeteren, met het oog op een kwalitatief betere verpleging en menswaardige arbeidsomstandigheden voor het verplegend personeel en dat, ten tweede, vóór alles moet worden gewerkt aan een diepgaande hervorming van het financieringssysteem door in de ligdagprijs ook de technische en medische prestaties op te nemen en door ziekenhuizen te groeperen, volgens functie en specialisatie en niet zozeer volgens het zeer dunne laagje ideologisch vernis dat erop is gekleefd. Lineaire en geïmproviseerde saneringen moeten achteraf steeds worden bijgestuurd. Dat is de ervaring van de jongste jaren in de ziekenhuissector.

Ik heb het nu opnieuw over de persconferentie van de minister vorige maandag. De parlementsleden die geacht worden zijn beleid te controleren, konden zich informeren via de pers. Ik heb mij persoonlijk de moeite moeten getroosten — ik deed het graag — mij te wenden tot de persraad van de minister om een copie te bekomen van de beleidsnota die hij maandag heeft toegelicht. Ik klaag het aan dat de minister dit zelfs niet voor het Parlement heeft willen camoufleren door tenminste een copie van die beleidsnota aan de parlementsleden te overhandigen.

Bij de beleidsnota zelf heb ik volgende bedenkingen.

Ten eerste, de operatie beddenvermindering wordt door de minister in twee fasen gepland. In een eerste fase zouden de ziekenhuizen worden gestimuleerd om op vrijwillige basis het beddenaanbod te verminderen. Het hangt er natuurlijk van af wat men onder vrijwillige basis verstaat, en in hoofde van wie. In elk geval is dit niet in hoofde van de betrokken werknemers. Hun afvloeiing zal imperatief gebeuren zodra de betrokken werkgevers de stimulering interessant genoeg vinden om tot de daad, *in casu* de afdanking, over te gaan.

Ten tweede, de doelstelling om het aantal bedden in 1987 met 2 000 te verminderen zal onmogelijk kunnen worden gerealiseerd vanaf 1 januari 1987. Toch zou met ingang van 1 januari 1987 het globale budget voor de financiering van de ziekenhuizen reeds met het equivalent van 2 000 bedden worden verminderd.

Hoe dit kan « op vrijwillige basis » is mij een compleet raadsel. De minister steunt daarvoor op een advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen van 10 juli 1986, dus zeer recent, waarin onder meer wordt gepleit voor een proportionele vermindering van de verpleegdagprijs als de gemiddelde bezetting lager is dan de normaal geachte bezetting. Zo iets noem ik een maatregel met een boemerangeffect want het is een rechtstreekse prikkel voor de ziekenhuizen om de bezetting van de bedden kunstmatig op te drijven.

Ten derde, om de bedden te doen verminderen, heeft de regering beslist een vierde van de middelen die vrijkomen door de vermindering, beschikbaar te stellen om de kwaliteit van de verzorging te verbeteren, voornamelijk om het personeelseffectief te verhogen, dus zelfs niet integraal, hoewel de minister zelf toegeeft dat de huidige personeelsnormen te veel als maxima worden gehanteerd, waar ze in feite minima zouden moeten zijn om een kwaliteitsverzorging te waarborgen.

Ten vierde, de operatie « beddenvermindering » bevat ook een aansporing voor de ziekenhuizen om meer samen te werken en hun activiteiten meer op elkaar af te stemmen. Dit zou aanleiding geven tot gejuich op alle banken als zou blijken dat deze samenwerking een zuilendoorbrekend effect zou hebben. Daar komt natuurlijk niets van in huis.

In het advies van de Nationale Raad voor ziekenhuisvoorzieningen van 10 juli 1986, dat door de minister integraal wordt onderschreven, lezen we dat bij het groeperen van ziekenhuizen het evenwicht tussen de inrichtende machten moet gewaarborgd blijven. De zuilen moeten dus overeind blijven en, wat nog erger is, het zogenaamde evenwicht, of beter onevenwicht, wordt als sacrosanct beschouwd, hoewel er bij mijn weten nooit een ziekenhuispact werd gesloten om de vrijheid van keuze voor de patiënt te waarborgen.

Ten vijfde, in de beleidsnota wordt gewag gemaakt van een studierapport dat de eigenlijke verzorgingsbehoeften zou moeten vastleggen tegen 31 december van dit jaar. Daarvoor — hoe kan het anders — zal een deskundige worden aangezocht die op internationaal vlak bekendheid heeft, een ziekenhuis-Gandois of, om actueler te zijn, een ziekenhuis-Gheyselincx. Merkwaardig is wel dat dit pas nu gebeurt en dat dit rapport niet wordt afgewacht om ziekenhuisbedden zogenaamd « selectief » te liquideren.

Ten zesde, wij vernemen dat de regering heeft beslist dat omtrent alle maatregelen inzake de vermindering van de beddenberg — minister Eyskens zal wel weten waarop ik zinspeel wanneer ik hier spreek over de Gasthuisberg — overleg zal worden gepleegd met de Gemeenschappen. De hiërarchische verhouding die hierbij wordt in acht genomen, is wel merkwaardig. In de beleidsnota lezen wij immers zwart op wit dat de beslissing wordt genomen door de gemeenschapsminister, maar dat hij dit ter controle moet mededelen aan de nationale minister. Anderzijds zal overleg worden gepleegd met de vertegenwoordigers van de inrichtende machten van de ziekenhuizen, dus niet met de ziekenhuissector als dusdanig. Dit verschil is belangrijk. Dat er ook in de ziekenhuissector, zowel in de privé-sector als in de openbare sector, sociale gesprekspartners bestaan, is een wetenschap die tot de minister en tot de regering blijkbaar nog niet is doorgedrongen. De vakbonden van het ziekenhuispersoneel zijn voor de minister geen geldige gesprekspartners, zelfs niet om te praten over de honderden arbeidsplaatsen die straks in de ziekenhuissector op de helling komen te staan.

In verband met die personeelsafvloeiingen nog deze pikante opmerking: de stimuli voor de vrijwillige vermindering van de ziekenhuisbedden, bijvoorbeeld in de vorm van een kleine personeelsuitbreiding, zullen pas kunnen worden verworven nadat de sluiting effectief heeft plaatsgehad. U hoort het goed: om te kunnen aanwerven, moet men eerst afdanken.

Wij hebben vanochtend in de commissie voor de Sociale Aangelegenheden unaniem schande gesproken over het feit dat meer dan duizend arbeiders en bedienden van Michelin door hun directie op de straatkeien werden geplaatst zonder enige voorafgaande informatie of raadpleging. Ik moet tot mijn spijt en ergernis vaststellen dat de minister van Sociale Zaken, zij het onrechtstreeks, op quasi identieke manier te werk gaat wat het ziekenhuispersoneel betreft.

Op 18 juni 1986 heb ik de minister een mondelinge vraag gesteld naar aanleiding van het feit dat hij niet had gereageerd op het verzoek van de LBC — sector ziekenhuizen — om een driepartijenoverleg te

organiseren omtrent de negatieve weerslag van de besparingsmaatregelen op de tewerkstelling in die sector. De minister heeft er zich toen van afgemaakt met een lachertje: «Hij zou de vakbonden te gepasten tijde wel te woord staan.»

Er is de jongste tijd en ook in dit debat veel sprake van de nakende hete herfst die ons zou te wachten staan, meer bepaald in de onderwijssector en in sommige andere openbare diensten. Men heeft, mijns inziens, echter te weinig in het oog dat de sociale beroering in het najaar niet minder groot zal zijn bij het ziekenhuispersoneel dat nochtans zeer zelden tot staking overgaat. Niet alleen de rechtstreekse afbraak van de tewerkstelling, maar ook het cumulatief effect van een hele reeks maatregelen waarop ik nu niet nader inga doch die bijzonder zwaar aankomen voor het ziekenhuispersoneel, zullen daartoe aanleiding geven.

Ik zou daar nog heel wat aan kunnen toevoegen, maar aangezien ik mijn spreektijd reeds overschreden heb, wil ik nu besluiten.

Ik zou willen eindigen met de woorden van François Martou, voorzitter van de Moc, die ik moet citeren bij gebrek aan goede citaten van Willy D'Havé, voorzitter van het ACW: «Il est temps que la philosophie personnaliste qui sous-tend le courant social-chrétien, cesse d'être noyée par l'alcool néo-libéral. Dans la logique néo-libérale, tout est jugé à l'aune économique et les biens sociaux sont uniquement évalués dans un raisonnement économique. C'est ce qui conduit à critiquer unilatéralement le coût de l'enseignement» — en ik voeg eraan toe «et des soins de santé» — «sans considérer ces dépenses comme une stratégie d'investissement humain.» Dit stond in *La Cité* van 19 juli 1986. Ik kan het niet beter zeggen en heb er niets meer aan toe te voegen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister Eyskens.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, ik ben u dankbaar omdat u mij nu het woord verleent. Ik ben morgen namelijk «opgevorderd» door de Kamer van volksvertegenwoordigers voor de discussie over het wetsontwerp houdende fiscale bepalingen. Ik zal pogen bondig te antwoorden op de vragen die mij hier in het debat over de Rijksmiddelenbegroting zijn gesteld.

Allereerst heb ik enkele algemene beschouwingen.

Andermaal wordt de regering door een lid van de oppositie, de heer de Wasseige, verweten via de Rijksmiddelenbegroting en het begrotingsbeleid een deflatorisch beleid te volgen.

Wij moeten een onderscheid maken tussen een deflatorisch beleid en een deflatorische toestand. Ik meen niet dat de toestand van de Europese en de Belgische economie deflatorisch is. Ons land komt geleidelijk — vooral sedert een tweetal jaar — uit stagflatie. Dit is hoge inflatie gepaard met een stagnerende, en zelfs een licht negatieve, groei. Dit is een totaal nieuwe toestand die paradoxaal is en die de economen in verwarring heeft gebracht. De stagflatie ebt weg; de inflatie is beëindigd, stilgevallen. De stagnatie ebt eveneens weg vermits er opnieuw een positieve economische groei is. Wij rekenen in 1986 op 1,5 en misschien zelfs 2 pct. en in 1987 op hetzelfde percentage.

Hoe kan u spreken over deflatie, mijnheer de Wasseige?

J'ai sous les yeux toute une série de chiffres que je ne vais pas citer, car je tiens à être concis; mais, tant les investissements que la consommation privée prouvent qu'il n'y a pas d'effondrement ni de la consommation privée, ni des revenus pris globalement, ni des investissements.

M. de Wasseige. — Vous niez l'évidence.

M. Eyskens, ministre des Finances. — Et cela est tout à fait à l'inverse d'une crise qui fut typiquement déflationniste, celle des années 30.

J'ai dans mon dossier un beau tableau faisant la comparaison entre la crise des années 30 et celles des années 70/80.

La consommation privée, qui est quand même un indicateur très important, a encore augmenté de 1,6 p.c. en 1980; elle a baissé de 0,2 p.c. en 1981; augmenté de 1 p.c. en 1982; diminué de 1,5 p.c. en 1983; augmenté de 0,8 p.c. en 1984. L'augmentation est de 0 p.c. en 1985. Très probablement, en 1986, on pourra constater une hausse de 1,5 p.c. Vous ne pouvez appeler cela une situation déflationniste!

M. de Wasseige. — Qu'est-ce que cela représente, par rapport aux autres pays qui ont des taux de croissance de l'ordre de 2 et 2,5 p.c.? Appelez les choses par leur nom.

M. Eyskens, ministre des Finances. — Nous sortons d'une période de stagnation. Nous sommes en situation de redressement. Vous ne pouvez pas appeler cela «déflation». Il est extrêmement frappant, monsieur de Wasseige, de constater que l'explosion du chômage en Belgique a coïncidé avec la période de très haute inflation et que c'est précisément au moment où l'inflation a commencé à se réduire et est finalement tombée à zéro — ce que vous appelez désinflation ou déflation — que précisément le chômage aussi a commencé à se réduire.

M. de Wasseige. — Le chômage ne diminue pas. On le fait diminuer artificiellement.

M. Eyskens, ministre des Finances. — Il diminue incontestablement, surtout en ce qui concerne les jeunes; je l'ai déjà dit et c'est la vérité. Il diminue de façon assez marquée en Flandre.

Je constate avec satisfaction que le Bureau du Plan corrobore la thèse du gouvernement et confirme que notre politique n'est pas déflationniste. Le Bureau du Plan parle comme nous, monsieur de Wasseige.

M. de Wasseige. — Par chance, grâce à la baisse du prix du pétrole!

M. Eyskens, ministre des Finances. — Il parle comme nous de certains effets potentiels déflationnistes de notre politique budgétaire. Et je ne m'en cache pas. Nous l'avons d'ailleurs écrit en clair dans l'exposé des motifs. L'environnement économique d'aujourd'hui, et nous l'espérons, de demain est tel que l'effet déflationniste d'une économie de 195 milliards — ce qui n'est pas négligeable —, sera compensé et même surcompensé. Vous nous avez même reproché d'avoir échafaudé des raisonnements, des statistiques, des extrapolations beaucoup trop prudents, alors que l'environnement international va nettement s'améliorer au-delà de nos propres extrapolations. Mais je partage quelque peu le sentiment de M. Dehousse, qui, faisant état des derniers développements aux Etats-Unis, acte comme moi qu'on y constate une moindre croissance.

Il ne faut pas verser dans l'alarmisme quant aux Etats-Unis où la croissance se manifeste encore; elle sera probablement de 2 p.c. en 1986, et non plus de 4 p.c. En outre — et ceci est un argument purement politique — je ne vois pas le gouvernement américain verser actuellement dans la déflation, alors que l'administration républicaine prépare les élections présidentielles. Là aussi, il y a corrélation entre la conjoncture politique et la conjoncture économique, ce que nous, petit pays, ne pouvons malheureusement pas toujours nous permettre.

Ik ga helemaal niet akkoord met het standpunt dat de situatie deflatorisch is, a fortiori dat het beleid van de regering deflatorisch zou zijn. Alle cijfers bewijzen ongeveer het tegenovergestelde. Ik ga evenmin akkoord met de stelling van de oppositie dat de regering een beleid voert waardoor de rijken steeds rijker worden en de armen steeds armer.

Ik vestig nogmaals de aandacht op een belangrijke statistiek waaruit blijkt dat het bovenste deciel van de hoogste inkomens 22 pct. uitmaakt van alle inkomens samen. Dat wijst op een bepaalde concentratiegraad van de inkomens. Ze betalen samen 46,1 pct. van alle belastingen. Dat moet ook eens worden gezegd. Wanneer men spreekt van een scheefgetrokken verdeling, moet men ook weten dat de 10 pct. van de hoogste inkomens de helft van de belastingen betalen. Die 10 pct., die 22 pct. van alle inkomens verdienen in 1984, verdienen in 1974 nog 30 pct. van de inkomens. Er is bijgevolg een afname van de concentratie van inkomens bij die kleine groep personen wegens het herverdelende effect van een sterk progressieve fiscaliteit. Men komt steeds aandragen met het argument dat de roerende inkomens verstorend werken en een grote distorsie veroorzaken. Akkoord maar de stijging van de roerende inkomens is het gevolg van het grote deficit. Verminder het deficit en de roerende inkomens zullen verminderen, want dan dalen de rentevoeten.

Monsieur de Wasseige, vous qui trouvez que les taux actuels, en termes réels, sont usuraires, comment expliquez-vous que mon prédécesseur, M. Willy De Clercq, ait dû emprunter, en 1982, à du 14,5 p.c.? Pensez-vous qu'il ait eu envie de rembourser plus? Non, n'est-ce pas! Comme moi, il a négocié avec le consortium de manière correcte et efficace. Comment se fait-il qu'actuellement les taux belges soient en moyenne de 3 à 4 p.c. supérieurs à la moyenne européenne? C'est la conséquence...

M. de Wasseige. — De votre politique!

M. Eyskens, ministre des Finances. — ... de la faiblesse chronique du franc belge, d'une fuite des capitaux excessive, d'une série de déficiences structurelles industrielles. C'est donc la conséquence de ce qu'on appelle parfois «le mal belge.» C'est pourquoi une politique structurelle de

redressement soutenue et continue est nécessaire si l'on veut guérir progressivement le malade, c'est-à-dire la Belgique.

Je voudrais encore souligner, monsieur le Président, comme je l'ai fait lors du débat sur la loi fiscale, que le gouvernement a augmenté les allocations destinées aux plus démunis; j'en ai sous les yeux une longue liste.

De bestaansminima, de alleenstaanden, de verhoging van de bescheiden pensioenen, het meerjarenplan tot verhoging van de kinderbijlagen vormen een pakket dat slaat op 10 miljard, wat zeker niet te verwaarlozen is. Ik wil mij afzetten tegen deze systematische scheeftrekking van de feiten door de oppositie.

M. Dehousse a évoqué le train fou lancé dans le brouillard; c'était incontestablement un rappel historique puisqu'il s'agit d'une expression de M. Harmel.

J'aimerais vous faire part à ce propos de deux remarques. Tout d'abord, à l'époque de M. Harmel, le solde net à financer, bien qu'inquiétant, n'était que de 4,5 p.c. En outre, nous disposions encore d'un budget unique, ce qui signifie que l'amortissement de la dette publique était inscrit dans les dépenses courantes au budget sous le titre dénommé aujourd'hui « Titre I ». C'était une mesure de sécurité, puisqu'aussi bien les recettes fiscales devraient non seulement couvrir les intérêts, mais aussi assurer le remboursement de la dette. C'est sous le gouvernement Tindemans I, en 1974 je crois, que, dans le cadre de l'harmonisation européenne, la Belgique a instauré un budget à deux titres, et même davantage, de telle manière que l'amortissement a disparu dans la trappe du titre III. On peut constater rétroactivement que cette disposition a ouvert la porte à une certaine facilité. On ne parle plus jamais de l'amortissement, qui ne se traduit même plus en termes budgétaires ni en termes de solde net à financer. La situation actuelle est donc triplement plus grave qu'elle ne le fut en 1965, à l'époque de M. Harmel.

Voert de regering een monetair beleid? Ja, een beleid dat enige samenhang vertoont. Wij opteren voor een sterk muntbeleid. Ik was aangenaam verrast door de stelling van de heer Vaes, van Ecolo, die heeft gepleit voor een sterk muntbeleid. Wij moeten dus proberen een aansluiting te krijgen met landen die zulk beleid voeren, zoals de Duitse Bondsrepubliek en Nederland. Alle andere economische variabelen moeten daarop worden afgestemd te beginnen met de resorptie van ons groot overheidstekort. Bij de herschikking van het Europees muntsysteem in Oortmarsum hebben wij bewust geopteerd voor een beperkte revaluatie van de Belgische frank tegenover de ecu. Wij moeten onze budgettaire doelstellingen hijsen tot het niveau van onze monetaire ambities. Dit legt ons allerlei constraints op waarvan wij ons ook moeten bewust zijn. Het lijkt enigszins paradoxaal, maar het blijkt dat een sterk muntbeleid, dat op het eerste gezicht deflatorisch is, integendeel de uitvoer sterk bevordert. Het blijkt meer economisch aanzwengeland te zijn dan een beleid van monetair « laissez-faire ». Duitsland is daarvan het meest enigmatische en paradoxale voorbeeld.

De heer Chabert. — Duitsland heeft een sterke industrie.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Het is een land dat in 15 jaar tijd achtmaal gerevalueerd heeft. Het weet geen blijf met zijn handelsoverschot en met zijn toegedoepte lopende rekening van zijn betalingsbalans. Waarom kunnen de Duitsers wat wij niet kunnen? De heer Chabert heeft gelijk. Het heeft ook te maken met het geleidelijk gezond maken van onze industriële structuren. Vandaar, minder subsidies aan sectoren die geen toekomst meer hebben en meer verantwoorde steun, liefst niet gepolitiseerd, in de vorm van een redelijk fiscaal belastingpeil voor ondernemingen die willen innoveren. De regering zal op dit vlak nieuwe initiatieven nemen.

J'en viens à la politique relative à la dette publique.

En ik antwoord meteen op de uiteenzettingen van de heren Chabert, Hatry en talrijke andere sprekers want zowat iedereen heeft het daarover gehad.

De regering zal uitvoeren wat in de regeringsverklaring staat en dit zal gebeuren voor zover artikel 50 van de fiscale wet, die hopelijk in de nacht van morgen op overmorgen in de Kamer van volksvertegenwoordigers zal worden aangenomen, uitvoerbaar zal zijn. Zoals de heren Hatry, Chabert en andere collega's van de meerderheid, pleit ik voor voorzichtigheid in dit dossier. Ik zal er niet veel over zeggen.

De leden van de oppositie, die een nogal gespierde taal hebben gevoerd, zeggen dat het om woekerintresten gaat die drastisch omlaag moeten worden geschoefd. Die 14,25 pct. moet worden teruggebracht tot 7 of 8 pct. Ik deel ten volle de stelling van de heren Chabert en Hatry: België is een klein land met een zeer open kapitaalmarkt. Het is echter een zeef.

Men kan daartegen gekant zijn maar om de gaten van de zeef dicht te maken moeten wij het land afsluiten en uit de Europese Gemeenschap lichten. Wij kennen een aanzienlijke kapitaalvlucht, een bedenkelijk verschijnsel dat te maken heeft met de distorsies tussen de reële rendementen na belasting van de roerende inkomsten. Mochten wij de methode volgen aangeprezen door de heer de Wasseige, dan konden wij er zeker van zijn dat dit zou worden beschouwd als een haast Zuid Amerikaanse houding met stevast een enorme kapitaalvlucht tot gevolg die gemakkelijk in de honderden miljarden kan lopen. Precies dit zou echt een deflatorisch effect sorteren. Wanneer honderd, tweehonderd of driehonderd miljard het land verlaten, kunnen we pas echt van deflatie spreken.

Het tweede bedrijf zou een verzwakking van de eigen munt zijn, de noodzaak om ze te ondersteunen door de verkoop van deviezen. Ook dit zou deflatorisch zijn vermits het afgeven van deviezen door de Nationale Bank leidt tot vernietiging van de Belgische geldomloop. Men mag dit toch niet uit het oog verliezen. Om die reden pleit ik trouwens voor zeer grote voorzichtigheid, ook in het woordgebruik, ten opzichte van dit delicaat dossier.

De heer Chabert. — Er is een recent voorbeeld in Australië, een goed voorbeeld trouwens.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Uiteraard.

De oppositie argumenteert dat de financiële instellingen enorm veel geld verdienen hebben en dat de minister van Financiën deze langs een omweg een exceptionele taks zou moeten opleggen om die 30 miljard af te nemen. De oppositie zegt het wel genuanceerder maar het komt er toch op neer.

Op pagina 97 van het verslag staan interessante cijfers over de rentabiliteit van de financiële instellingen. Ik heb hier cijfers, die ook in de pers zijn verschenen en die komen uit het Amerikaanse tijdschrift *The Banker* waarin onder meer de Belgische financiële instellingen worden geklasseerd. Die doen het niet zo slecht. De grootste Belgische financiële instelling, de Generale Bankmaatschappij, staat op de 65e plaats van de wereldranglijst, het Gemeentekrediet op de 99e plaats, CERA, nu een spaarbank, op de 300e plaats, en BAC, ook een spaarbank, op de 344e plaats. Het is niet onaardig dat ons land beschikt over grote financiële instellingen want dit heeft ook voordelen. Wij moeten ons land immers uitbouwen tot een groot dienstencentrum waarbij de financiële diensten belangrijk en zelfs essentieel zijn.

Laten wij kijken naar de rentabiliteit van onze financiële instellingen. De cijfers bevestigen trouwens die welke ik in de commissie heb medegedeeld: ook inzake rentabiliteit en solvabiliteit verbeterd de situatie van de Belgische bankinstellingen, zoals die van onze ondernemingen trouwens. De winstmarge — de brutowinst in verhouding tot het balanstotaal — bedroeg voor de acht Belgische banken, op de lijst van de vijfhonderd grootste financiële instellingen van de wereld volgens *The Banker*, 0,38 pct. tegenover een gemiddelde van 0,69 pct. Dat is veel lager dan het gemiddelde.

M. de Wasseige. — Le pourcentage de quoi?

M. Eyskens, ministre des Finances. — La marge bénéficiaire: le rapport entre le bénéfice brut et le total bilantaire. C'est un critère.

De solvabiliteit — kapitaal en reserves tegenover balanstotaal — ligt voor de Belgische banken op 2,18 pct. terwijl het wereldgemiddelde 3,83 pct. bedraagt.

Wat de rentabiliteit betreft, situeren de Belgische banken zich op de zevende plaats in Europees verband. Het is een klassement waarop zich slechts negen landen bevinden.

Ik heb hier een interessant interview voor mij liggen, waarvan ik nu de lectuur aanbeveel, voor zover men het nog niet heeft gelezen, verschenen in een belangrijke Vlaamse krant, afgenomen van de heer Detremmerie, voorzitter van een van onze belangrijkste spaarbanken. Het gaat om een spaarbank met een sociaal imago die een tariefbeleid voert dat altijd wat lager ligt dan de tarieven op de markt. De heer Detremmerie heeft enkele frappante uitspraken gedaan onder meer de volgende, mijnheer de Wasseige: « Wie het geld wil halen waar het zit, moet weten dat bij de banken ook het geld van de arbeider zit. » Dat is een evidentie.

De heer Egelmeers. — Bij de BAC!

De heer Eyskens, minister van Financiën. — De financiële instellingen hebben geld, het geld van hun klanten. Dat is het geld van het publiek,

het geld van instellingen en het geld van ondernemingen. Laten wij dus absoluut niet verzeilen in simplismen. Zo eenvoudig is het niet.

De heer de Wasseige. — Regardez les chiffres des banques. Les particuliers interviennent à peine pour 10 p.c. dans leurs moyens.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Ik herhaal nog eens dat de publieke banken, de parastatale instellingen, zich gedragen op dezelfde wijze als privé-instellingen, ook inzake tarieven en financieel beleid. Hun winstmarges zijn niet groter dan die van de privé-banken. Helaas, in de meeste omstandigheden zijn zij kleiner dan die van de privé-banken.

Bijgevolg zal de regering doen wat zij heeft aangekondigd en onderhandelen met de financiële instellingen. Zij zal geen dwang uitoefenen, maar zij vindt wel dat het opportuun en nodig is de last van de rijksschuld op het stuk van de interesten te verlagen. Zij meent dat het mogelijk moet zijn de medewerking van de belangrijke financiële instellingen daarvoor tot stand te brengen.

De heer Chabert en ook de heer Hatry hebben gezegd dat de regering haar best doet om wat leven te brengen in het schuldbeheer en het schuldbeleid. Wij zijn bezig met de hervorming van de Schatkist, met een nieuw organigram dat een beetje logischer is, met een splitsing tussen de algemene directie, de directie-generaal Schatkist en de directie-generaal Rijkscomptabiliteit, met een schuldcel die goed werkt, en ook met een nieuwe emissietechnologie die wat « innovatorisch » is.

De heer Chabert heeft terecht de vraag gesteld of wij niet moeten proberen leningen te plaatsen met een *call-clausule*, dit wil zeggen een voorwaarde die het voor de debiteur mogelijk maakt, na 3 of 4 jaar de interest te herzien naar beneden.

De heer Chabert. — Of de lening vervroegd terug te betalen.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Of de lening terugbetalen, wat impliceert dat men opnieuw kan lenen tegen lagere rentevoeten.

Indien wij de suggestie van de heer Chabert hadden gevolgd in 1981, 1982, 1983 en 1984, dan zouden wij vandaag niet moeten debatteren over een herschikking van de schuld. Dan zouden wij de meerprijs contractueel, volgens het spelen van de clausule kunnen wegwerken. Dat is niet gebeurd.

Een *call* inbouwen — wij hebben het overwogen — op een moment dat de rentevoeten reeds zijn gedaald van 14,25 pct. naar 7,5 pct. is tamelijk gewaagd. De zaak heeft maar zin als men ervan overtuigd is dat de rentevoeten nog aanzienlijk zullen dalen. De *call* kost immers. Die kostprijs die niet onaanzienlijk is, schommelt. Ik heb geprobeerd de *call* in te voeren bij de onderhandelingen over de staatslening van juni jongstleden, die uiteindelijk werd afbesteld. Inzake het kapitaal moest per jaar van vervroegde terugbetaling een premie van 0,5 pct. worden betaald. Dat is veel. Dat brengt bij een vervroegde terugbetaling met vier jaar vóór het verstrijken van de termijn de terugbetaling van de lening van 100 op 102 pct. Dat is 2 pct. bijkomend. Wegens de *call-clausule* in het contract zou er een rente worden aangerekend die 1/8 hoger ligt dan de marktrente. U betaalt dus een meerprijs in termen van een hogere rente en u betaalt bovendien een premie.

Indien u gelooft dat de rentevoeten nog zullen dalen, is inderdaad het sop de kool niet waard. Ik hoop dat de rentevoeten nog zullen dalen, maar ik wil dat hier niet voorspellen en ik wil daar zeker geen dure eed op zweren. Op internationaal vlak lijken de rentevoeten opnieuw lichtjes te stijgen en dit is ook het geval op de kapitaalmarkt in België. Uit de kosten-batenanalyse blijkt dus dat de *call*-formule in de huidige omstandigheden niet voordelig is.

Wanneer men als debiteur een *call*-formule negocieert, bouwt de crediteur vaak een *put*-formule in, waardoor hij het symmetrische voorrecht krijgt om ook terug te betalen in de tegenovergestelde hypothese.

De heer Chabert. — Dat kost de Staat echter geen geld.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Dat kan inderdaad de premie compenseren.

Er zijn nog talrijke andere innovaties mogelijk, zoals een *discount*-formule. Men moet echter niet overdrijven, want dan krijgt men vaak het verwijt te horen dat men de molensteen afwentelt op de toekomst. Men kan ook een *tender*-systeem toepassen, waarbij men niet langer negotieert met een consortium, maar probeert een lening te plaatsen bij publiek bod. Dit is vooral mogelijk wanneer de Schatkist sterk staat en niet in grote financiële nood verkeert.

J'en viens à la question de M. de Wasseige au sujet des commissions. J'ai fait circuler en commission des Finances une note montrant que mon prédécesseur, M. De Clercq, avait déjà diminué le montant des commissions. Celui-ci est important, je ne le conteste pas. Vous savez comme moi que les commissions servent à compenser certains risques encourus lors d'une prise ferme. Les intermédiaires restent parfois en possession d'un nombre considérable de titres qu'ils ne peuvent placer dans le public. Ils peuvent éventuellement confier les valeurs à des agents de change qui se chargent de les vendre dans de bonnes conditions et qui perçoivent alors eux-mêmes les commissions. Il s'agit donc d'une « prime à la vente. » Elle est la conséquence d'un système que vous qualifiez de monopolistique dans lequel le gouvernement, l'Etat, étant démuné de moyens financiers, est amené à devoir négocier en position d'infériorité.

Essayons donc de réduire le déficit, l'appel net et l'appel brut au marché, de manière à ce que, en tant que débiteurs, nous soyons un peu plus robustes et que nous puissions de temps à autre éviter l'intervention du consortium et nous adresser directement au marché.

Mijnheer Chabert, u hebt vragen gesteld in verband met de investeringen. Ik heb hierover een uitgebreide nota. De perspectieven voor 1986 zijn zeer gunstig. Men rekent in België op een nominale stijging van 21 pct. In Denemarken zou die stijging 11 pct. bedragen, in de Duitse Bondsrepubliek 12 pct. en in Griekenland 69 pct. Hieruit blijkt trouwens dat stijgingspercentages op zich niet veel betekenen en dat men ze dus moet relateren.

De heer Chabert. — De percentages verschillen trouwens ook van sector tot sector.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — In Frankrijk raamt men de stijging op 8 pct., in Ierland op 22 pct., in Italië op 20 pct., in Luxemburg op 48 pct., in Nederland op 5 pct. en in het Verenigd Koninkrijk op 11 pct. De raming voor België voor 1986 ligt dus alvast boven het Europese gemiddelde.

De heer Windels. — Hoe zien die cijfers er voor België uit opgesplitst volgens de sectoren?

De heer Eyskens, minister van Financiën. — In de sector van de zogenaamde basisproducten zou er een lichte achteruitgang zijn van 23 pct. naar 19 pct., in de metaalverwerkende nijverheid een sterke vooruitgang van min 6 pct. naar plus 35 pct., in de mechanische nijverheid een stijging van 14 pct. naar 25 pct., in de transformatienijverheid een stijging van min 9 pct. naar plus 13 pct., in de extractiebedrijven zou er een stabilisatie zijn en in de voedingsnijverheid een stijging van min 8 pct. naar plus 17 pct. De stijging is dus algemeen, maar in sommige sectoren is ze sterker dan in andere.

Er werden ook vragen gesteld over de fiscaliteit, onder meer door de heer de Clippele die het had over de solidariteitsbijdrage voor de hoge inkomens.

Cette cotisation à l'Onem sur les revenus dépassant trois millions sert à financer les dépenses sociales et surtout les allocations de chômage.

Je ne puis confirmer les chiffres cités par M. de Clippele, qui démontrent une certaine réduction du nombre des personnes soumises, d'après la loi, au versement de cette cotisation. Les chiffres dont je dispose et qui ont été communiqués en commission des Affaires sociales — ils doivent peut-être faire l'objet de vérifications ou de corrections — ne démontrent nullement la réduction du nombre des personnes soumises à ce versement. Les chiffres s'établissent comme suit: en 1981, ces personnes étaient au nombre de 11 650; en 1982, de 11 631; en 1983 de 11 467; en 1984, de 11 122 et je ne dispose pas des données de 1985.

Il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'une cotisation sociale fiscalement déductible l'année suivante, ce qui peut donner lieu à une certaine discontinuité dans l'évolution des statistiques.

En outre, certaines catégories sociales, et notamment des cadres supérieurs dans des entreprises, m'ont déclaré ouvertement: « Nous avons refusé une augmentation salariale parce que nous risquons de franchir la barre des trois millions, ce qui nous aurait parqués dans une catégorie de « pestiférés » et nous aurait attiré des ennuis bureaucratiques. Aussi, avons-nous répondu à nos patrons: Nous faisons la grève si vous nous augmentez! (Sourires.) Nous préférons que nos rémunérations restent inférieures aux trois millions. »

De heer Egelmeeers. — Wat hebt u ze in de plaats gegeven?

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Mijnheer Egelmeers, het is onder meer daarom dat wij in de fiscale wet de forfaitaire vrijstelling van 2,5 pct. hebben afgeschaft. Wij zijn dus logisch gebleven. Degenen die onderworpen zijn aan die solidariteitsbijdrage betalen ze dus min of meer. Zoals de heer de Clippele heeft aangestipt, brengt dit de marginale druk voor deze hoge inkomens op 80 à 85 pct., wat een Europees en wellicht een wereldrecord is.

Mevrouw Van Puymbroeck, er kan geen sprake zijn van het afnemen van sociale toelagen aan personen onderworpen aan de regeling waarbij abattementen in een belastingkrediet worden omgezet. Ik heb dit in de commissie ook gezegd. Door het feit dat een abatement een belastingkrediet wordt, kan het belastbaar inkomen, technisch gezien, stijgen zodat bijvoorbeeld een belastingplichtige niet meer in aanmerking zou komen voor een studiebeurs. Het omgekeerde kan zich ook voordoen. Ingevolge het toestaan van een bepaalde aftrek, bijvoorbeeld binnen het raam van het pensioensparen — om dit controversieel thema even op te nemen —, zou het belastbaar inkomen kunnen verlagen en zou men wel in aanmerking komen voor een studiebeurs.

De heer Van Grembergen. — Wat met de wet-Monory is gebeurd.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Dat is sociaal gezien zeker niet rechtvaardig. Dit punt is in onderzoek en we gaan ervoor zorgen dat de omzetting van een abatement in een belastingkrediet niets wijziget aan het sociaal statuut van de belanghebbende. Als hiervoor moet worden geëligificeerd, dan zullen wij dat ook doen. Mevrouw Van Puymbroeck, ik weet ook niet waar u het hebt gehaald dat er een wijziging is gekomen aan het fiscaal statuut van mensen met gezinslasten. De nota die ik hieromtrent aan mijn administratie heb gevraagd, bevestigt dit niet.

Ik kan de Senaat ook medelen dat wij een wetsontwerp voorbereiden houdende het statuut van de belastingconsulent. Na het statuut van de bedrijfsrevisor lijkt het mij opportuun ook een statuut te geven aan de belastingconsulent. Dit kan alleen maar bijdragen tot meer doorzichtigheid en een grotere authenticiteit van de belastingverklaring.

Ik heb ook een nota voor de heer André Geens in verband met de evolutie van onze buitenlandse handel. Ik zou hem die liefst schriftelijk mededelen, aangezien er een groot aantal cijfers in voorkomt. Hieruit blijkt dat het tekort op onze handelsbalans in 1982 nog 260 miljard bedroeg en dat dit thans, op basis van de eerste vijf maanden van 1986, is teruggelopen tot min 22 miljard en dat de kans erin zit dat in 1987 dit deficit zal worden teruggebracht tot nul.

De lopende rekening van onze betalingsbalans vertoont sedert ten minste anderhalf jaar reeds een boni.

De rentabiliteit van onze ondernemingen is aanzienlijk verbeterd. Zij bevindt zich thans op het peil van 1973. De nettorentabiliteit op de eigen middelen bedraagt 7,07 pct. Dat is iets beter dan het netto-rendement, na voorheffing, op staatsleningen. Jarenlang was de rentabiliteit lager dan het rendement van de rentenier die in zijn fauteuil een pijp rookt en ondertussen het geld voor hem laat werken. Wie voelt dan nog de prikkel, tenzij hij een apostel is, om een bedrijf op te richten en te investeren met alle risico's van dien? Sedert ongeveer anderhalf jaar is de curve van de dalende rentabiliteit omgeslagen in een stijgende curve en is de stijgende curve van het rendement van de overheidsobligaties omgeslagen in een dalende curve. Het kruispunt van die twee curven is het moment van de ommekeer in onze Belgische economische situatie.

De heer Van In. — Geen ommekeer!

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Het moment waarop de rentabiliteit van de ondernemingen opnieuw hoger is dan het rendement van risicovrije beleggingen is zeer belangrijk. Dat moeten wij absoluut in stand houden.

De heer Van In heeft gezegd dat de competitiviteit een verantwoordelijkheid van de regering is. Ik wil dat niet ontveinzen. Onder de regering-Martens V hebben wij heel wat gedaan voor de instandhouding en de verbetering van de competitiviteit van de ondernemingen. Het is nu in eerste instantie de verantwoordelijkheid van de sociale partners in de

sectoren en ook in de ondernemingen om er voor te waken dat het concurrentievermogen van hun onderneming intact blijft en zelfs verbeterd.

De heer Van In. — Mijnheer de minister, de door de wet bepaalde termijn is morgen, 31 juli, voorbij.

De heer Eyskens, minister van Financiën. — Neen, u weet dat de onderhandelingen over een interprofessioneel akkoord niet zijn afgebroken. Daar heerst nu ook een vakantiestemming.

De heer Wyninckx. — Zoals bij Michelin!

De heer Eyskens, minister van Financiën. — In september zullen wij zien wat er uit de bus komt. Hopelijk zal het gezond verstand zegevieren en komt er wel een interprofessioneel akkoord, al was het maar op het stuk van de tewerkstelling van de jongeren, wat toch een zeer belangrijk punt is.

Tenslotte wens ik in te gaan op een belangrijke opmerking van de heer Van In. Hij vraagt zich af wat voor industrieel beleid er in België wordt gevoerd. Al onze grote firma's komen terecht in internationale groepen, die er bovendien een soort pingpong mee spelen, want zij verhuizen van een Franse moeder naar een Amerikaanse moeder. Hij heeft het voorbeeld geciteerd van een belangrijk elektronisch bedrijf in ons land. De waarheid is dat België bijna geen grote Belgische bedrijven meer heeft, dat het Vlaamse land geen echte Vlaamse bedrijven telt en Wallonië geen echte Waalse bedrijven. Trouwens, wat is de bepaling van een Vlaams bedrijf? Belangrijk is dat bedrijven op onze bodem zijn gevestigd die onze bevolking werk en welvaart verschaffen. Dat is essentieel. Ik ook zou liever hebben dat wij zelf grote Belgische multinationals hadden. Momenteel hebben wij er maar twee of drie en zij internationaliseren zich en compenseren vaak hun rentabiliteitsdeficit op de Belgische markt door de zaken die zij doen in Europa of in Zuid-oost-Azië of in andere ver afgelegen continenten. Dat is de toestand. Kunnen wij die toestand veranderen? Ik meen van niet. Het is een internationale tendens, waarmee wij moeten leren leven en waarvan wij moeten proberen het beste te maken. Dat betekent ook dat wij bijzonder constructief moeten zijn inzake het aantrekken van buitenlandse investeerders en dat wij voorzichtig moeten zijn met het bekritisieren van de multinationals, ofschoon die niet steeds vrijuit gaan.

Ook namens de regering zeg ik duidelijk dat wat de firma die momenteel erg in het nieuws is, heeft gedaan, onoorbaar en onduidelijk is en helemaal in strijd met sociale afspraken, met elementaire medemenselijkheid en met sociaal gevoel.

Ik heb vernomen dat de commissie voor de Sociale Aangelegenheden zich hier vanochtend over heeft gebogen, en eenparig was in haar oordeel. Dit belet niet dat multinationals voor ons land zeer belangrijk blijven. Wij moeten proberen bepaalde garanties in te bouwen, maar wij moeten ook niet overdrijven, want dan gaan ze allemaal weg.

Mijnheer Van In, wij kunnen bijgevolg alleen maar goed varen door het herstel van onze economie, door onze geloofwaardigheid te bewijzen, niet alleen met woorden, maar ook met daden, door onze financiën te saneren en door van dit land permanent een modern land te maken waar ook wordt geïnnoveerd. Dat is perfect mogelijk. In dit land worden ook uitvindingen gedaan. Tegenwoordig volstaat louter uitvinden niet meer. Innovatie is even noodzakelijk.

Dit alles vereist een samenhangende aanpak, niet alleen vanwege de Staat, maar ook vanwege de privé-sector en van allen die nog willen werken en creatief zijn. Dit is een werk van aangelegenheid. Ik geloof dat wij er iets aan doen en ik hoop dat wij hierin door onze meerderheid de eerstvolgende jaren blijvend zullen worden gesteund. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Wij zetten deze bespreking vanavond te 19 uur 45 voort.

Nous poursuivons cette discussion ce soir à 19 heures 45.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 19 uur.*)

(*La séance est levée à 19 heures.*)

2130